INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 378 - DÉCEMBRE 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 378

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - La baisse de l'offre soutient les prix des bovins finis
    - Les exports français à un niveau intermédiaire entre 2023 et 2024
- Jeunes bovins
  - Europe
    - La hausse des cours des jeunes bovins se poursuit
- Femelles
  - Europe
    - Faible baisse saisonnière des prix des réformes laitières
- Maigre
  - Les marchés perturbés par la DNC
- Veaux de boucherie
  - Des prix de plus en plus haut partout en Europe face à la baisse de production
- Veaux laitiers
  - Les exportations d'octobre pénalisées par la DNC

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Hausse toujours soutenue de la production laitière mondiale
  - Changement de tendance pour le lait bio ?
  - Plus de lait, plus de produits fabriqués stockables
- Marché des produits laitiers
  - Pression à la baisse sur les cotations des produits laitiers

Viande ovine
- France
  - Reprise de la consommation en octobre
- UE et monde
  - L'offre mondiale recule tandis que la demande se maintient
  - Regain du prix de la laine au Royaume-Uni et en Irlande

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - La consommation de fromages de chèvre au beau fixe en 2025

DNC : stratégie de gestion et impacts économiques

Viandes bovines

Prix élevés, à la production comme à la consommation

Dernière révision le 18 décembre 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

La baisse de l'offre soutient les prix des bovins finis

Dernière révision le 17 décembre 2025

Le recul de l'offre en bovins finis conduit à une forte concurrence entre abatteurs pour l'approvisionnement des outils. En décembre, les prix des bovins les mieux conformés restaient en hausse. Ceux des vaches laitières poursuivaient leur baisse saisonnière tout en restant historiquement élevés.

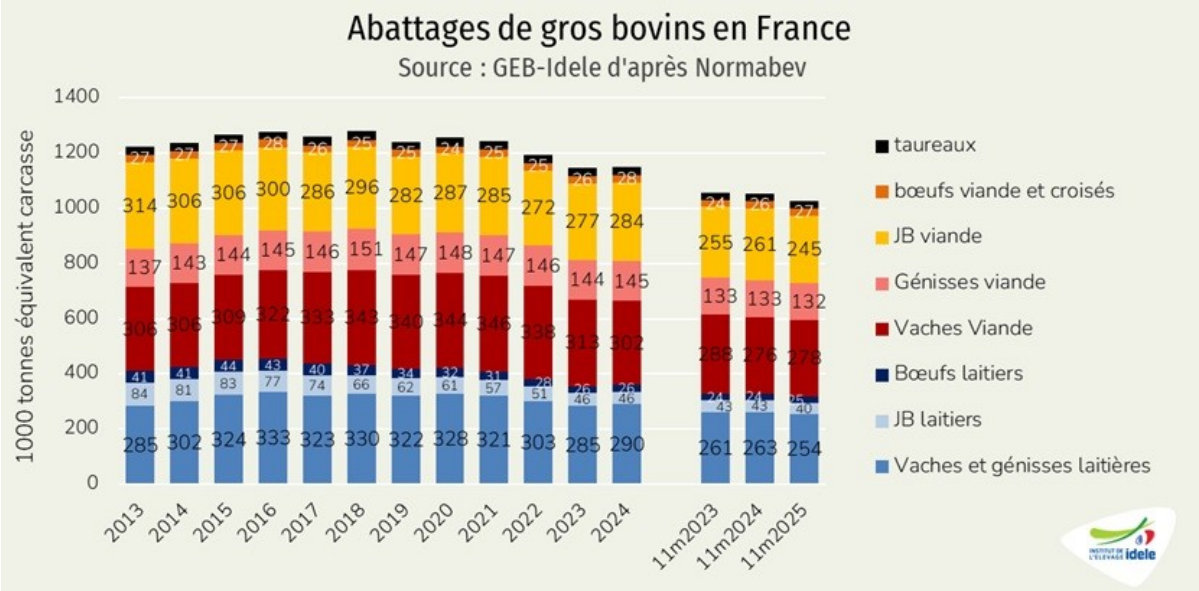
Volumes d'abattage toujours limités malgré l'alourdissement des carcasses

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les **abattages de gros bovins** sur les quatre dernières semaines connues (47 à 50) étaient **en recul de 2,3% d'un an sur l'autre** en têtes. Toutefois, l'**alourdissement des carcasses**, stimulé par la hausse des cours et une alimentation bon marché, a permis de limiter la baisse en tonnage à 1,0%.

Dans le détail :

- Les abattages de **vaches de type viande étaient en baisse de 5,1% en têtes** mais de seulement 3,7% en tonnages,
- Ceux de **génisses de type viande reculaient de 4,7% en têtes** et de 3,4% en tonnages.
- Les abattages de **vaches laitières** ont enregistré une **hausse de 0,9% en têtes** et de 2,2% en tonnages
- Les **jeunes bovins de type viande affichaient une baisse de 3,9% en têtes** mais de seulement 2,3% en tonnages.
- Les abattages de **jeunes bovins laitiers étaient en baisse de 4,1% en têtes** et de 3,0% en tonnages.

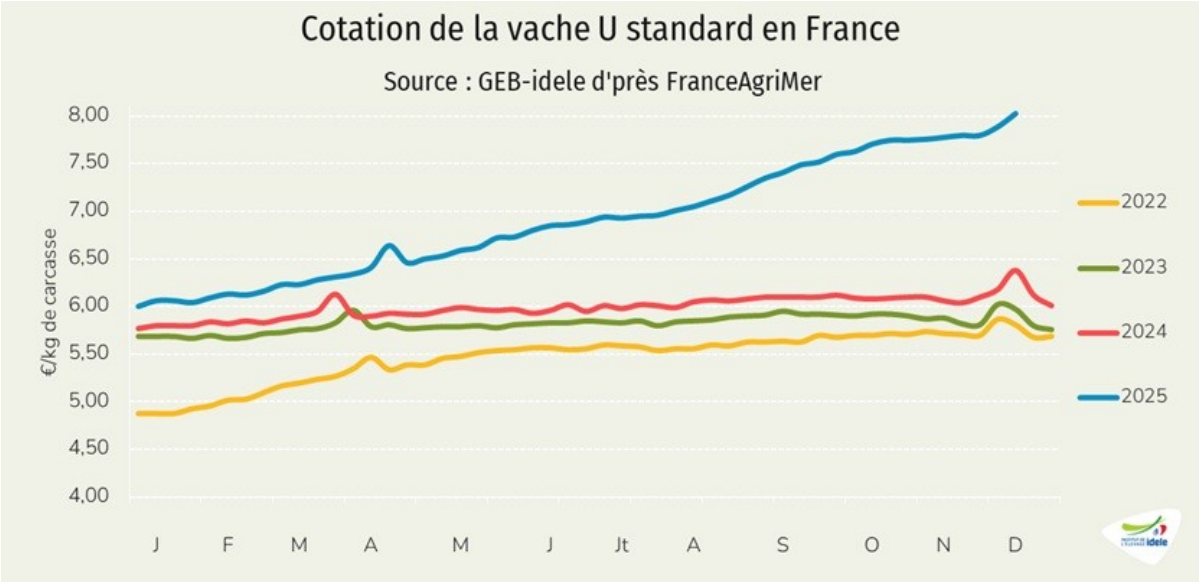
Les abattages de gros bovins sont orientés à la baisse depuis 2022, conséquence de la décapitalisation à l'œuvre depuis maintenant 8 ans. Après une pause en 2024 liée à un regain d'engraissement de jeunes bovins en France et à une hausse des poids de carcasse de l'ensemble des catégories de bovins, la baisse des volumes abattus a repris en 2025.



En cumul sur les 11 premiers mois de l'année 2025, les abattages de gros bovins ont totalisé 1,028 million de tonnes équivalent carcasse, enregistrant un **recul de 2,3% par rapport à 2024**.

La cotation de la vache U en hausse à l'approche des fêtes

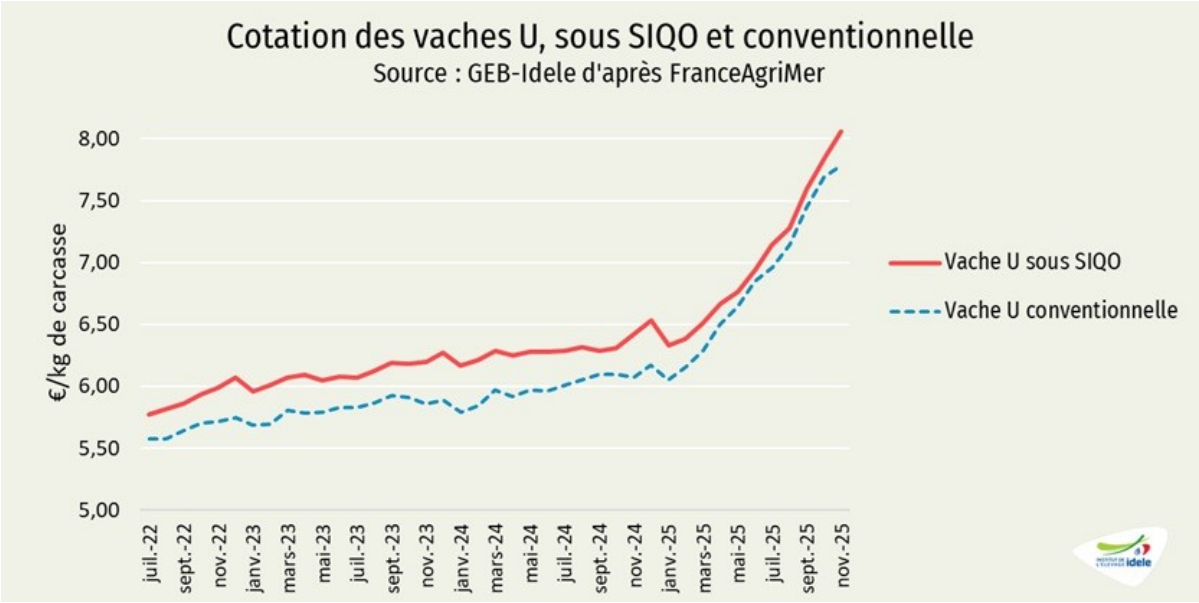
En décembre, les opérateurs veulent s'assurer **des volumes suffisants mais aussi la qualité adéquate** afin de **fournir leurs clients pour les fêtes de fin d'année**. Les cours des vaches les mieux conformées sont donc en hausse, d'autant que les disponibilités semblent limitées.



La cotation de la **vache U** a atteint **8,03 €/kg de carcasse en semaine 50** (+26% /2024). Celle de la vache R a encore gagné un centime en semaine 50, à 7,47 €/kg (+34% /2024).

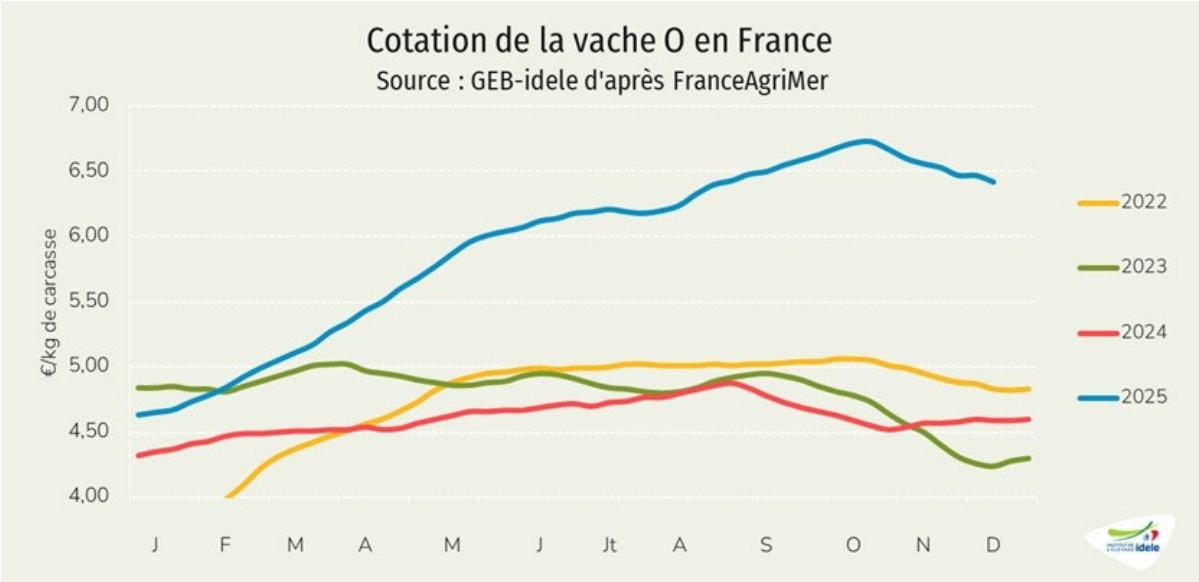
Le Label rouge reprend le large en novembre

Les cotations des vaches « sous SIQO hors bio » (Label Rouge, AOP et IGP) disponibles mensuellement depuis juillet 2022 étaient également en **forte hausse en novembre**. Alors qu'elles couraient derrière le conventionnel depuis le début de l'année, avec une différence qui se réduisait de mois en mois, les cotations des bovins sous SIQO ont retrouvé de l'air, **accroissant ponctuellement l'écart avec le conventionnel à l'approche des fêtes**. **La vache U de race à viande sous SIQO cotait ainsi 8,08 €/kg de carcasse en novembre (+26% /2024)**.



Baisse saisonnière des cours des vaches laitières

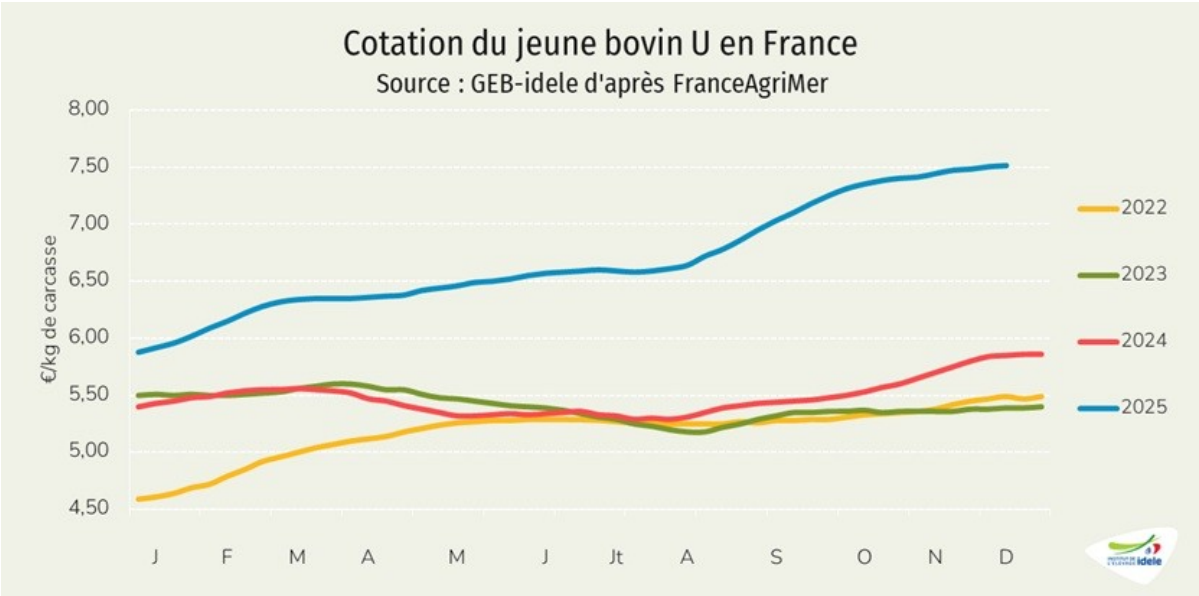
Les cours des vaches laitières ont poursuivi leur baisse saisonnière, liée à l'arrivée des réformes automnales sur le marché. Les cotations restent toutefois à des niveaux jamais atteints par le passé à cette saison.



La cotation de la **vache O** a beau avoir perdu 14 centimes en quatre semaines, elle reste **40% au-dessus de son niveau de 2024 en semaine 50, à 6,42 €/kg de carcasse**. Celle de la vache P, à 6,11 €/kg en semaine 50, dépassait de 44% son niveau de 2024 malgré les 20 centimes perdus sur le mois.

Les prix des jeunes bovins U continuent de gagner des centimes chaque semaine

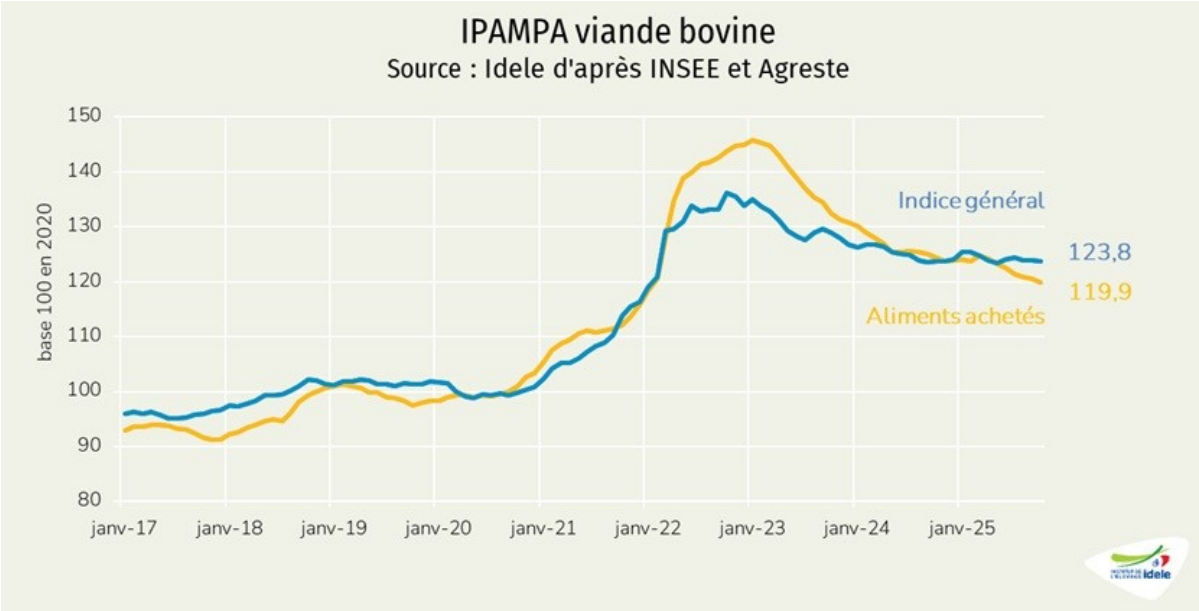
Les cotations des jeunes bovins finis poursuivent tranquillement leur progression. L'augmentation du prix du broutard nécessite de passer des hausses sur les animaux finis en France comme en Italie. Par ailleurs, les faibles effectifs à abattre dans tous les États membres accroissent le pouvoir de négociation des éleveurs face à leurs clients abatteurs (pour plus d'information, voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).



La cotation du **jeune bovin U** a encore gagné 7 centimes en quatre semaines pour atteindre **7,51 €/kg de carcasse en semaine 50**, soit +28% /2024. La hausse depuis le début de l'année se chiffre à 1,63 €/kg. La cotation du **jeune bovin R a atteint 7,33 €/kg en semaine 50** (+29% /2024). Celle du **jeune bovin O, à 6,75 €/kg**, dépassait de 38% sa cotation de 2024.

L'IPAMPA relativement stable

L'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) **évolue peu depuis plusieurs mois**. En octobre, il était à l'indice 123,8 (=/ octobre 2024). La baisse du prix de l'aliment (-3,6%) était compensée par la hausse du prix des engrais (+10%).



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

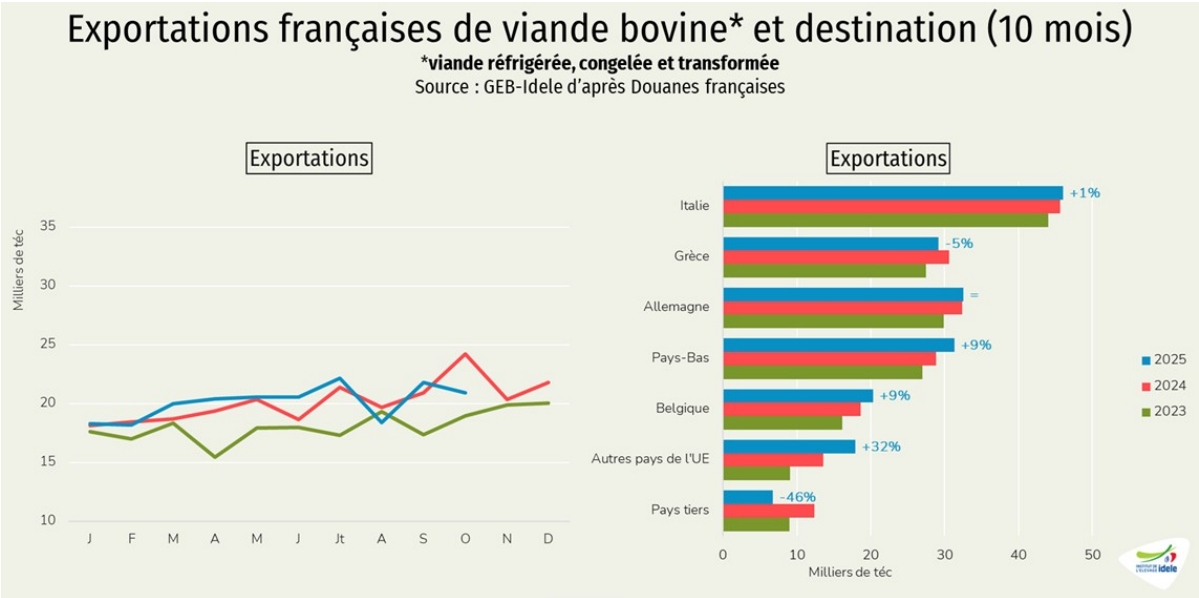
Les exports français à un niveau intermédiaire entre 2023 et 2024

Dernière révision le 18 décembre 2025

En octobre 2025, les exports français de viande bovine ont certes reculé par rapport à 2024, mais restaient tout de même en hausse comparés à 2023. Les imports ont progressé, faute de disponibilités nationales suffisantes, tandis que le prix au consommateur progresse encore.

En octobre, les exports à un niveau intermédiaire entre 2023 et 2024

En octobre 2025, les exportations françaises de viandes bovines ont fortement reculé, de 14% par rapport à l'excellent mois d'octobre 2024, alors stimulé par les forts besoins en viande en UE et les sorties dynamiques de jeunes bovins en France. Les volumes d'octobre 2025, à 20 900 téc restaient tout de même à un niveau bien supérieur à celui de 2023 (+10%). Nos exportations cumulées sur les dix premiers mois de l'année restaient en progrès de 1% /2024 (+1 500 téc) à 201 000 téc, grâce à un prix français plus compétitif que dans de nombreux États membres, du printemps jusqu'à l'automne (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).



Au cours des dix premiers mois de 2025, les expéditions françaises de viande bovine ont progressé vers :

- **l'Italie (+1% /2024,** -300 téc à 46 000 téc), bien qu'ils soient ralentis depuis septembre,
- **la Belgique (+9%,** à 20 500 téc), en manque de bovins à abattre du fait du recul de son cheptel,
- **les Pays-Bas (+9%,** +2 500 téc) à 31 500 téc, notamment du fait de la hausse de nos imports depuis le Royaume-Uni (+2 500 téc) dont une part est réexportée vers la Hollande. Cependant, le Royaume-

Uni a sans doute augmenté ses envois nets vers la France, pour approvisionner notre marché en manque de viande de vache,
- **l'Espagne (+36%)** à 5 000 téc, bien que les expéditions reculent à présent depuis septembre,
- **le Portugal (+31%)** à 4 500 téc.

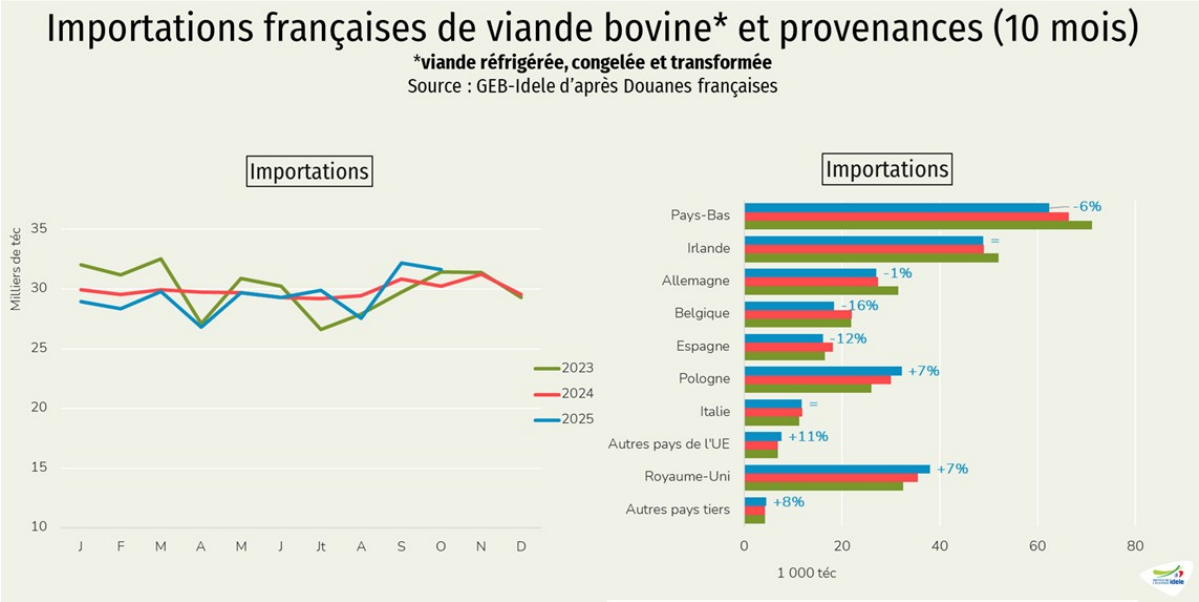
Les envois de viande bovine sont restés stables vers l'Allemagne, à 32 500 téc.

Ils ont reculé vers :

- **la Grèce (-5%** ou -1 500 téc) à 29 000 téc,
- **et vers les pays tiers (-46%,** à 6 500 téc). Aucun envoi de viande n'a été fait vers la Turquie en septembre ou octobre 2025 selon les douanes françaises.

Des imports en hausse pour le deuxième mois consécutif

En octobre, les importations de viandes bovines (veau inclus) ont augmenté de 5% par rapport à 2024 (après une hausse de 4% /2024 en septembre) pour atteindre 31 500 téc. En effet, avec la relance de la hausse du prix des vaches de réformes françaises mi-août, les importations depuis certains États membres sont devenues plus attrayantes. En cumul sur les dix premiers mois de l'année, nos importations refluent tout de même légèrement de 1% /2024 à 294 000 téc.



En cumulé sur dix mois, nos importations ont progressé depuis :

- **la Pologne** (+7% /2024 à 32 000 téc),
- **le Royaume-Uni** (+7%, à 38 000 téc),
- **et d'autres pays tiers** (+8%, à 4 500 téc),

Nos importations se sont maintenues depuis l'Irlande (49 000 téc) et **l'Italie** (12 000 téc).

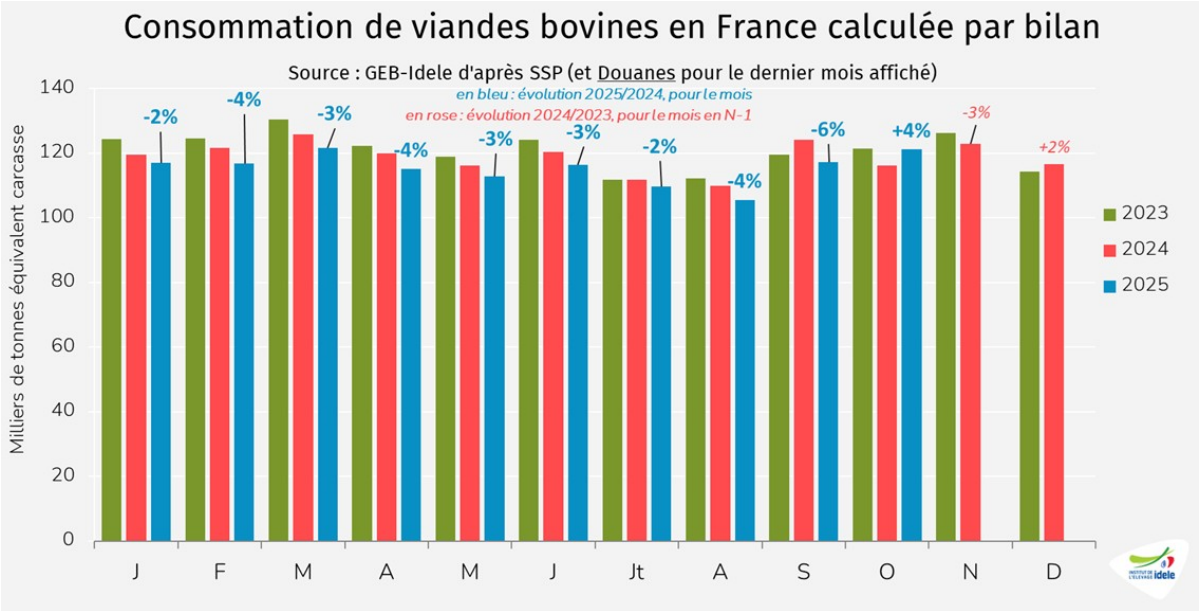
Enfin, nos importations depuis certains États membres ont reculé du fait du manque de disponibilités dans ces pays :

- -6% /2024 **depuis les Pays-Bas,** notre principal fournisseur, à 62 000 téc, notamment du fait du recul des abattages de veaux et de gros bovins aux Pays-Bas,
- -16% **depuis la Belgique** (18 500 téc),
- -12% **depuis l'Espagne** (16 000 téc).

Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

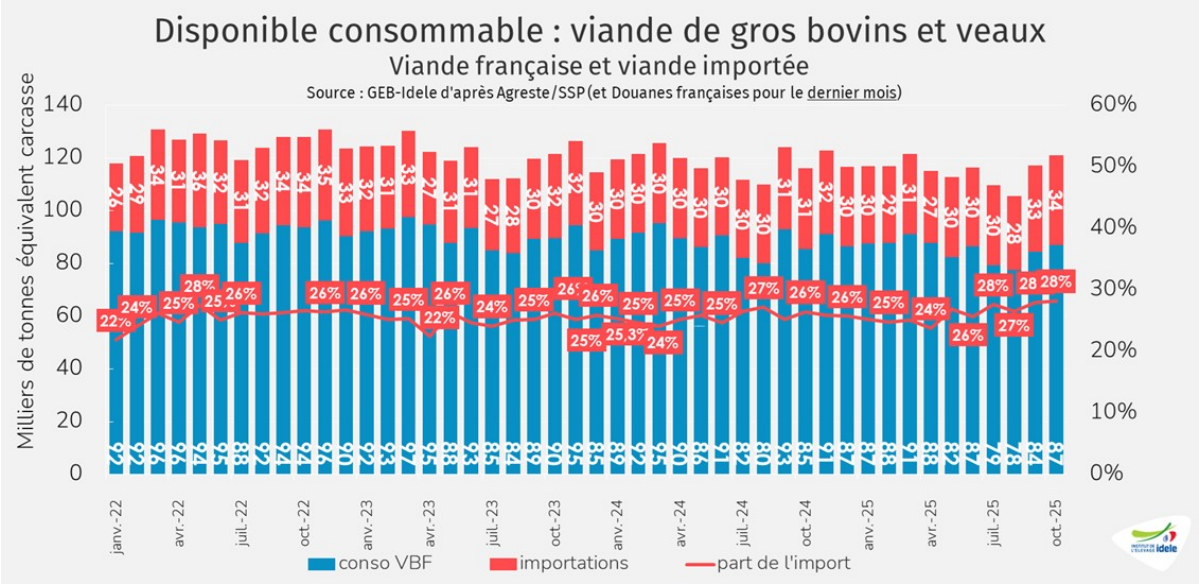
Le disponible consommable de viande bovine recule un peu moins

La consommation calculée par bilan sur les dix premiers mois de l'année recule de 2,7% comparée à 2024, alors que l'an passé à pareille époque, cette consommation reculait déjà de 2,0%. Cette baisse de la consommation est avant tout liée au recul des disponibilités en bovins en France et même en Europe.



Attention toutefois, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks qui peuvent influer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

La part d'import dans la consommation se situait en octobre, comme en septembre, à 28%, du fait de la progression des imports (+5% /2024 et octobre et +4% en septembre) et du manque de viande française. En cumul depuis le début de l'année, la part d'import dans la consommation est par conséquent de 26%, contre 25% sur la même période en 2024.



Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En novembre, le prix du bœuf augmente toujours

En novembre selon l'INSEE, l'inflation sur le bœuf et le veau se poursuivait, **conséquence de la hausse des prix aux producteurs et au manque d'offre, à 9,3% sur un an** (+8,2% un mois plus tôt, +6,8% deux mois plus tôt). L'inflation générale continuait à un rythme annuel modéré de 0,9%, inchangé en un mois. Au global, les prix de l'alimentaire ont progressé plus vite que l'inflation générale (+1,4% sur un an) comme depuis plusieurs mois, porté ce mois-ci par les hausses de l'indice de prix des viandes, du sucre, miel, confitures, chocolat et boissons non alcoolisées.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

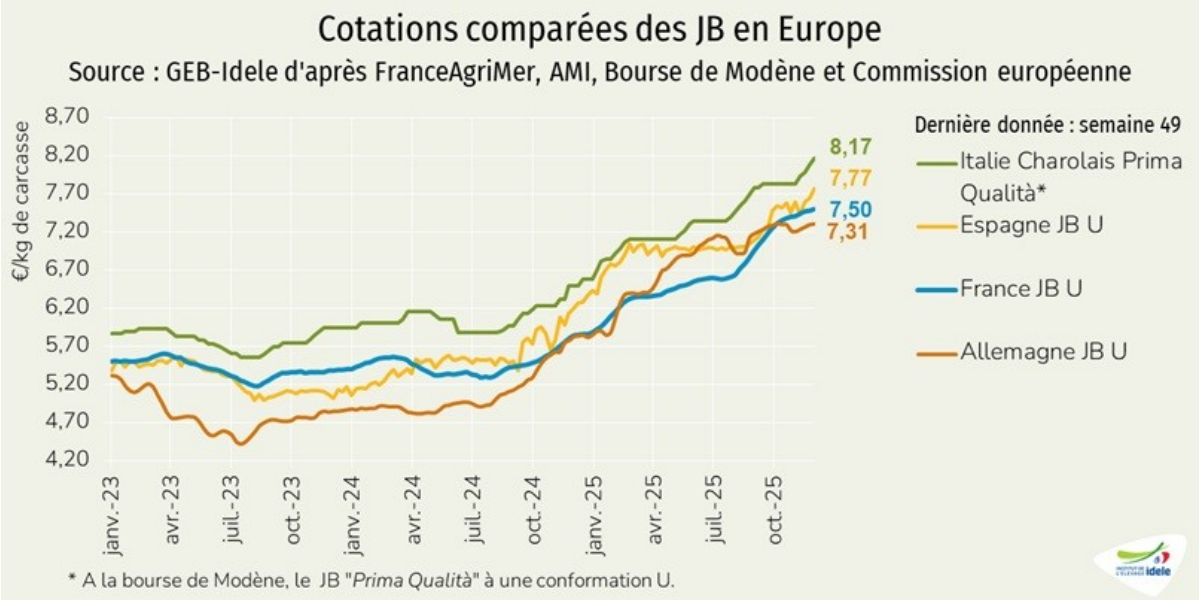
La hausse des cours des jeunes bovins se poursuit

Dernière révision le 17 décembre 2025

Les prix des jeunes bovins finis restent orientés à la hausse dans les principaux États membres de l'Union européenne. Le manque d'offre sur le marché permet de répercuter le prix élevé d'achat du maigre.

Des prix toujours plus hauts à l'approche des fêtes

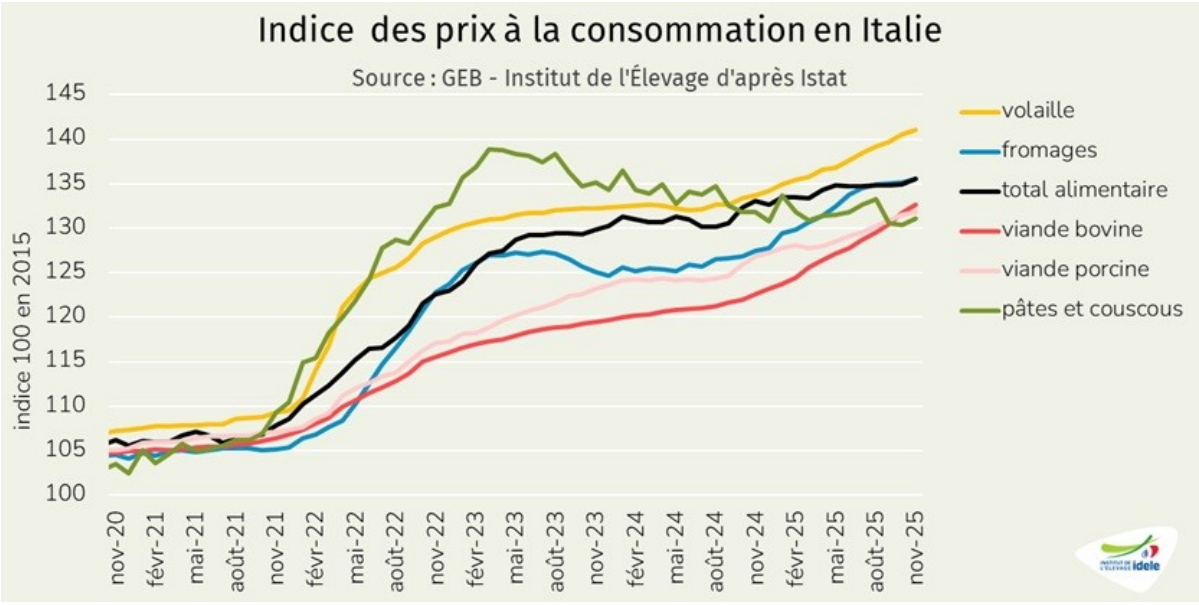
À l'approche des fêtes de fin d'année, **les opérateurs mettent le prix pour avoir les volumes et la qualité**. Ce phénomène saisonnier est amplifié cette année par l'**offre particulièrement restreinte** dans chacun des États membres, qui accroît la concurrence entre abatteurs. Les engraisseurs peuvent ainsi répercuter la forte hausse des prix d'achat des bovins maigres sur ceux des jeunes bovins finis.



En **Italie**, les cours de toutes les catégories de jeunes bovins mâles ont repris leur hausse mi-novembre à la bourse de Modène. Le JB charolais Prima Qualità a atteint 8,17 €/kg de carcasse en semaine 49 (+26% /2024).
En **Espagne**, même s'ils ont parfois du mal à répercuter les hausses à leurs clients, les abatteurs s'arrachent les jeunes bovins finis afin de s'assurer des volumes. Ceci fait grimper les cours. La cotation espagnole du jeune bovin U a encore gagné 17 centimes entre mi-novembre et mi-décembre, atteignant 7,77 €/kg en semaine 49 (+26% /2024).
La **France** suit le mouvement. La cotation française du JB U atteignait 7,80 €/kg en semaine 49 (+28% /2024).
Même en **Allemagne**, les prix sont repartis à la hausse après un tassement début novembre lié à des sorties plus nombreuses en octobre. Le JB U allemand cotait 7,31 en semaine 49 (+25% /2024).

Italie : forte inflation sur le prix de la viande bovine

En Italie, la hausse des prix des jeunes bovins finis ainsi que celle de la viande importée se répercutent à la consommation.



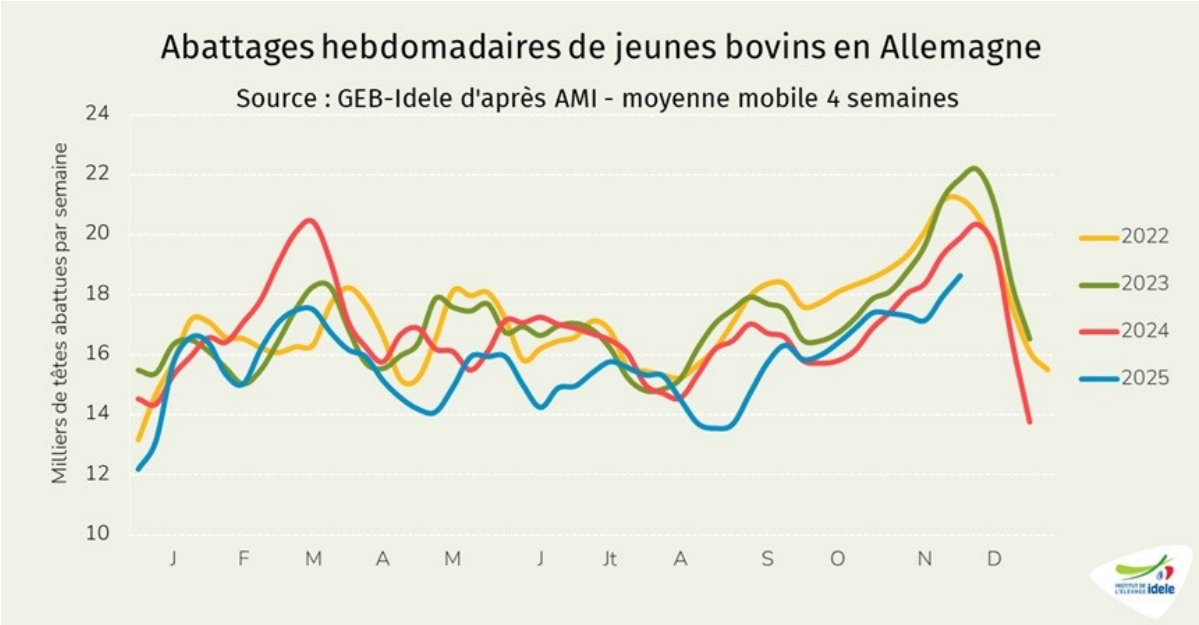
En novembre 2025, **l'inflation sur la viande bovine était la plus élevée de tous les produits animaux**. Le prix de la viande bovine à la consommation était en hausse de 8,2% /2024 contre seulement 1,9% pour le total alimentaire. La viande de volaille, sa principale concurrente, enregistrait une hausse de 5,5% et le porc une hausse de 3,9%. Les œufs s'étaient eux aussi renchéris (+7,7%) et les fromages également (+6,4%).

Cette hausse des prix à la consommation semble commencer à peser sur la demande. Néanmoins, les volumes

produits et importés étant globalement restreints, le marché reste équilibré.

Allemagne : peu de jeunes bovins à sortir en cette fin d'année

En Allemagne, la baisse des naissances de veaux en 2024, en partie liée à la FCO 3, a conduit à un recul des mises à l'engraissement et à une **baisse des sorties de jeunes bovins**, particulièrement marquée depuis début novembre.



Sur les semaines 46 à 49, le nombre de jeunes bovins abattus était largement inférieur aux niveaux des années précédentes (**-6% /2024 et -15% /2023**). Toutefois, cette offre semble satisfaire la filière, la demande s'étant quelque peu resserrée du fait des prix élevés.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

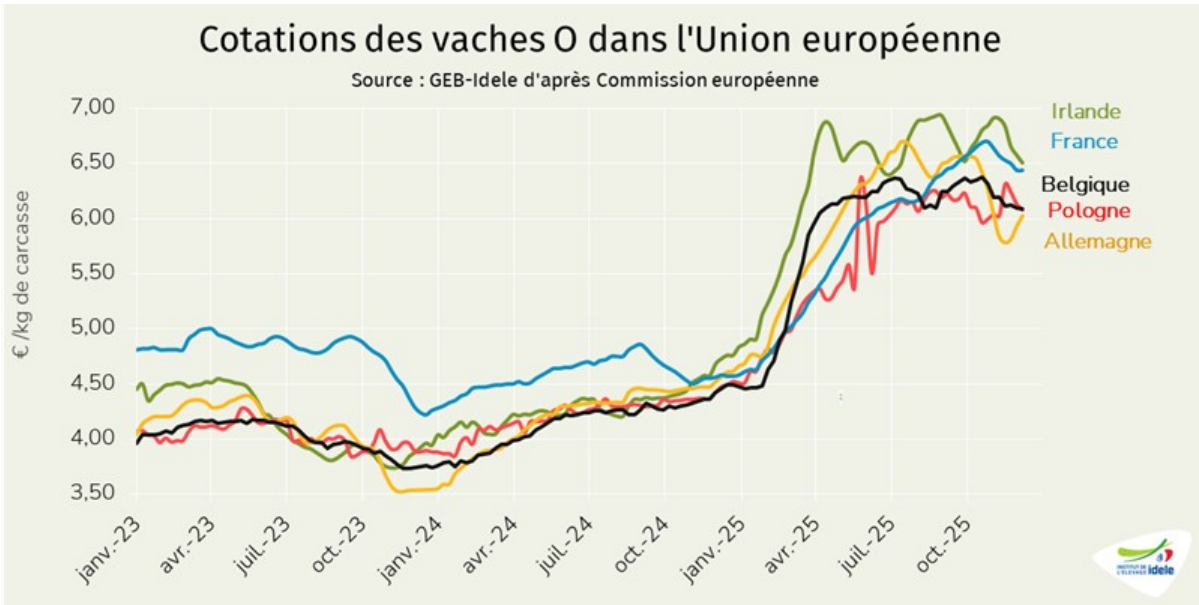
Faible baisse saisonnière des prix des réformes laitières

Dernière révision le 18 décembre 2025

Les prix des vaches laitières de réforme en UE se replient modérément avec la hausse saisonnière des abattages, très contenue dans de nombreux pays tant les disponibilités sont faibles.

Baisse saisonnière modérée des cours

Dans la plupart des États membres, les prix des vaches de réformes laitières ont amorcé en octobre une baisse saisonnière. Celle-ci a été modeste et tardive, du fait de la faiblesse globale des disponibilités. En Allemagne, les cours ont même rebondi depuis mi-novembre.

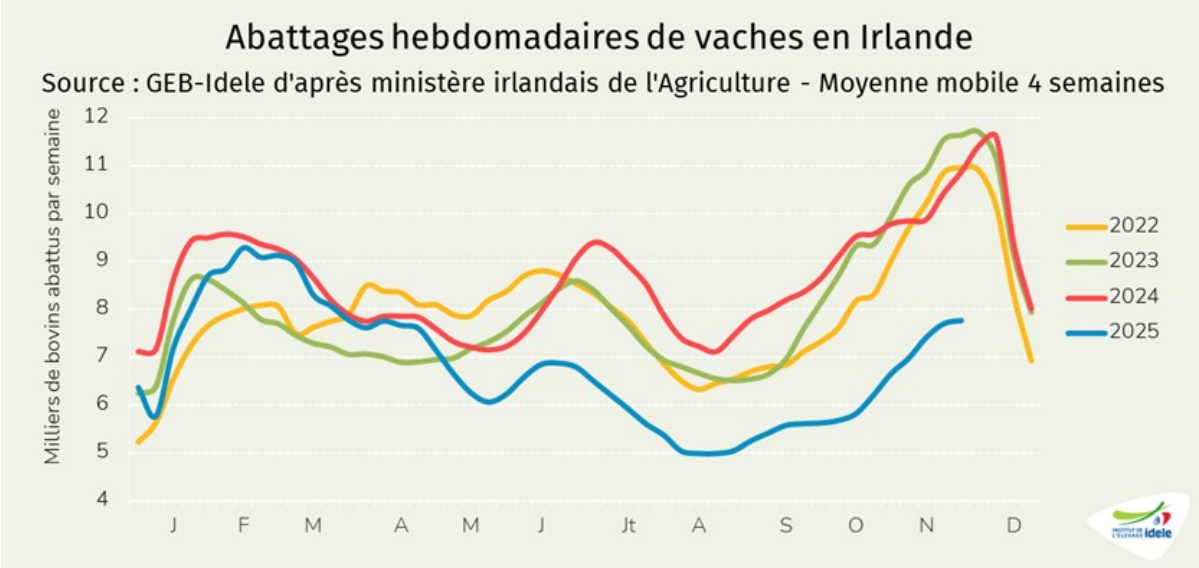


En semaine 49, les cotations étaient les suivantes :

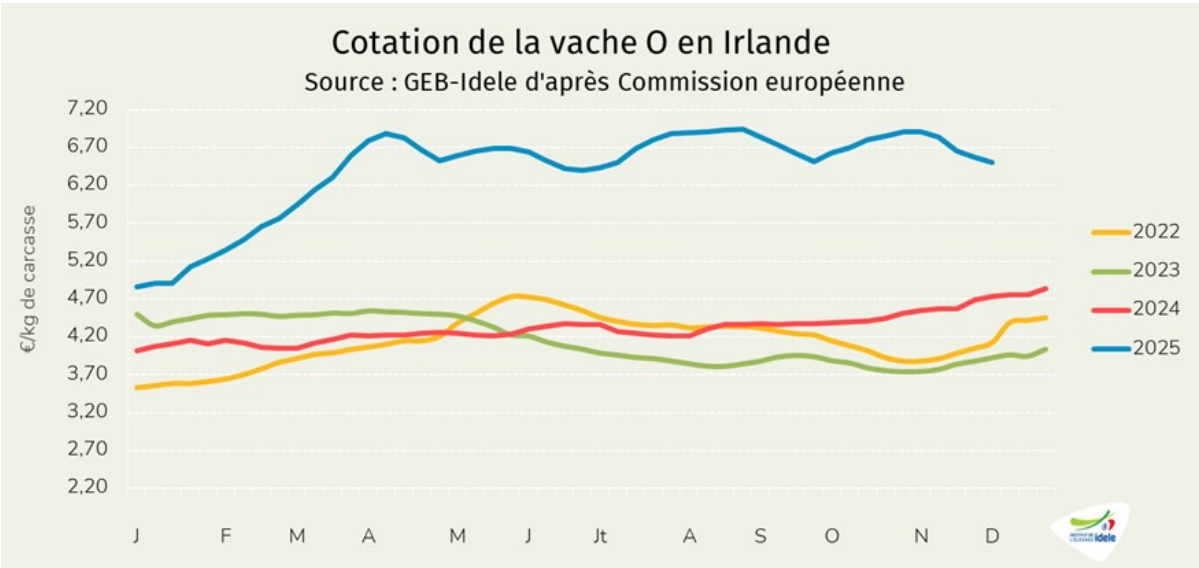
- 6,51 €/kg de carcasse pour **la vache O irlandaise** (-6% en quatre semaines, mais encore +38% /2024) valeur toujours la plus élevée en UE,
- 6,44 €/kg de carcasse pour **la cotation française qui talonne l'irlandaise** (-2% en quatre semaines, à tout de même +41% /2024),
- 6,09 €/kg de carcasse pour **la vache O belge** (-2% en quatre semaines, mais +36% /2024) qui est repassée sous la valeur française depuis cet été après une escalade des prix au 2ème trimestre,
- 6,08 €/kg de carcasse pour **la vache O polonaise** (+1% en quatre semaines ou + 5 centimes et +36% /2024).

Le décrochage des abattages irlandais se poursuit

En Irlande, les abattages de vaches sont particulièrement réduits, malgré l'approche de l'hiver. D'après les données du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches entre les semaines 45 et 49 ont encore reculé de 29% par rapport à 2024, un recul comparable à celui constaté le mois précédent. Les autres catégories de bovins sont également en net recul : -13% pour les bœufs, -18% pour les génisses et -9% pour les jeunes bovins.



Comme les volumes de réformes laitières restent faibles à l'entrée des abattoirs, le prix de la vache O oscille à haut niveau depuis plusieurs mois et reste le plus élevé en UE, malgré une baisse ces quatre dernières semaines. Le cours s'établissait à 6,51 €/kg de carcasse en semaine 49 (-6% en quatre semaines mais encore +38% /2024).

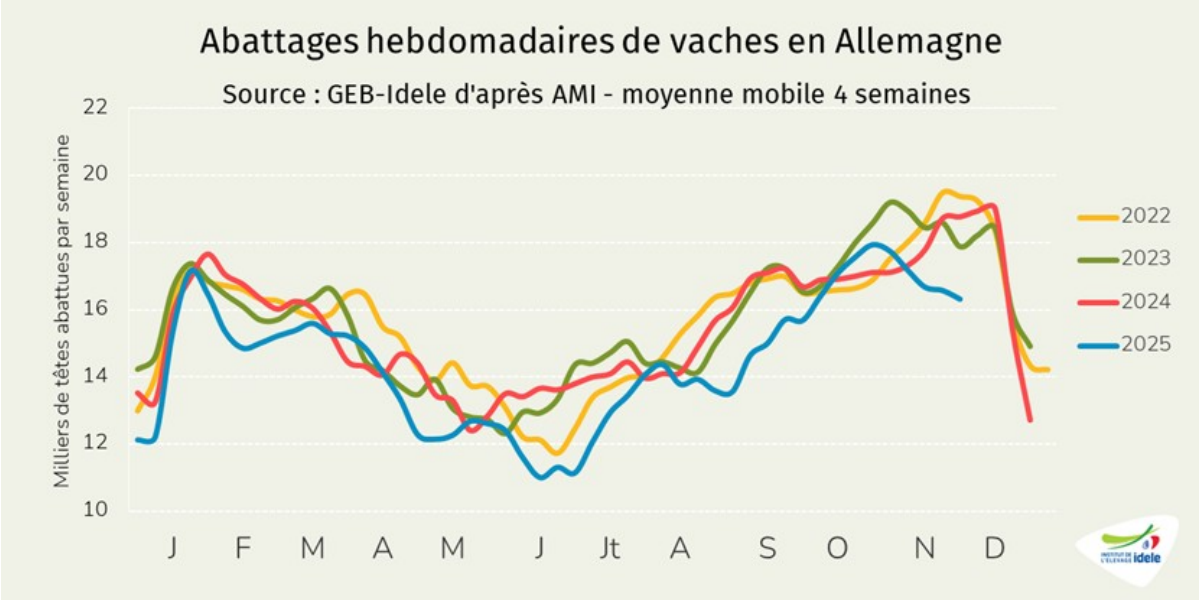


L'Irlande a finalement obtenu auprès de la Commission européenne la prolongation pour une durée de trois ans de sa dérogation à la directive Nitrates, qui devait cesser initialement le 1er janvier 2026. Lire l'article d'Agriland.ie du 9 décembre. Cette prorogation permettra à l'île d'Emeraude de tenter de conserver son cheptel laitier, par ailleurs déjà en léger déclin. Les conditions assorties à la prolongation de la dérogation ne sont pas encore connues.

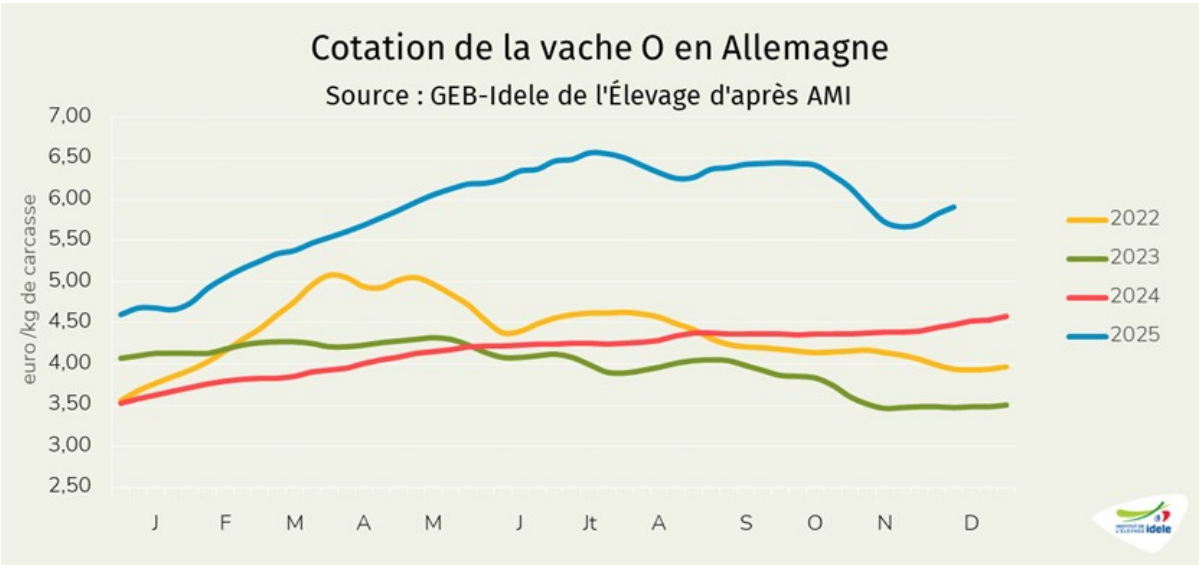
Les abattages de vaches en Allemagne à nouveau au ralenti

Alors que le rythme des réformes avait accéléré en octobre en Allemagne, avec la baisse du prix du lait outre-

rhin, **il a de nouveau nettement ralenti depuis début novembre** en passant sous le niveau 2024. Selon l'indicateur hebdomadaire AMI, les abattages allemands de vaches sur les semaines 46 à 49 étaient inférieurs de 13% à 2024.

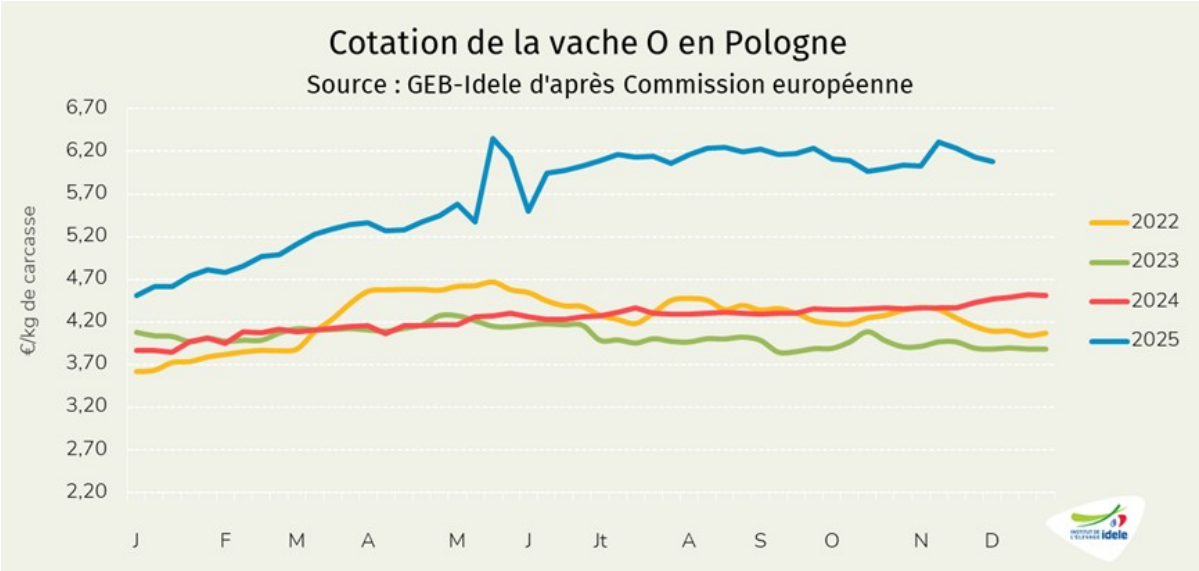


La réduction des volumes présentés à l'abattage a mécaniquement entraîné un rebond de la cotation de la vache O à partir de mi-novembre. Le prix de la vache O est remonté à 5,91 €/kg carcasse en semaine 49 (+24 cts en trois semaines, +32% /2024).



Le cours de la vache O polonaise rejoint celui de la Belgique

Le prix de la vache O polonaise reste ferme, du fait des besoins en viande en Europe, gagnant même 5 centimes en quatre semaines. En semaine 49, la vache O polonaise cotait 6,08 €/kg de carcasse (+1% en quatre semaines et +36% /2024) arrivant ainsi au même niveau de prix que la laitière de réforme belge.



Viandes bovines » Maigre »

Les marchés perturbés par la DNC

Dernière révision le 18 décembre 2025

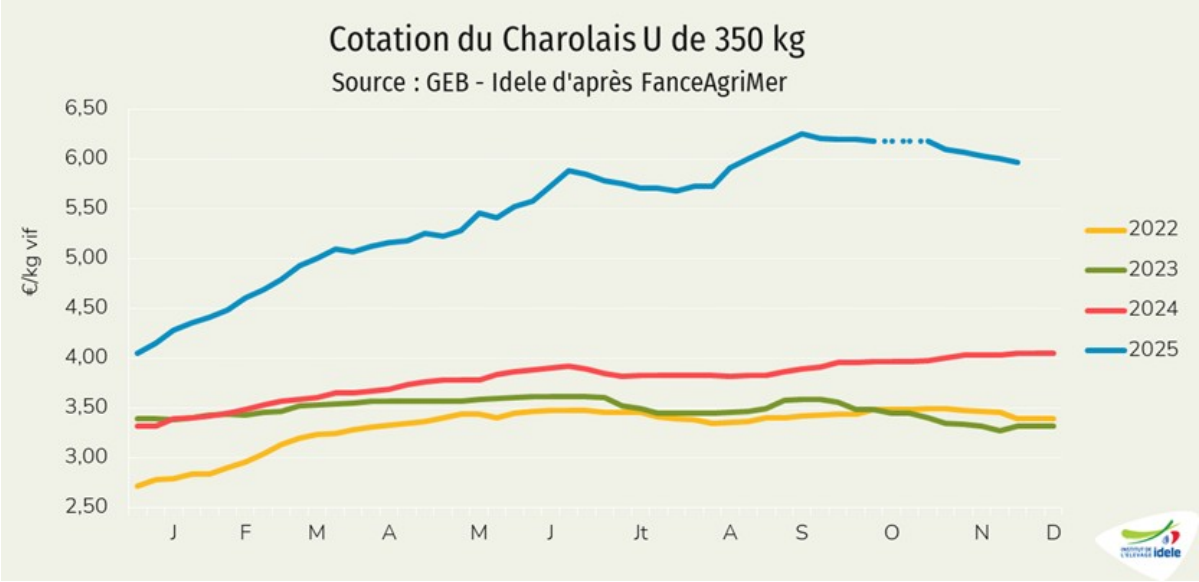
L'apparition puis la diffusion de la DNC en France impacte lourdement les éleveurs touchés par cette maladie. Autre conséquence, la création de zones vaccinales compliquent les sorties d'animaux vers les zones indemnes ou à l'export. Certains marchés sont suspendus et les animaux doivent rester plus longtemps en ferme, s'alourdissant alors que les acheteurs privilégient les animaux plus légers.

Seuls les prix des croisés légers augmentent encore

Après deux semaines de fermeture des frontières à l'export de vif fin octobre, dans le cadre de la lutte française contre la DNC, et par conséquent d'interruption des cotations, les échanges ont repris début novembre. **Les cours ont amorcé leur baisse saisonnière de fin d'automne, liée aux sorties d'animaux**. **Exception notable à cette baisse, les mâles croisés R de 300kg. Côté femelles, les prix se maintiennent** malgré des courants contraires.

En semaine 50 :

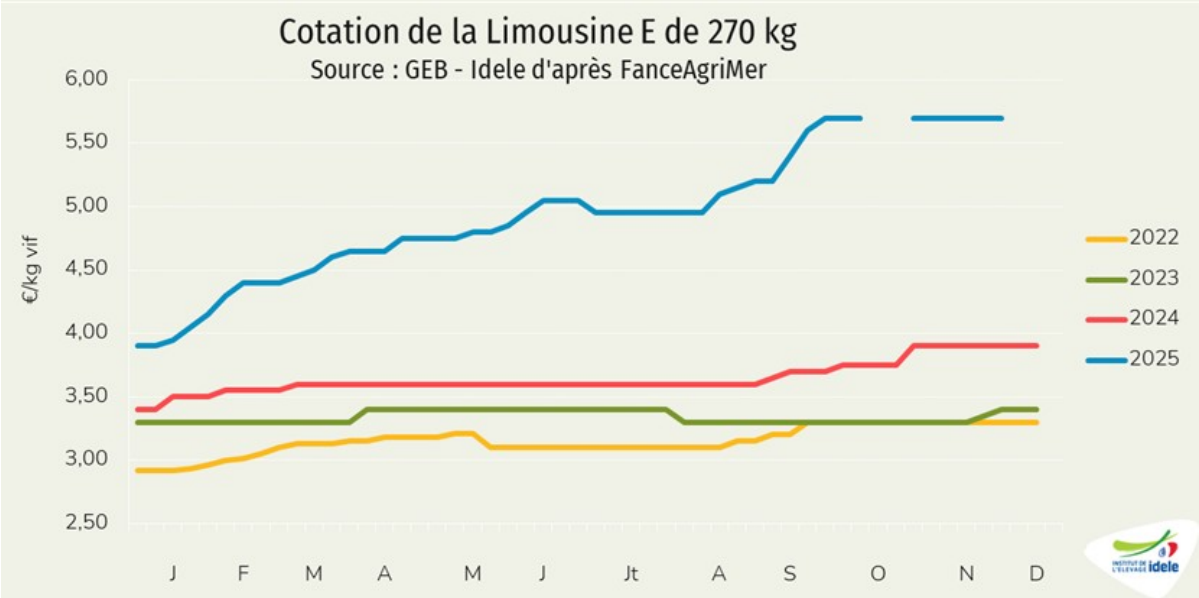
- **les broutards charolais U de 350 kg atteignaient 5,97 €/kg vif en semaine 50** (+1,92 € /2024, -13 cts en 4 semaines),
- **les broutards limousins E de 350 kg cotaient à 5,95 €/kg vif** (+1,75 € /2024 et stables sur quatre semaines),
- **les broutards croisés R de 300 kg atteignaient 6,05 €/kg vif** (+2,25 € /2024, +5 cts en quatre semaines).



Pour les femelles, les cours des Charolaises U de 270 kg sont en recul tandis que ceux des Limousines E de 270 kg sont stables :

- **les femelles charolaises U de 270 kg, moins prisées à l'export et en France après une forte**

demande, cotaient à 5,58 €/kg vif en semaine 50 (+1,56 € /2024 et -12 cts en quatre semaines),
- **le cours des femelles limousines E de 270 kg s'élevait à 5,70 €/kg vif** (+1,80 € /2024 et stable sur quatre semaines).

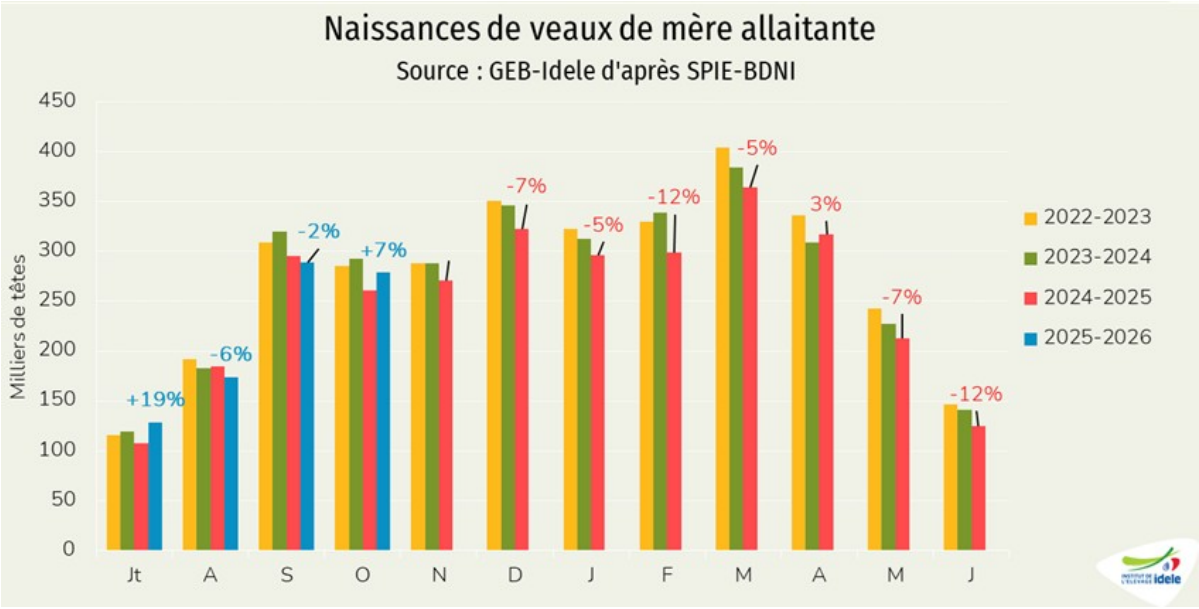


Les prix actuels des broutards engendrent un besoin en trésorerie conséquent, qui augmente avec le poids des animaux. **Avec la propagation de la DNC sur le territoire, les naisseurs des zones règlementées ont dû garder leurs animaux plus longtemps, ce qui a alourdi dans ces zones les broutards. Or actuellement, les acheteurs privilégient les animaux moins lourds.** En effet ces animaux, bien que souvent plus chers au kilo, représentent une avance de trésorerie moins importante à la tête. Par ailleurs, le coût alimentaire reste contenu depuis plusieurs mois.

La création de zones vaccinales de plus en plus étendues, depuis lesquelles les mouvements d'animaux vers les zones indemnes et à l'export doivent respecter un protocole strict, peut créer des conditions de marché contrastées. D'un côté, les animaux issus des zones indemnes – qui peuvent circuler et être exportés librement – sont très demandés. De l'autre, les broutards vaccinés sont peu demandés d'après les retours récents, en France, et surtout pour l'Italie (un accord est en cours de négociation avec l'Espagne pour l'export d'animaux vaccinés). Le protocole d'export est contraignant et la demande en France semble pour l'instant suffisante pour absorber ces animaux vaccinés. Cependant, les dernières décisions du gouvernement concernant la vaccination vont mathématiquement augmenter leur nombre. En effet, le 16 décembre, le premier ministre a annoncé l'extension du « cordon sanitaire vaccinal des Pyrénées » au Tarn et à l'Hérault. L'ensemble des éléments (carte des différentes zones, protocole pour les mouvements d'animaux…) sont disponible sur le site du ministère de l'Agriculture.

Hausse des naissances de mères allaitantes en octobre

En octobre 2025, les naissances ont marqué une hausse de 7% /2024. Il est à noter que les naissances d'octobre 2024 étaient particulièrement basses à cause notamment de la FCO. Si on compare octobre 2025 aux années antérieures, les naissances sont en retrait de 5% /2023 et 3% /2022.

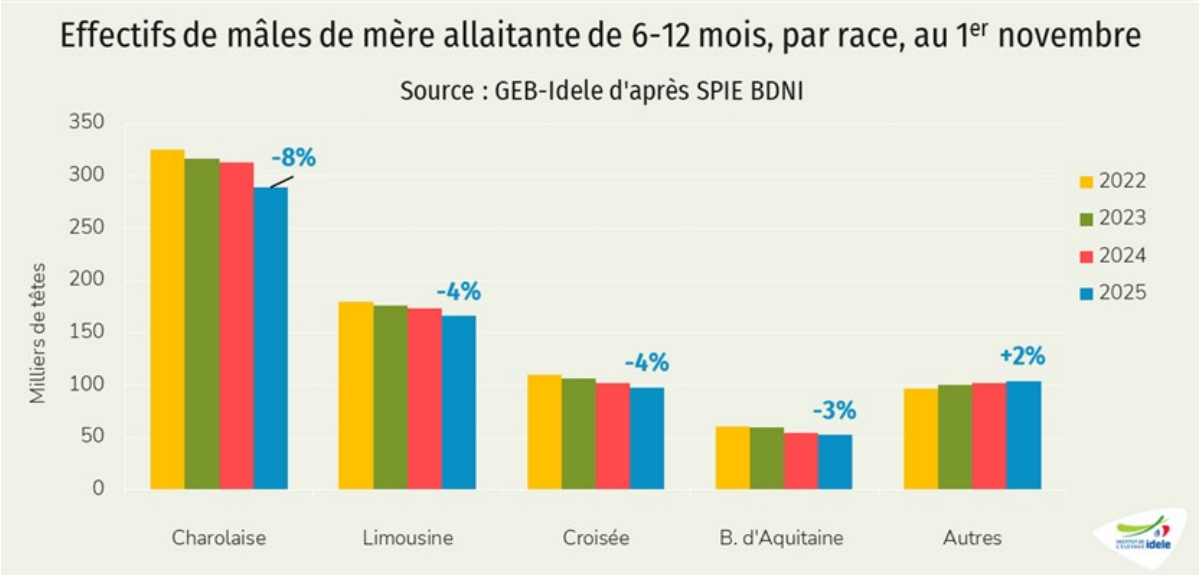


Sur le premier quadrimestre de la campagne 2025-2026, 871 000 veaux allaitants sont nés, soit 21 000 de plus qu'en début de campagne 2024-2025 (+2,5% /2024-2025) grâce aux mois de juillet (+19% /2024) et d'octobre.

En cumul depuis le début de l'année 2025, 2,50 millions de veaux allaitants sont nés, soit 79 000 têtes de moins qu'en 2024, ou -3%.

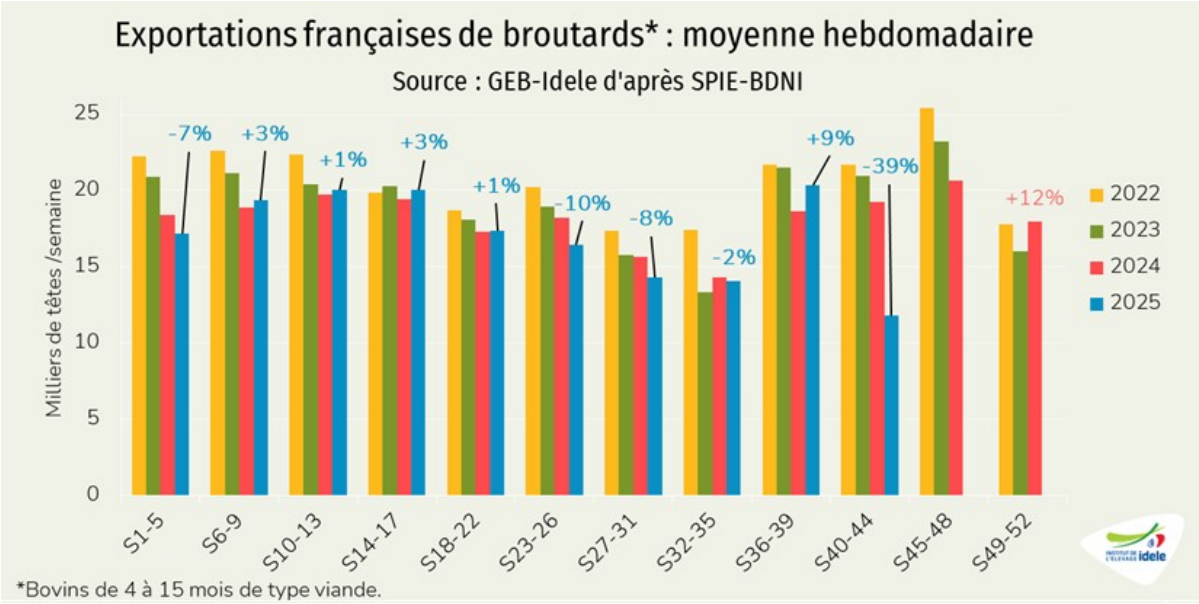
Nouveau recul des effectifs de mâles de 6 à 12 mois

Au 1er novembre, 569 000 mâles allaitants de moins de six mois étaient présents en France, un chiffre stable par rapport à 2024. Pour les broutards de six à douze mois, la baisse d'effectif est de 5% /2024, avec 711 000 mâles présents.

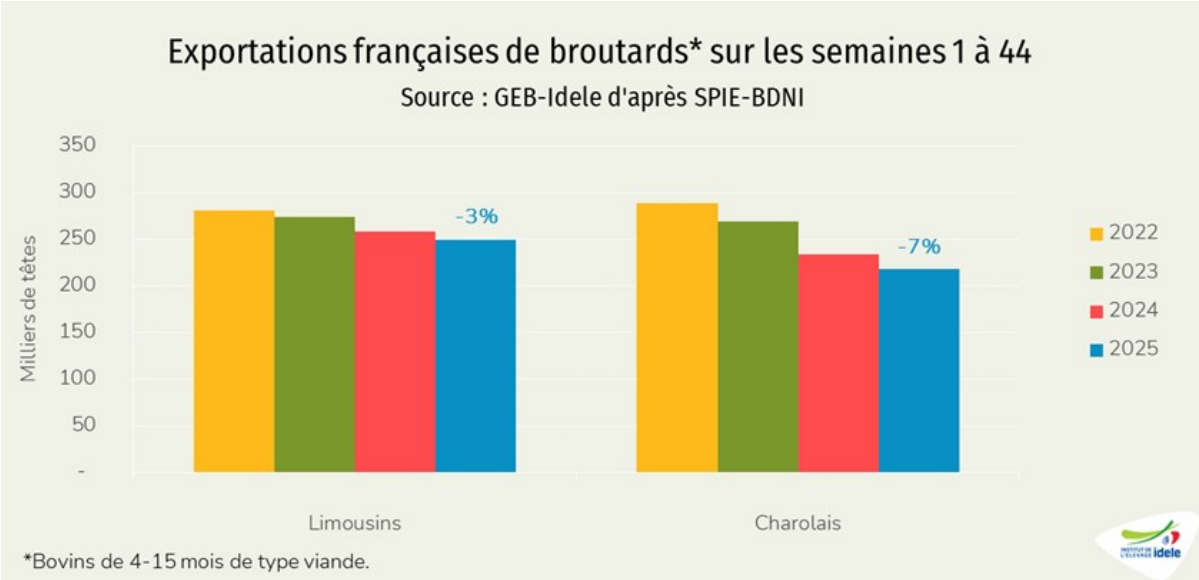


Effet visible de la fermeture des frontières pendant deux semaines en octobre

Pour lutter contre la propagation de la DNC et rassurer nos partenaires européens, la ministre de l'Agriculture avait pris la décision le 17 octobre de fermer les frontières françaises à l'export de bovins vifs. Cette mesure a été levée le 1er novembre et ses effets sont visibles, avec **un recul de 39% des exportations de broutards sur les semaines 40 à 44 (du 29/09 au 2/11), et seulement 59 000 têtes exportées.**



En cumul sur 44 semaines, le retrait des exportations française de broutards s'est creusé en un mois, à 746 000 têtes exportées (-6% /2024 ou -45 000 têtes).



Cette baisse des exportations touche les Charolais un peu plus que les Limousins : en 44 semaines, 218 000 broutards charolais ont été exportés (-7% /2024), tandis que les envois de Limousins étaient en baisse de 3% /2024 à 250 000 têtes. Les naissances charolaises se réduisent plus fortement que les limousines. Les animaux plus lourds sont moins demandés à l'export, ce qui touche plutôt les Charolais, qui comptent plus d'animaux de plus de 400 kg que les Limousins. Il est à noter qu'en 2022, les Charolais étaient plus nombreux à l'export que les Limousins et que ces derniers sont maintenant supérieurs dans les exports en nombre de têtes.

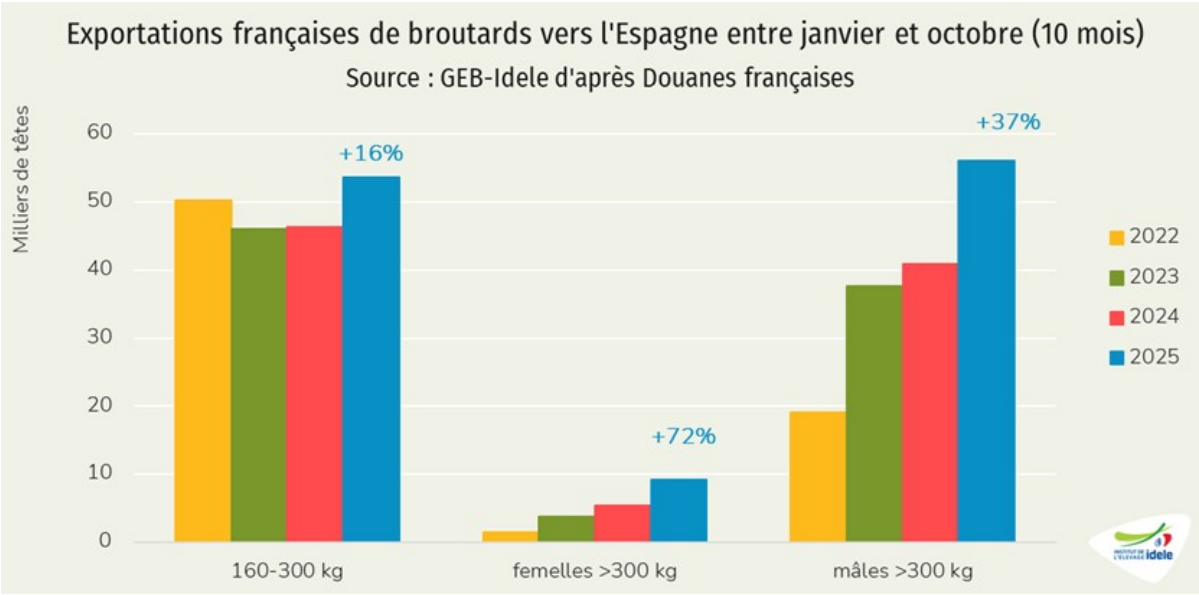
Recul de 44% des envois vers l'Italie en octobre

En octobre, 46 000 broutards ont été exportés vers l'Italie d'après les Douanes françaises, en retrait de 36 000 têtes /2024, soit -44% /2024. 13 000 femelles ont été envoyées, soit -37% /2024, ainsi que 30 000 mâles de plus de 300 kg, soit -45% /2024.

Sur dix mois on compte 615 000 broutards exportés vers l'Italie (-7% /2024), dont 405 000 mâles de plus de 300 kg (-11% /2024).

Pour l'Espagne, en octobre 2025, 8 000 têtes ont été envoyées (-22% /2024), dont :

- 4 300 bovins de 160 à 300 kg (-20% /2024),
- 3 100 mâles de plus de 300 kg (-28% /2024).

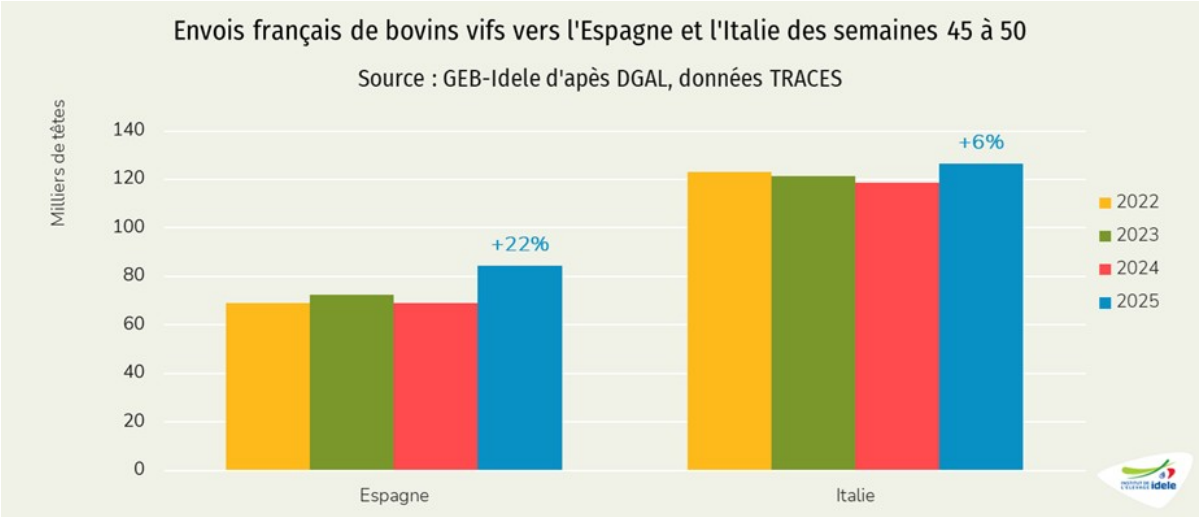


Sur dix mois, 119 000 broutards ont été exportés vers l'Espagne (+26 000 têtes /2024 ou +28%), dont :

- 54 000 broutards de 160 à 300 kg (+16% /2024)
- 56 000 mâles de plus de 300 kg (+37% /2024)

Compensation sur les exports de novembre

D'après des données TRACES, les exports de bovins vifs vers l'Espagne et l'Italie ont rebondi en novembre pour compenser les deux semaines de fermeture d'octobre.



Sur les semaines 45 à 50 (du 3/11 au 14/12) les envois français de bovins vivants ont augmenté de 22% vers l'Espagne et de 6% vers l'Italie par rapport à la même période de 2024.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

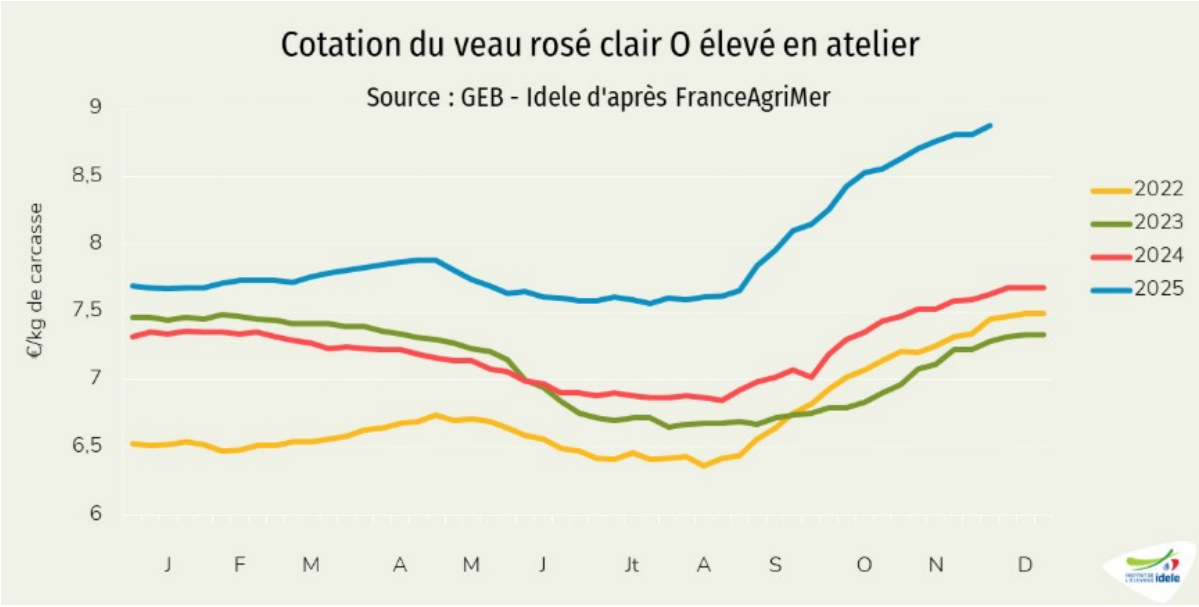
Des prix de plus en plus haut partout en Europe face à la baisse de production

Dernière révision le 18 décembre 2025

La monté des prix des jeunes veaux laitiers se répercute sur les prix des veaux de boucherie. De concert avec le manque d'offre, cette hausse des prix d'achat a fait prendre plus d'1 euro au veau de boucherie depuis le début de l'année partout en Europe.

Poursuite de la croissance des prix en France

En France, la hausse des prix des veaux de boucherie continue de plus belle car l'offre de veaux finis est très limitée. Les cotations des veaux élevés en atelier approchent la barre symbolique des 9 €/kgéc, lorsqu'elle n'est pas déjà dépassée.



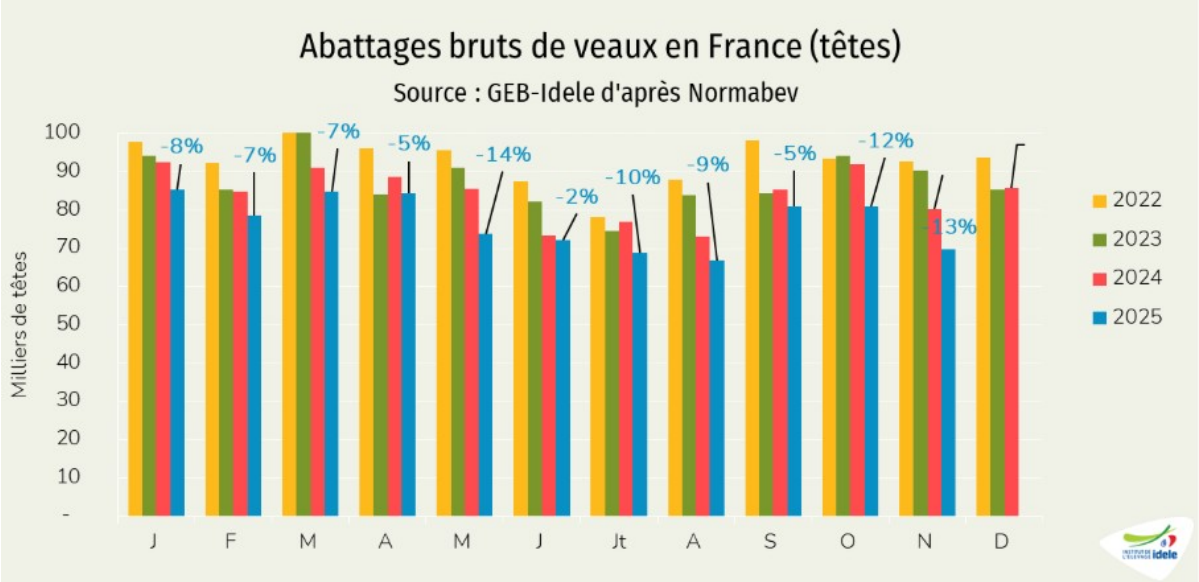
En semaine 50 :

- Le veau **rosé clair O** valait donc **8,88 € /kg de carcasse**, soit +25 cts sur un mois, et supérieur de 1,29 € par rapport à 2024 (+23%),
- Le veau **rosé clair R** cotait **9,15 € /kg de carcasse**, soit une hausse de 27 cts sur un mois et de 1,38 € /2024 (+24%),
- Enfin, le veau **rosé clair U élevé au pis** s'établissait à **11,86 € /kg de carcasse**, avec une hausse de 41 cts en un mois, un prix supérieur de 1,77 € à son niveau de 2024 (+18%).

Abattages en forte baisse en France à l'automne

Déjà en baisse significative depuis le début de l'année, les abattages de veaux ont plongé en octobre et

novembre.

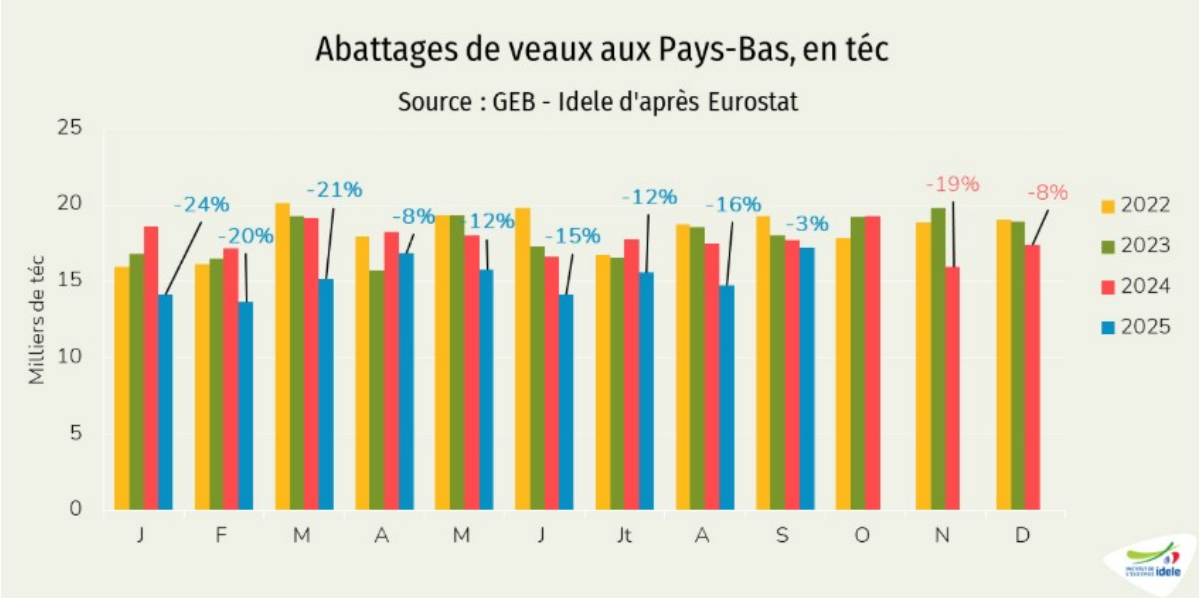


Au mois de novembre, 70 000 veaux ont été abattus, soit –13% par rapport à 2024, ce qui représente une baisse d'environ 11 000 animaux.

En cumul sur 11 mois, 847 000 veaux ont été abattus (-8,4% /2024).

Offre restreinte aux Pays-Bas

Dans le même contexte, les abattages néerlandais, en forte baisse durant l'été, accusaient toujours un recul de 3% en septembre.

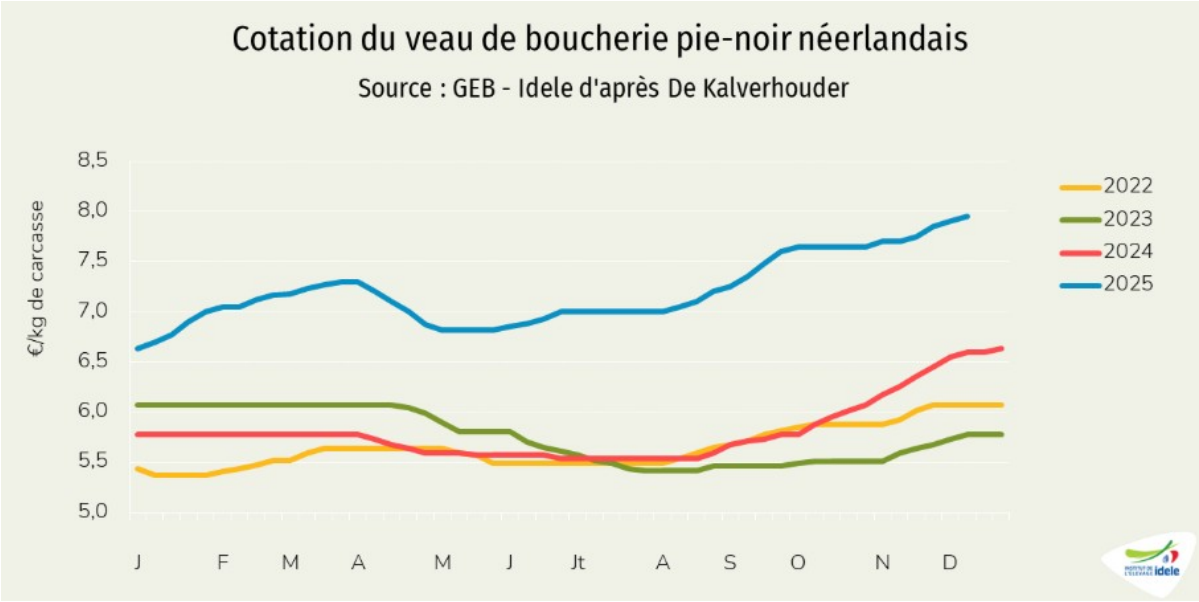


Aux Pays-Bas, 111 000 veaux ont été abattu en septembre, soit -2%/2024, et 17 000 téc ont été produites, soit une baisse de -3%/2024. Cela reste le meilleur mois de 2025, qui a enchainé les baisses à deux chiffres depuis janvier.

Au total, sur les neuf premiers mois de l'année, 911 000 veaux ont été abattus, soit 118 000 de moins qu'en 2024. 137 000 téc ont été produites, soit 23 000 de moins qu'en 2024, ce qui représente respectivement une baisse de 11% /2024 et 15% /2024.

Les cours des veaux néerlandais repartent de plus belle pour la fin d'année

Suite aux difficultés de production aux Pays-Bas, le prix du veau pie-noir continue de fortement augmenter, voire accélère ces toutes dernières semaines.



S'établissant à **7,95€/kg en semaine 50**, le prix du pie-noir a augmenté de 25 € ces quatre dernières semaines. Il est toujours en hausse de 20%/2024 soit +1,35€/kg et +38%/2023.

Viandes bovines » Veaux laitiers »

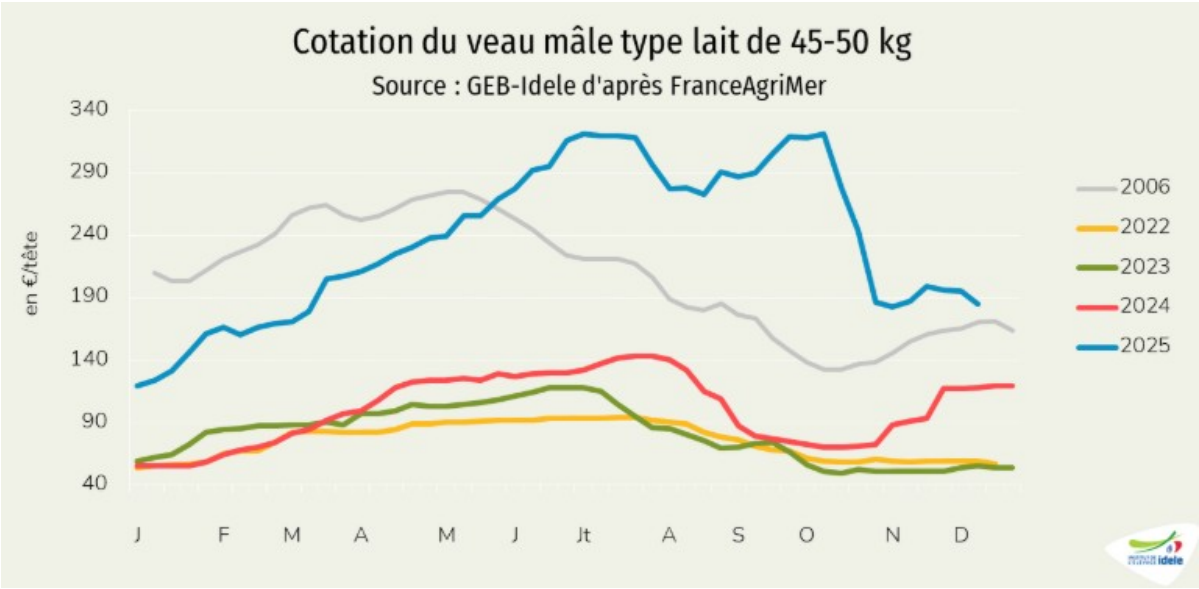
Les exportations d'octobre pénalisées par la DNC

Dernière révision le 18 décembre 2025

Conséquence de l'arrêt des exports de bovins pendant deux semaines en octobre dans le cadre de la lutte contre la DNC, les envois ont fortement chuté sur le mois avant de rebondir en novembre. Depuis, le prix des veaux semble s'être stabilisé.

Des cotations stables début décembre

Après une petite hausse début novembre, la cotation du veau laitier a légèrement baissé fin novembre, se stabilisant autour de prix similaires à ceux de fin octobre.

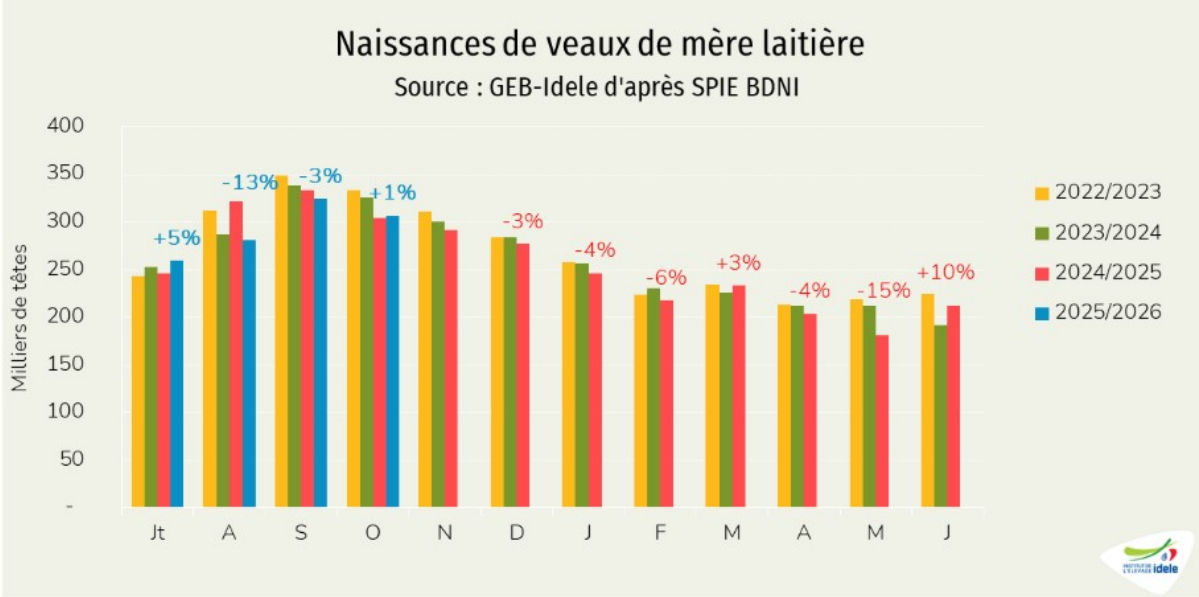


En semaine 50, la cotation du **veau mâle laitier français de 45 à 50 kg** était à 185 €/tête. Malgré cette chute, la cotation reste 67 € au-dessus des chiffres de 2024 et environ deux fois supérieure à 2023.

Avec la reprise des exportations et des mouvements internes dans la majorité des zones de production, la baisse brusque des prix des jeunes veaux semble avoir été enrayée.

Naissances en légère hausse en octobre

Après avoir baissé en août et septembre, les naissances de veaux laitiers ont légèrement rebondi en octobre.

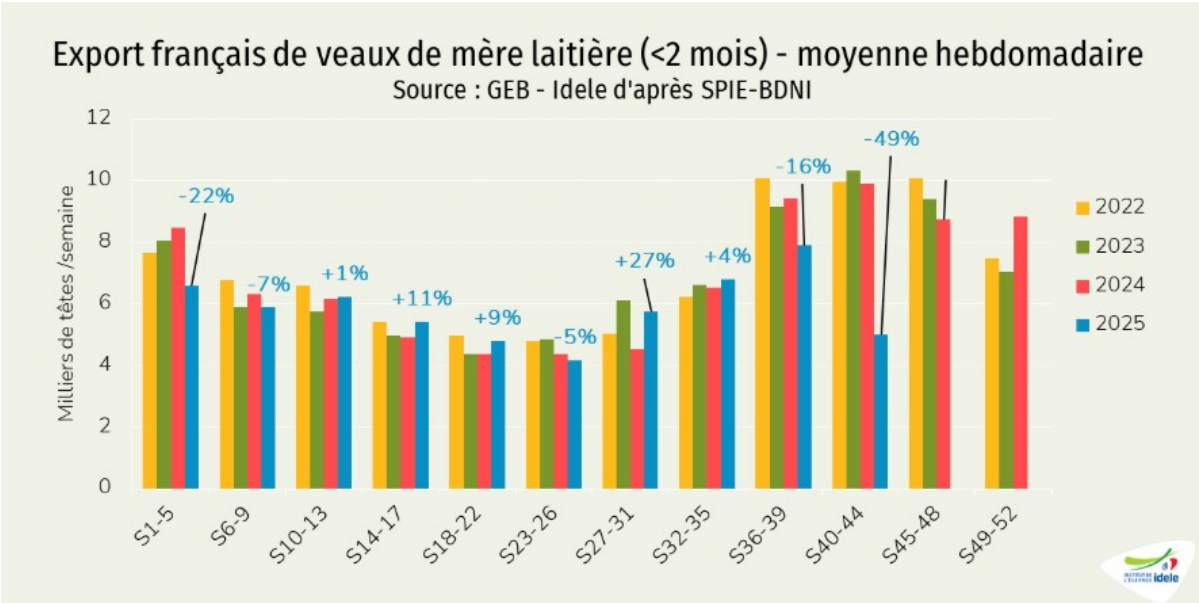


Les naissances de veaux laitiers étaient en hausse de 1,0% /2024 en octobre avec près de 307 000 veaux nés. Cette hausse légère ne compense pas la chute observée au mois d'août (-13%). **En cumul annuel, 2 467 000 veaux sont nés en France, soit une baisse de 2,7%/2024 (-69 000 têtes)**. Sur les quatre premiers mois de la campagne 2025-2026, 1 171 000 veaux sont nés, soit un recul de 2,8% /2024-2025 (-33 000 têtes) et -2,8%/2023-2024.

Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement (femelles croisées et l'ensemble des mâles laitiers et croisés lait-viande), étaient stables en octobre à 180 000 têtes. Au total, en cumul annuel, 1 471 000 animaux disponibles pour l'engraissement sont nés, soit une baisse de 2,8% /2024 (-42 000 têtes). Sur la campagne 2025-2026, 693 000 veaux sont nés, soit un recul de 2,7% /2024-2025 (-19 000 têtes) et -2,6%/2023-2024.

Forte baisse des exportations en octobre

Conséquence de l'arrêt des exports en vif du 18 octobre au 1er novembre afin de clarifier la situation sur la DNC, les exportations françaises de veaux ont plongé de 49% d'un an sur l'autre en octobre (semaine 40 à 44).



Cet arrêt momentané de l'export, que ce soit pour les veaux ou les broutards, a fait exploser la bulle du prix des veaux laitiers.

En cumul sur 10 mois d'après SPIE-BDNI, 256 000 têtes ont été exportées, soit 30 000 de moins qu'en 2024, une baisse de 10,7% /2024.

Lait de vache

Production laitière mondiale en hausse, excédents et prix sous pression

Dernière révision le 18 décembre 2025

+ 1 million de tonnes

Dernière révision le 18 décembre 2025

C'est la hausse de la collecte laitière chez les six principaux exportateurs mondiaux en octobre 2025 par rapport à octobre 2024 (ou +4%). Ce niveau de croissance n'avait plus été atteint depuis septembre 2014.

Lait de vache » Collecte laitière »

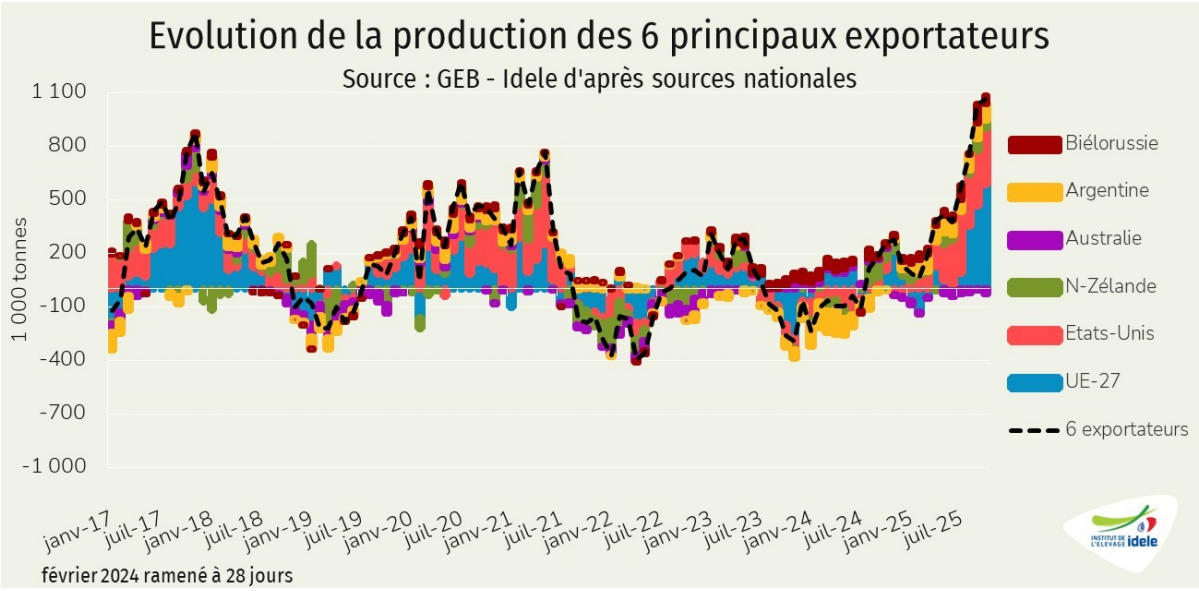
Hausse toujours soutenue de la production laitière mondiale

Dernière révision le 18 décembre 2025

La production de lait reste orientée à la hausse dans les principaux bassins exportateurs de produits laitiers. L'UE et les États-Unis demeurent les principaux moteurs de la croissance. Seule l'Australie continue de voir sa production reculer.

Progression de la production chez les principaux exportateurs

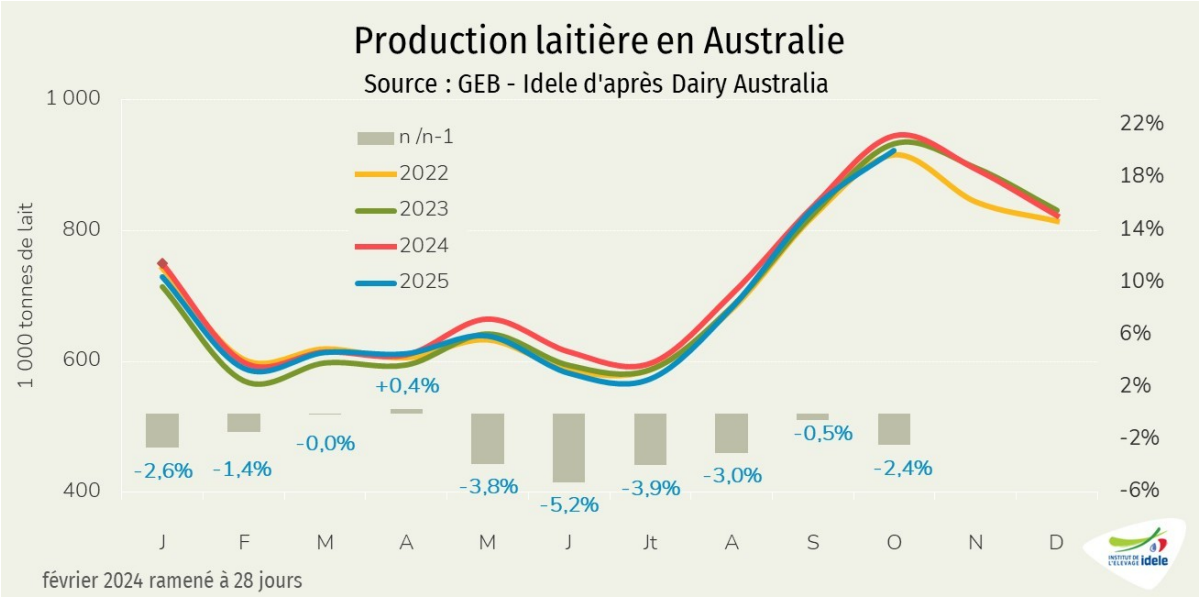
Pour le 2ème mois consécutif, **la hausse sur un an de la production de lait chez les 6 principaux exportateurs (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE) a dépassé le million de tonnes en octobre 2025**, avec une progression de 1,06 million de tonnes (+4,1% /2024). Ce niveau de croissance n'avait plus été atteint depuis septembre 2014. Tous les bassins de production sont concernés exception faite de l'Australie. La croissance de la collecte est portée par l'UE pour plus de la moitié (55%), et par les États-Unis pour près du tiers (30%).



L'Australie toujours à contre-courant

Durablement affectée par des **conditions climatiques difficiles**, la production laitière australienne est à la peine malgré quelques soubresauts conjoncturels. En octobre 2025, le pic de production de la campagne laitière 2025/2026 a logiquement été décevant. Seulement 923 000 tonnes de lait ont été produites (-2,4% /2024). C'est le second plus bas niveau du millénaire après octobre 2022.

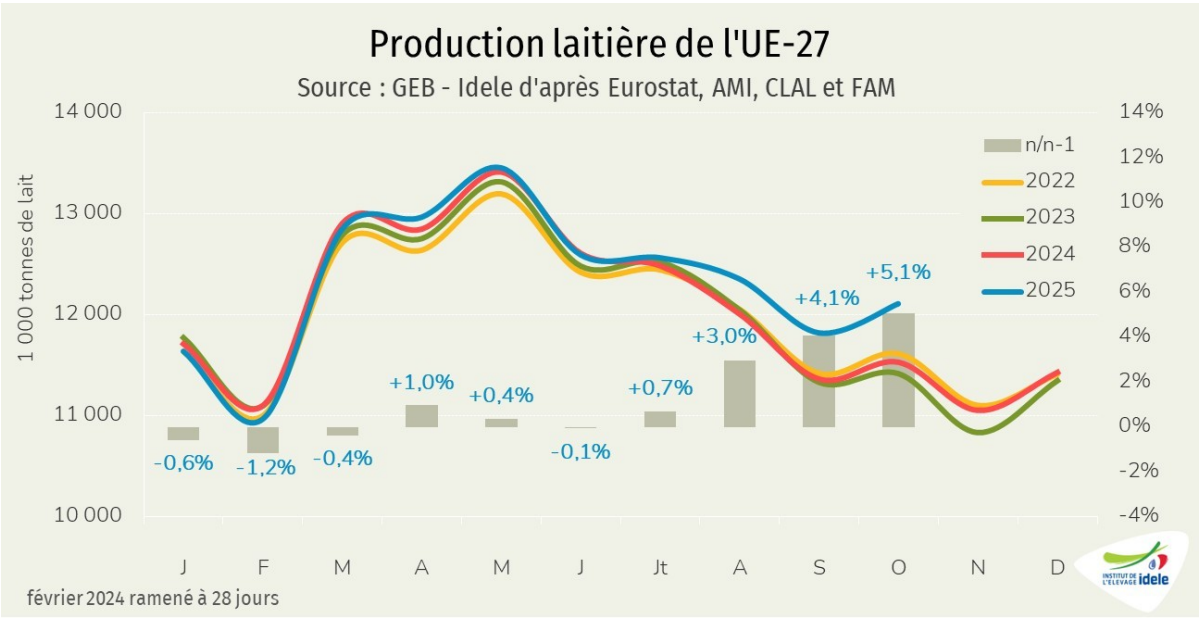
En cumul sur quatre mois depuis le début de la campagne en juillet 2025, seulement 3,08 millions de tonnes ont été produites, soit 1,8% de moins qu'un an auparavant.



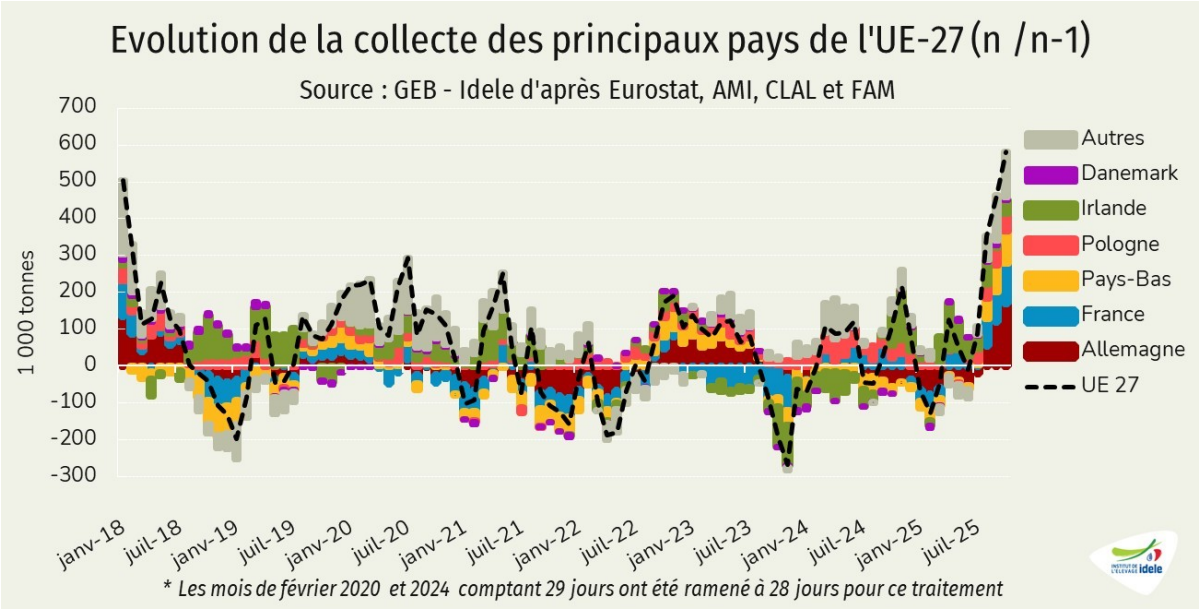
L'UE voit sa collecte nettement augmenter

Après un début d'année plutôt mitigé, la collecte laitière au sein de l'UE à 27 n'a cessé de croître mois après mois depuis l'été. **En octobre 2025, ce sont plus de 12,11 millions de tonnes de lait qui y ont été collectés (+5,1% /2024), un record absolu pour un mois d'octobre**. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette hausse. D'abord, il y a les prix du lait et **les marges qui ont soutenu la production** au moins jusqu'au début de l'automne partout en Europe. Ensuite, **la météo plus favorable et la qualité de l'alimentation** ont également joué. Enfin, notamment en Allemagne, en France ou encore aux Pays-Bas, le **décalage des vêlages en lien avec l'épizootie de FCO** a un peu participé à la progression sur un an de la collecte cet automne.

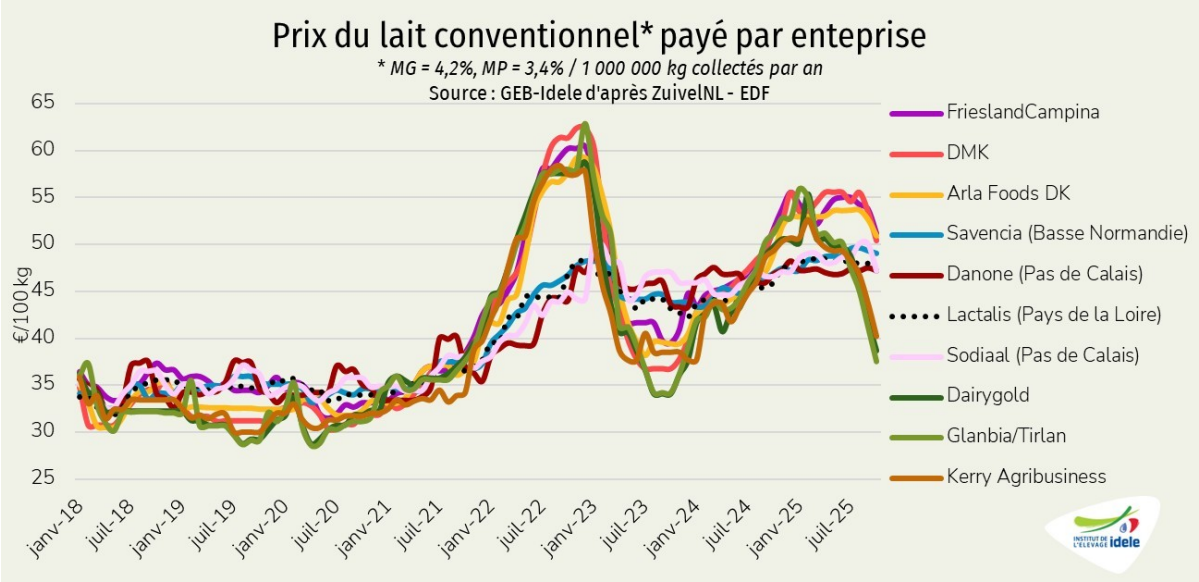
En cumul sur 10 mois, la hausse de la production de lait en UE-27 était plus mesurée, avec 123,39 millions de tonnes de lait produites (+1,2% /2024). C'est tout de même le plus haut total pour les 27 États membres.



En octobre 2025, au-delà de la France, la collecte a également progressé chez tous les principaux producteurs de lait de l'UE. C'est le cas de l'Allemagne (+6,8% /2024 à 2,65 Mt), des Pays-Bas (+7,8% à 1,18 Mt), de la Pologne (+4,4% à 1,13 Mt), de l'Italie (+3,0% à 1,06 Mt) ou de l'Irlande (+5,2% à 729 kt) qui vient de voir sa dérogation à la directive Nitrates prolongée in extremis.

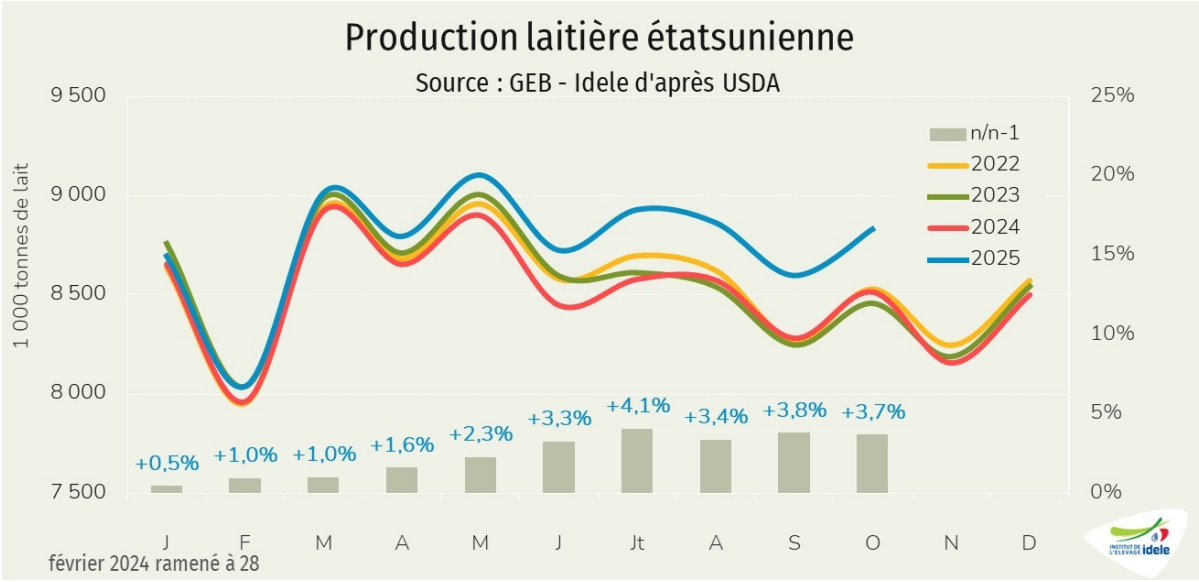


Cette offre soutenue en Europe, comme ailleurs dans le monde, participe à faire **pression sur les prix du lait**. C'est particulièrement vrai pour les entreprises irlandaises, centrées sur la production de commodités laitières et l'export. Le recul des cours mondiaux des commodités observé depuis plusieurs mois a entraîné le **net repli du prix payé aux éleveurs par les principales entreprises irlandaises** comme *Tirlàn*, *Dairygold* ou *Kerry Agribusiness*. La baisse est plus récente pour d'autres entreprises européennes comme *Friesland Campina* (Pays-Bas), *DMK* (Allemagne) ou *Arla* (Danemark). En France, en raison du mix produit et du mode de formation du prix dans le pays, les prix du lait payés par les entreprises étaient plus stables.

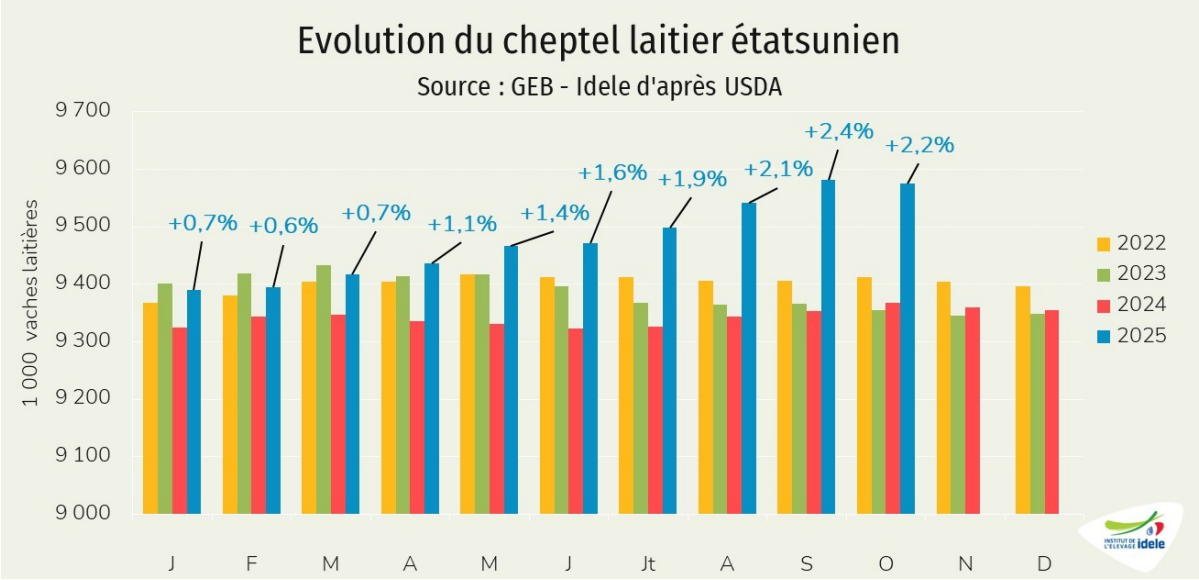


La production reste soutenue aux États-Unis

Aux États-Unis, malgré des prix des commodités en baisse, **les marges sont restées plutôt soutenues** une bonne partie de l'année en lien avec un recul du prix de l'aliment. **La production est ainsi restée particulièrement dynamique**. En octobre 2025, la production de lait aux États-Unis a dépassé les 8,83 millions de tonnes (+3,7% /2024), **point haut historique pour un mois d'octobre**. Depuis le début de l'année, 87,60 millions de tonnes ont ainsi été produites (+2,4% /2024), un record !



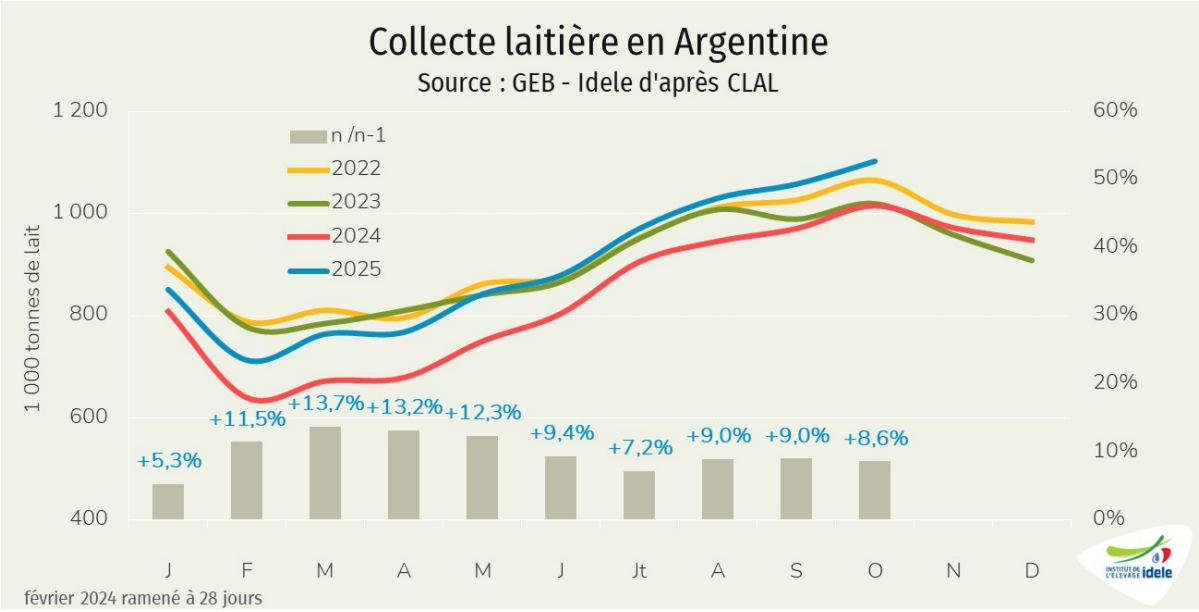
La dynamique de production de lait aux États-Unis en 2025 a très nettement reposé sur un **taux de réforme limité**. Le **cheptel de vaches laitières dans le pays a nettement progressé depuis le début de l'année 2025**. En octobre, le pays totalisait 9,575 millions de vaches (+2,1% /2024), le second plus haut total depuis le début de la série statistique en 2015, juste derrière septembre 2025 (-0,1%).



Pour le moment, la production laitière étasunienne ne montre pas de signe flagrant de ralentissement malgré les prix qui flanchent. Le cheptel étoffé devrait encore soutenir la production dans les prochains mois.

La collecte en Argentine fait mieux que rebondir

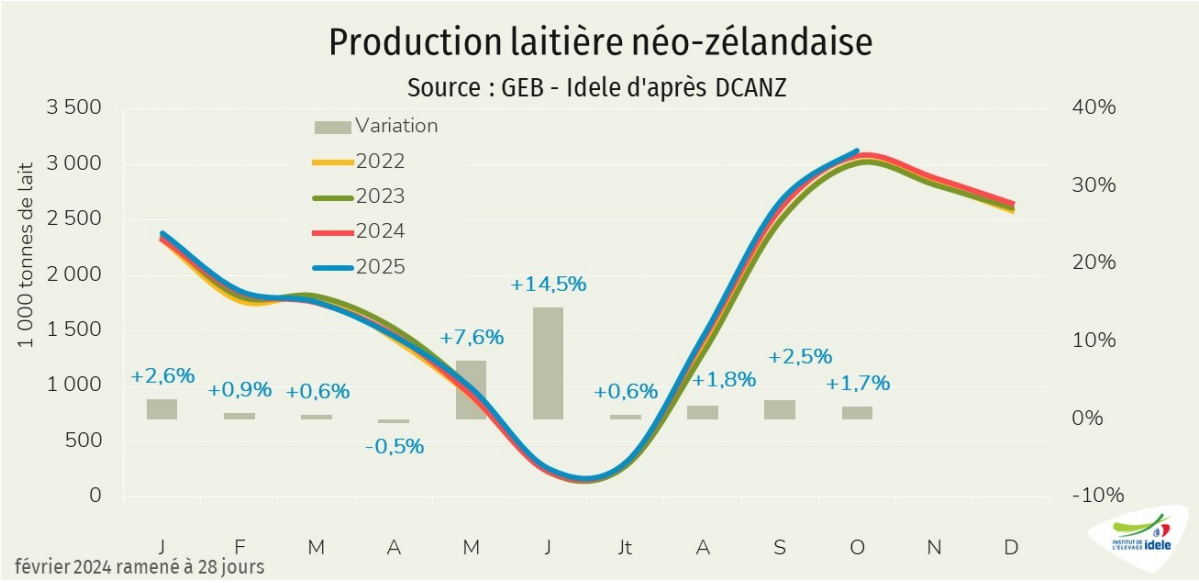
Les différentes crises successives, qu'elles soient économiques ou climatiques, avaient affecté la collecte laitière en Argentine ces dernières années. Depuis, portée par **une situation économique plus favorable et un climat plus clément**, la collecte a fait mieux que rebondir dans le pays. En octobre 2025, 1,10 million de tonnes de lait ont été collectées dans le pays (+8,6% /2024), un niveau exceptionnel. Sur 10 mois, ce sont près de 9 millions de tonnes de lait qui ont été collectées (+9,6% /2024 et = /2023).



La production argentine bénéficie du **rebond des exportations de produits laitiers**. C'est notamment le cas des envois de poudres grasses (+17% /2024 à 113 kt) en progression principalement vers l'Algérie, et de poudre maigre (+40% à 24 kt) notamment vers le Brésil. La filière argentine bénéficie à la fois de prix globalement compétitifs à l'export mais plutôt incitatifs pour les producteurs.

Le pic de production de la campagne néo-zélandaise dans des standards élevés

En Nouvelle-Zélande, le pic de production de la campagne 2025/2026 a été, comme attendu, plutôt élevé. En octobre 2025, la production a totalisé 3,13 millions de tonnes (+1,7% /2024), niveau qui n'avait plus été atteint depuis la campagne 2021/2022. En cumul depuis le début de la campagne en juin 2025, la production a totalisé 7,81 millions de tonnes (+2,3% /2024).



Face à l'afflux d'offre dans le pays et chez les principaux exportateurs ainsi qu'au recul du cours des commodités laitières, ***Fonterra* a révisé ses prix à la baisse après un niveau record payé pour la campagne laitière 2024/2025**. Fin novembre dernier, la coopérative a réduit ses prévisions de prix à la production pour la campagne 2025/2026, passant d'une plage de 9,00-11,00 NZ$/kgMS à une plage de 9,00-10,00 NZ$/kgMS. Le point médian passant de 10,00 NZ$/kgMS à 9,50 NZ$/kgMS.

Pour le moment les prévisions de collecte restent en faveur d'un niveau soutenu après le pic d'octobre. La coopérative a en effet augmenté ses prévisions de collecte de lait pour la campagne 2025/2026, passant de 1 525 millions de kgMS à 1 545 millions de kgMS.

Lait de vache » Collecte laitière »

Changement de tendance pour le lait bio ?

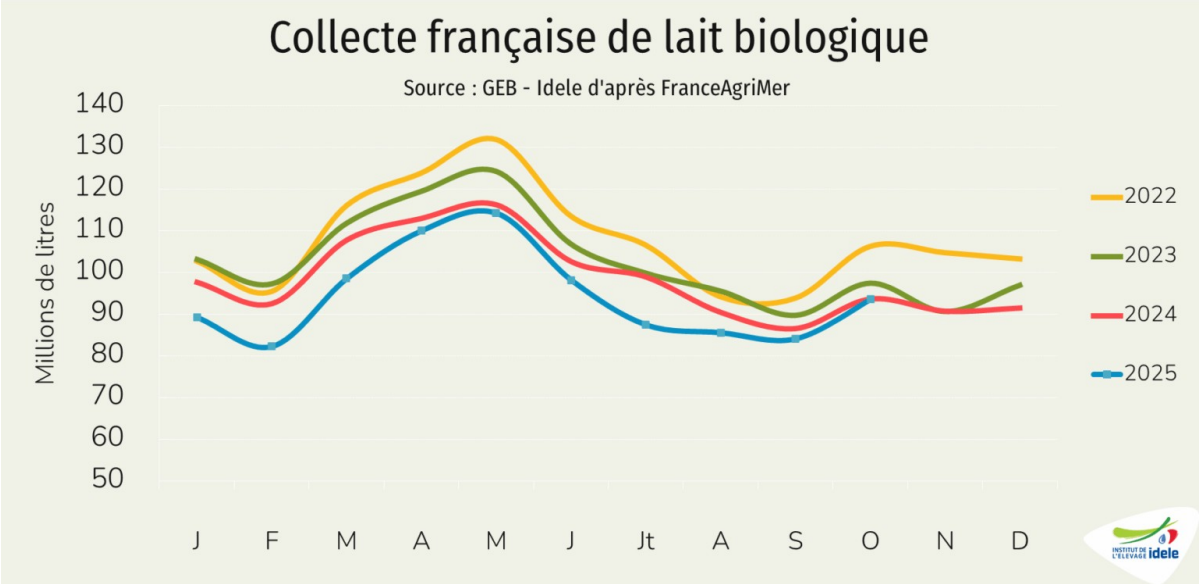
Dernière révision le 18 décembre 2025

La collecte de lait bio s'est stabilisée en octobre, portée par des fourrages de qualité, tandis que les prix du lait bio poursuivent leur hausse. Dans le même temps, les fabrications repartent, soutenues par la reprise

progressive de la demande.

Une collecte de lait bio stabilisée en octobre

Après une longue période de recul**, la collecte de lait biologique a atteint en octobre dernier un niveau équivalent à octobre 2024**. Depuis début 2022, la collecte est en retrait, principalement en raison du net recul du nombre de livreurs, une réalité structurelle préoccupante. La filière a perdu 16% de ses livreurs depuis juin 2022. Elle comptait 3 640 livreurs en octobre 2025 soit 9,1% des exploitations livrant du lait de vache en France. Avec la très bonne qualité des fourrages pâturés et récoltés, les livraisons par ferme ont progressé au point de compenser en octobre le recul du nombre de livreurs. Cette bonne qualité des fourrages s'est traduite aussi par une amélioration qualitative du lait, avec des hausses des taux butyreux et protéiques. Sur dix mois, la collecte demeure toutefois en retrait de 5,6% /2024.

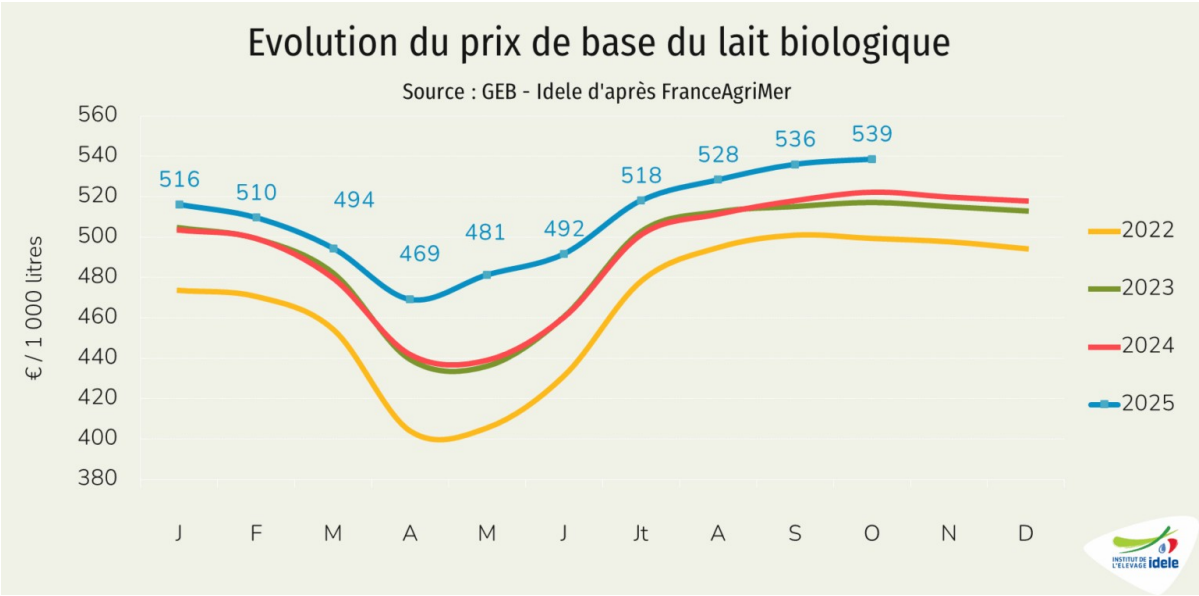


La collecte est restée stable en octobre dans les principaux bassins de production, notamment en Bretagne, dans les Pays de la Loire et dans le Grand-Est. En revanche, elle a reculé en Normandie (-3,9% sur un an), tandis qu'une nette progression a été observée en Bourgogne–Franche-Comté (+4,2%) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+5,8%).

Un prix du lait bio en hausse

En octobre, **le prix du lait bio standard** (38 g/l de TB et 32 g/l de TP) a atteint **539 €/1 000 litres.** Ce prix est supérieur de 17 € /oct 2024. Avec l'amélioration des taux, **le prix réel** a quant à lui progressé de 24 € pour atteindre **583 €/1 000 litres.**

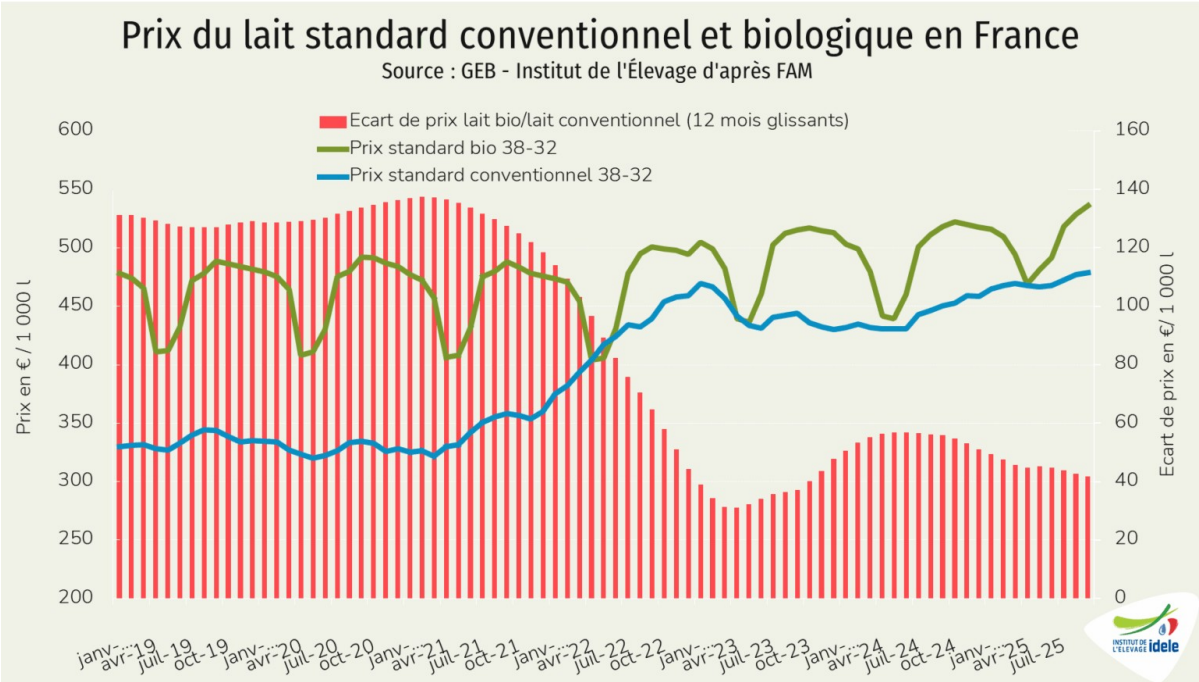
Sur dix mois, le prix a progressé en moyenne de 20 €.



Malgré cette hausse du prix du lait bio en 2025, l'écart de prix avec le lait conventionnel reste faible : environ 50 € /1000 litres, bien en deçà des 130 € habituellement observés avant la crise du lait bio.

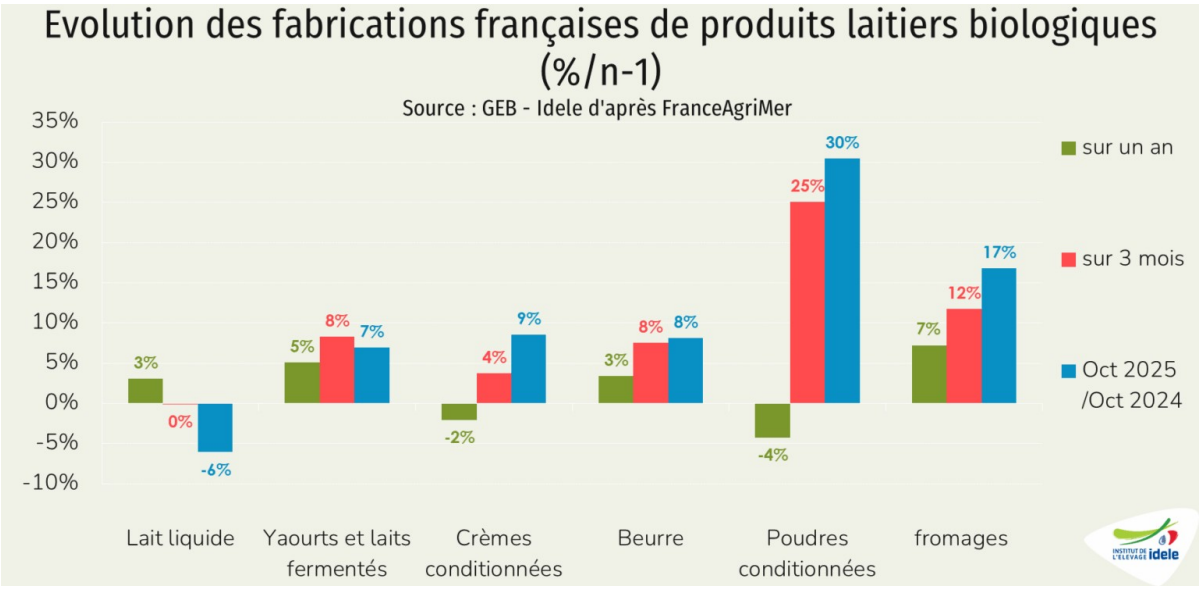
En 2026, les perspectives laissent entrevoir un écart plus marqué, dans un contexte de baisse attendue des

prix du lait conventionnel. À l'inverse, le prix du lait biologique devrait être orienté à la hausse, porté par des tensions persistantes sur la collecte et par une reprise progressive de la demande en produits laitiers bio.

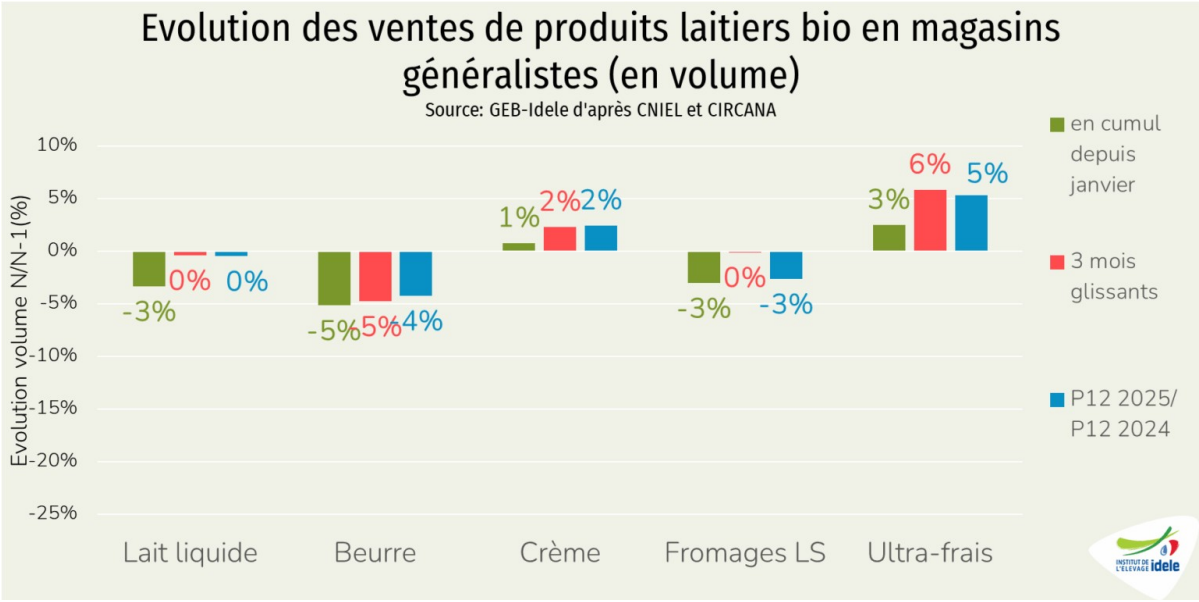


Un regain de dynamisme des fabrications

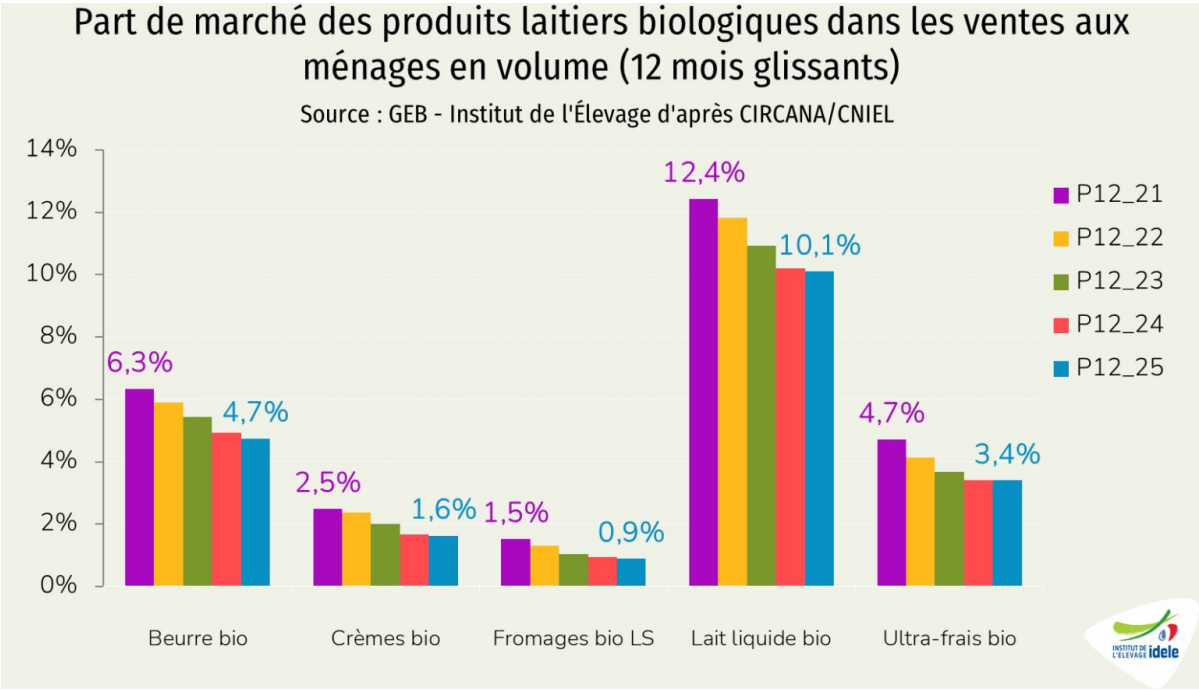
Les fabrications de produits laitiers bio ont retrouvé un net essor. Ces derniers mois, la hausse de fabrications a concerné l'ensemble des catégories à l'exception du lait liquide. Cette reprise est portée par les **magasins spécialisés, où les ventes ont redémarré dès 2024**, **mais aussi par la restauration collective**, qui intègre progressivement davantage de produits laitiers bio dans ses approvisionnements.



Les ventes en magasins généralistes ont aussi repris mais plus tardivement. Depuis quelques mois, une amélioration est observée sur certains segments, notamment les produits ultra-frais et la crème conditionnée. Les ventes de lait liquide bio se sont quant à elles stabilisées, tandis qu'elles restent orientées à la baisse pour le beurre et les fromages.



Dans les magasins généralistes, les parts de marché des produits laitiers bio ont nettement reculé. Le lait liquide bio demeure toutefois le produit affichant le taux de pénétration le plus élevé : en octobre 2025, il représentait 10,1% des achats de lait liquide. En ultra-frais, la part du bio s'est établi à 3,4%, un niveau stable sur un an.



Lait de vache » Collecte laitière »

Plus de lait, plus de produits fabriqués stockables

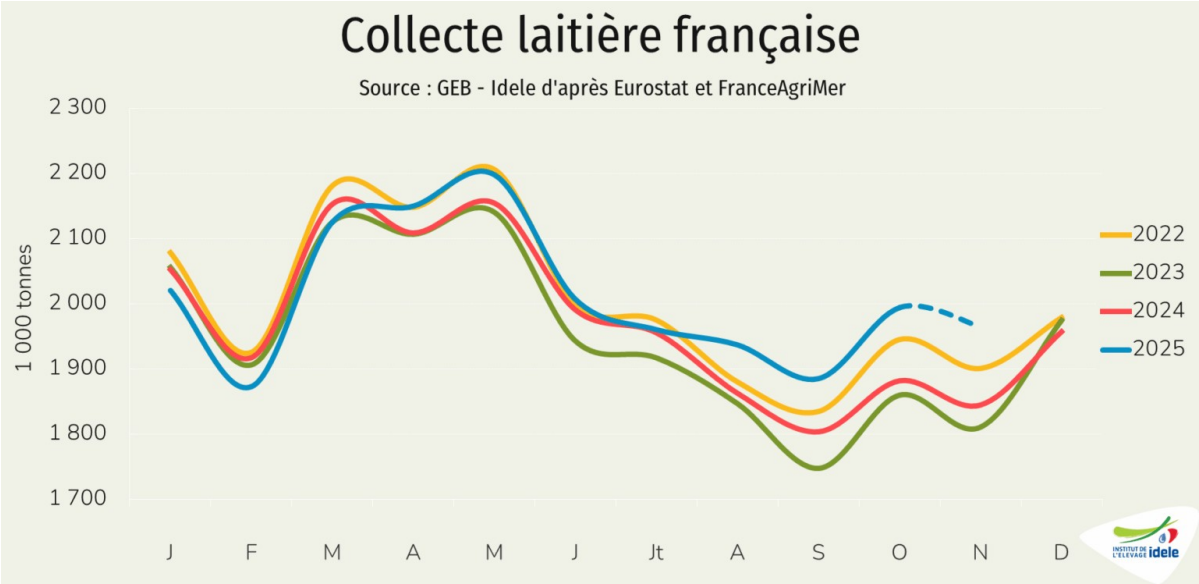
Dernière révision le 18 décembre 2025

Portée par des conditions favorables, la collecte laitière française a retrouvé un net dynamisme en 2025. Des pressions apparaissent sur le prix du lait payé aux éleveurs. Face aux excédents, les industriels augmentent leurs fabrications de beurre et de poudres stockables.

Une collecte relancée par des conditions favorables en 2025

En octobre 2025, la collecte laitière française a confirmé une nette dynamique de reprise (**+6% /oct 2024**). Après un 1er trimestre en retrait, la collecte nationale a opéré un rebond significatif. Sur 10 mois, la hausse a atteint 1,4% /2024. Selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, cette tendance se serait prolongée en novembre, avec une hausse estimée à 6%. Et la collecte devrait rester soutenue en décembre. **Sur l'ensemble de l'année 2025**, la collecte laitière est attendue **en hausse de 2% /2024**.

Cette embellie s'explique par **la conjonction de plusieurs facteurs favorables** : un prix du lait incitatif, une très bonne qualité des fourrages, tant pâturés que récoltés en 2025, ainsi que la poursuite de la baisse des prix de l'aliment. Ces conditions ont encouragé les éleveurs à maintenir leurs troupeaux et à intensifier la production.

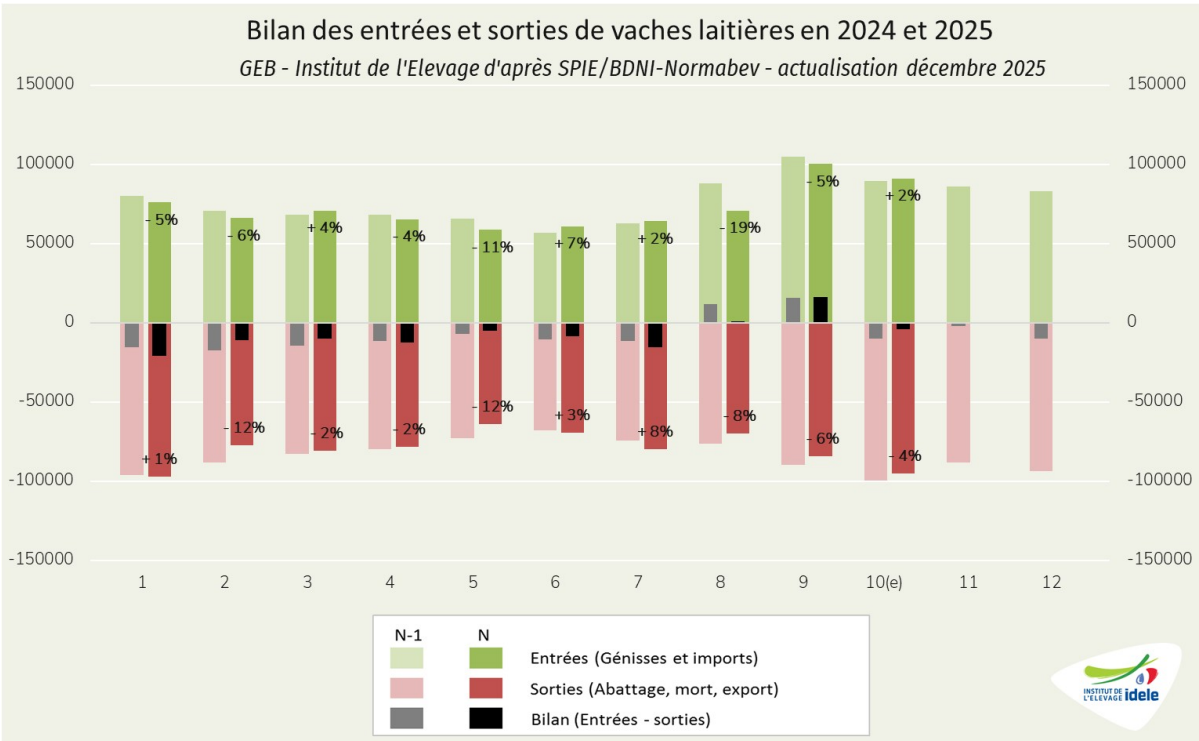


Depuis le mois de septembre, la hausse de collecte est observée dans l'ensemble des régions françaises y compris dans les territoires de l'Est et du Nord longtemps pénalisés par la FCO. Les décalages de vêlages induits par cette maladie ont contribué à la hausse récente de la production.

La pression sanitaire demeure élevée. La progression de la FCO dans le Grand Ouest depuis plusieurs mois, conjuguée au développement de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) dans plusieurs départements, suscite des inquiétudes. Si les effets sur la collecte restent à ce stade peu perceptibles, des effets pourraient se manifester à court terme, ainsi qu'à plus long terme, notamment en lien avec les troubles de la reproduction.

Le cheptel laitier poursuit son repli

Au 1er novembre 2025, le cheptel français de vaches laitières s'établissait à **3,225 millions de têtes.** Il est toujours en net recul. En octobre, les entrées de génisses ont progressé de 2% /2024, tandis que le nombre de vaches réformées continuaient de reculer. Dans un contexte économique favorable à la production laitière, les éleveurs ont gardé leurs vaches.



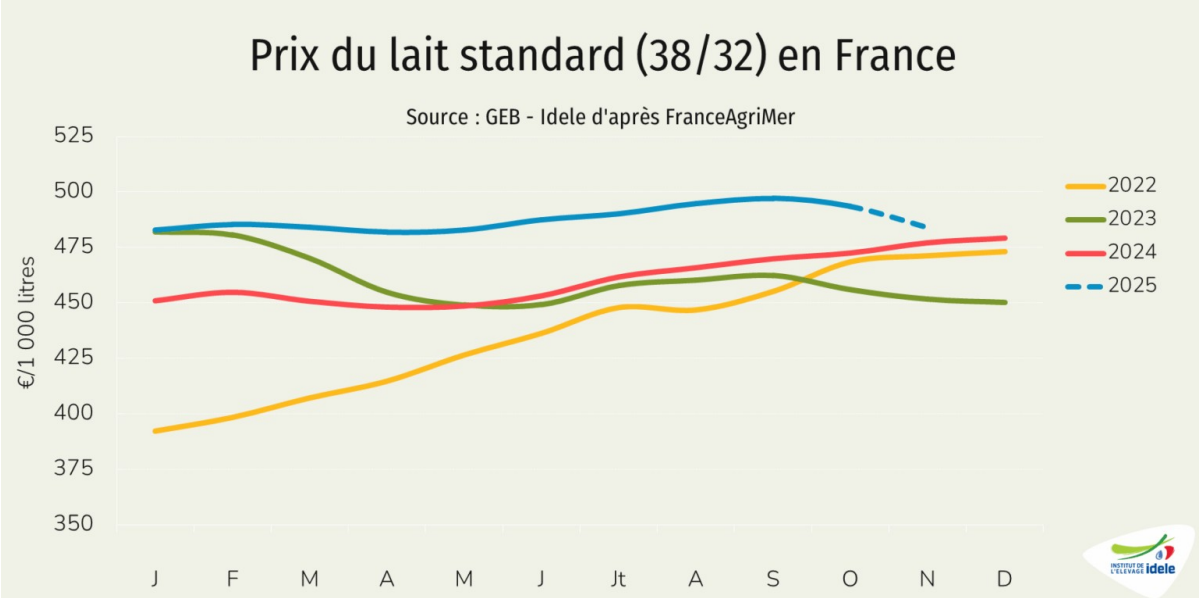
Le prix du lait sous pression

En France, le prix du lait a légèrement progressé ces derniers mois se maintenant au-dessus de son niveau de 2024. **En octobre**, il a amorcé un **léger repli**. Pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix a atteint **494 €/1 000 litres**. Ce prix reste supérieur de 21 € /oct 2024. Portée par l'amélioration des taux observée ces derniers mois, la rémunération réelle du lait a néanmoins continué de progresser. En octobre, le prix réel a ainsi atteint 532 €/1 000 litres, en hausse de 26 € sur un an.

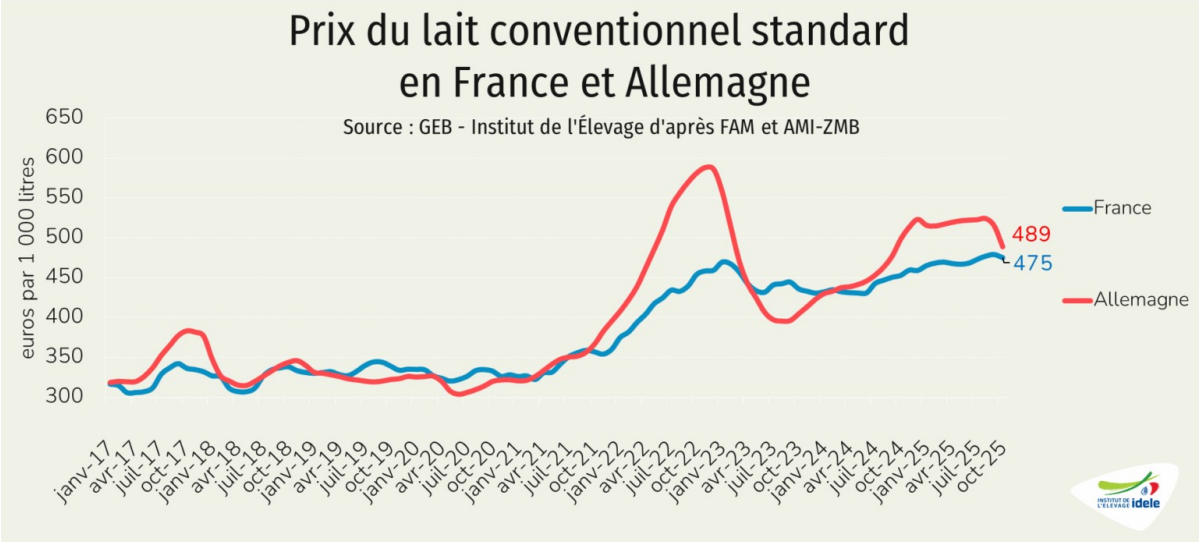
D'après l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix standard reculerait de nouveau en novembre (-10 € en

moyenne par rapport à octobre 2025) et devrait poursuivre son repli en décembre (-7€ /nov. 2025). Le rebond marqué de la collecte exerce en effet une pression à la baisse sur les prix du lait, dans un contexte de consommation française des ménages stable et de repli des exportations.

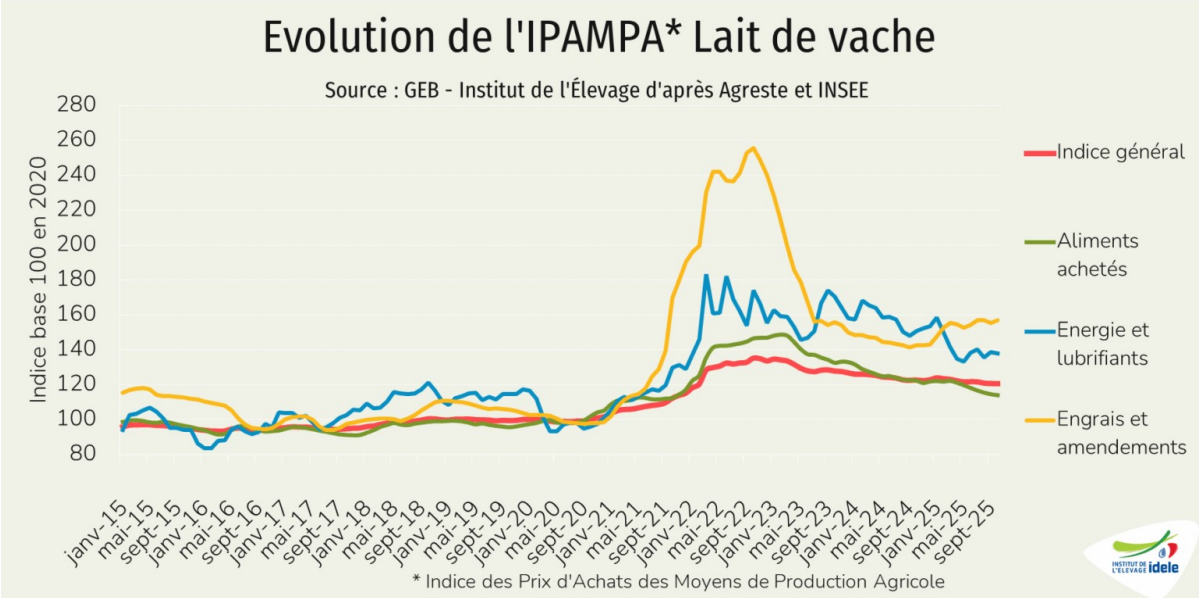
À plus long terme, la chute des cours du beurre et dans une moindre mesure des poudres, observée depuis août, pourrait conduire à une **baisse plus sensible des prix du lait en 2026**. L'ampleur de ce recul reste toutefois incertaine. Elle dépendra étroitement des orientations de fabrications et des débouchés des laiteries, des modalités de calcul du prix du lait payé aux éleveurs, plus ou moins indexées sur les cours des commodités laitières, ainsi que de l'évolution de la production nationale, fortement exposée aux pressions sanitaires.



En Allemagne, le prix du lait a amorcé son repli depuis septembre, en lien avec l'évolution des prix des commodités laitières. Il se rapproche désormais du prix français.



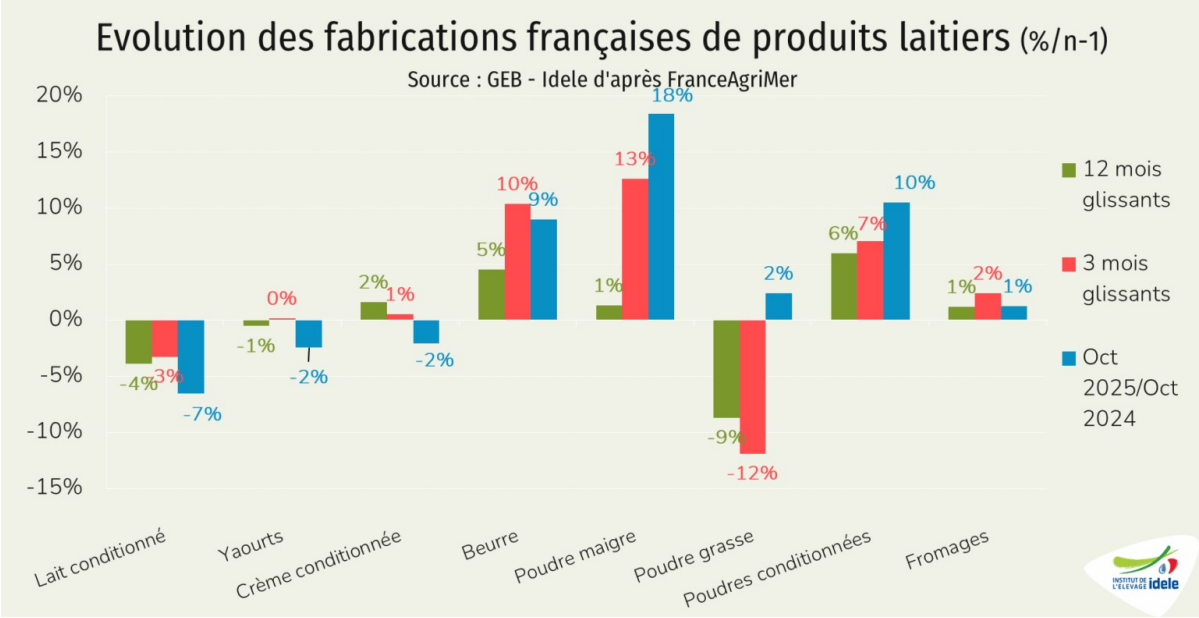
Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **sont restées stables en octobre 2025** d'un mois sur l'autre (-0,1%) et ont diminué de 1,7% /oct 2024. Sur un an le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-6,9% /2024), pour l'énergie (-8,4%) mais en hausse pour les engrais (+10%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont en légère hausse.



La marge MILC, estimée à 280 €/1 000 l en octobre, a progressé de 4€ en un mois sous l'effet d'une hausse du produit lait, d'une stabilité du produit de la vente des animaux et d'une stabilité des charges. La MILC a augmenté de 82€/1000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 26 €, les coproduits viande ont augmenté de 50 €, tandis que les charges se sont réduites (-6 €).

Hausse marquée des fabrications pilotée par des excédents de collecte

En octobre, les fabrications françaises de produits laitiers ont été en nette hausse, portées par une collecte particulièrement dynamique. Face à l'augmentation des volumes collectés et des taux, et dans un contexte de consommation intérieure stable et de recul des exportations, les industriels ont privilégié la production de **beurre, de poudre maigre et de poudres conditionnées**, des produits facilement stockables. Ces volumes excédentaires sont soit conservés en interne, soit vendus sur le marché à des traders.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Pression à la baisse sur les cotations des produits laitiers

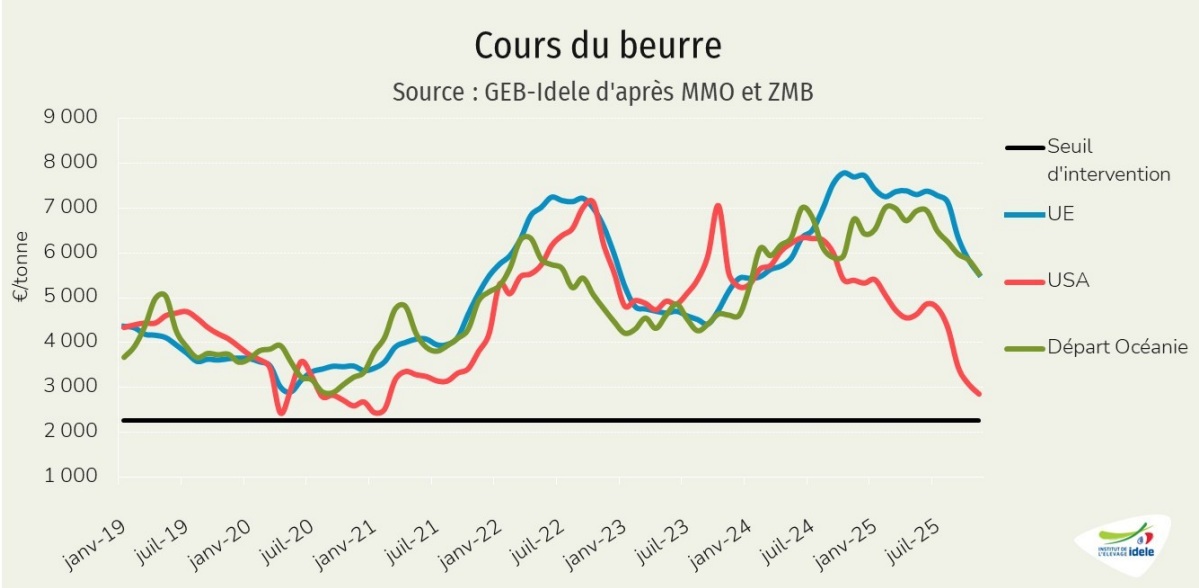
Dernière révision le 18 décembre 2025

Les prix des ingrédients laitiers et des fromages échangés sur les marchés mondiaux sont orientés à la baisse alors que les disponibilités en lait et les fabrications ont nettement augmenté.

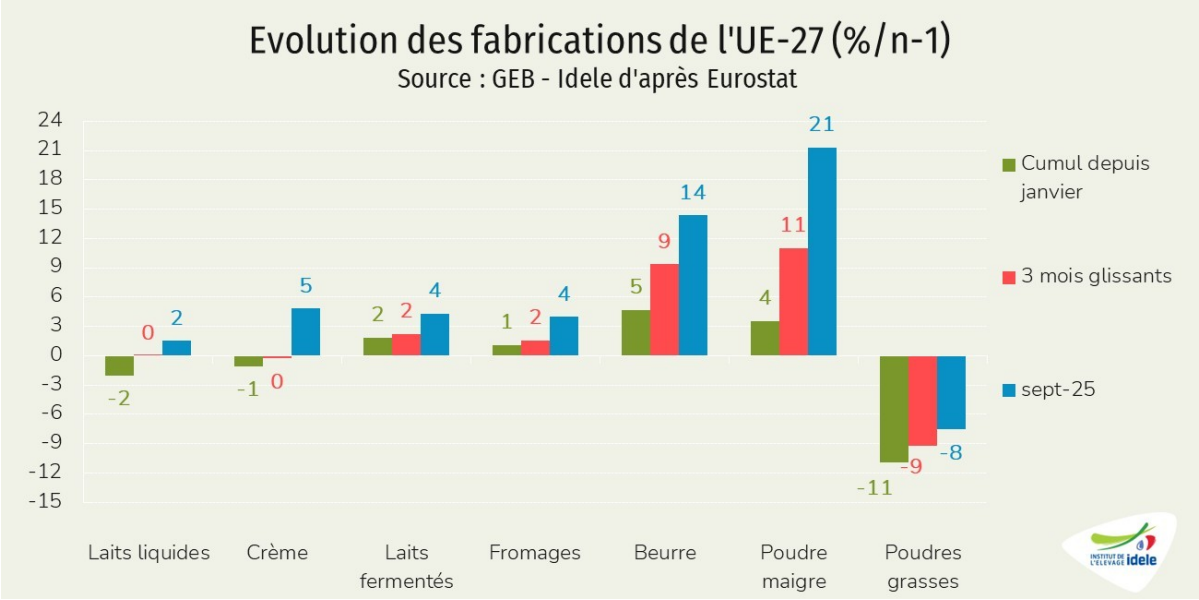
Poursuite du recul des cours du beurre

Depuis plusieurs mois, les cours du beurre sont orientés à la baisse chez les principaux exportateurs alors que les disponibilités sont plus importantes. C'est notamment le cas **aux États-Unis où la cotation poursuit sa chute entamée depuis plusieurs mois, passant désormais sous la barre des 3 000 €/t**. En novembre 2025, elle atteignait 2 859 €/t (-7% /octobre 2025 et -43% /2024). Le retournement de marché a atteint plus tardivement les autres bassins mais la dynamique est désormais la même. En **Océanie**, le cours du beurre se

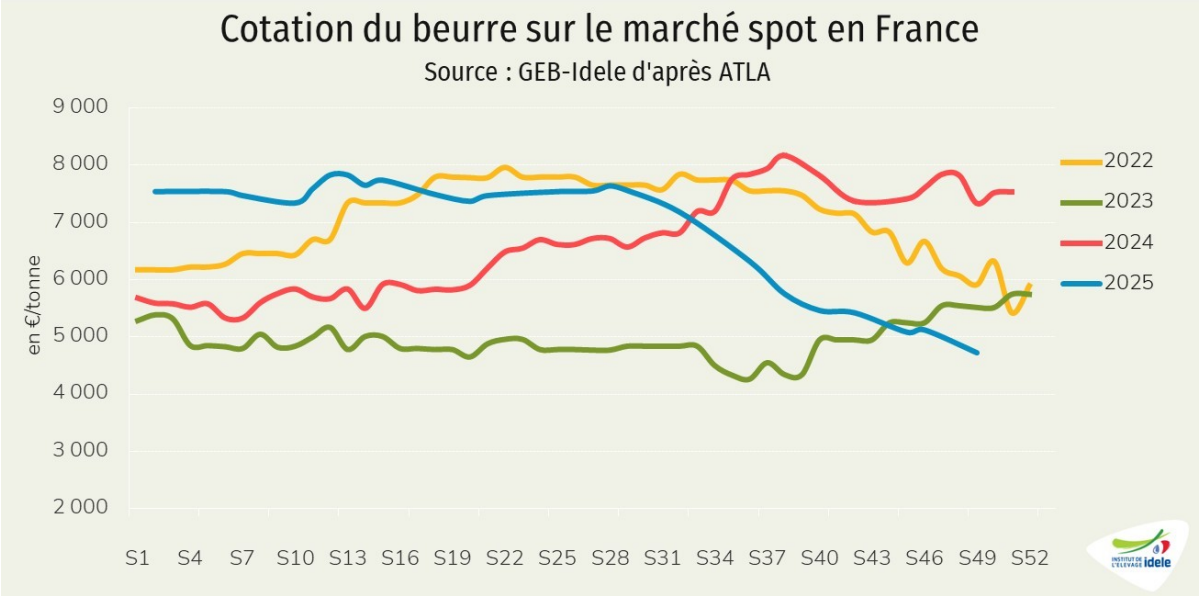
replie fortement. En novembre, il s'établissait à **5 531 €/t** (-5% /octobre 2025 et -18% /2024).



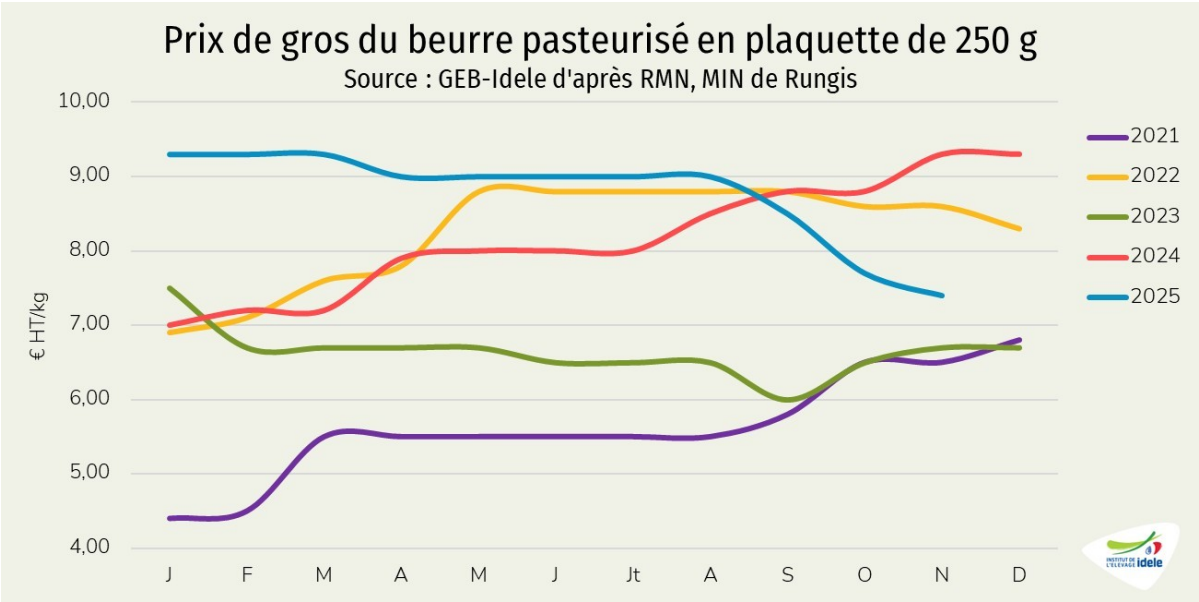
Même constat **au sein de l'UE où la cotation du beurre atteignait 5 524 €/t** en novembre (-5% /octobre 2025 et -18% /2024) en lien avec la hausse des disponibilités. Les fabrications y ont nettement progressé. Entre janvier et septembre 2025, elles ont atteint 1,66 million de tonnes (+5% /2024).



La pression à la baisse sur les prix du beurre est également à l'œuvre **en France**. D'après ATLA, **la cotation du beurre sur la marché spot était de 4 720 €/t en semaine 49** (pas de cotation en semaine 50). Elle a reculé de 7% en un mois et de 36% en un an, soit de 2 620 €/t.

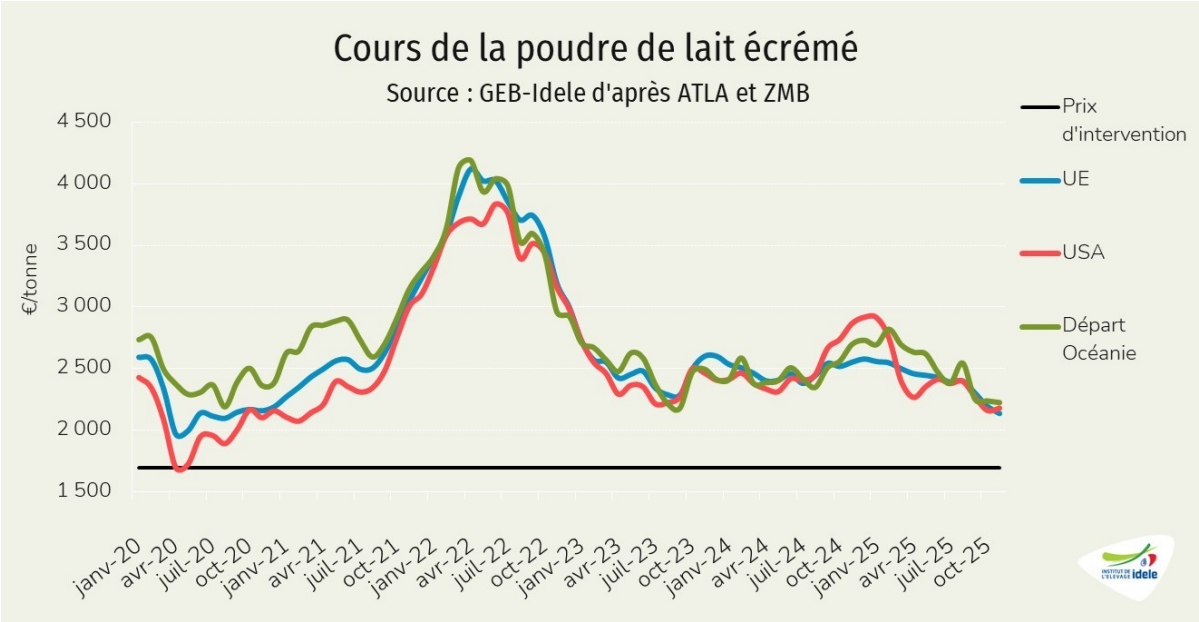


La tendance est désormais également en cours sur les marchés de gros. **Au MIN de Rungis**, le cours du **beurre pasteurisé en plaquettes de 250 g** se replie depuis la fin de l'été. En novembre 2025, il était de **7,40 € HT/kg**, soit 1,60 € de moins qu'en août (-18%).

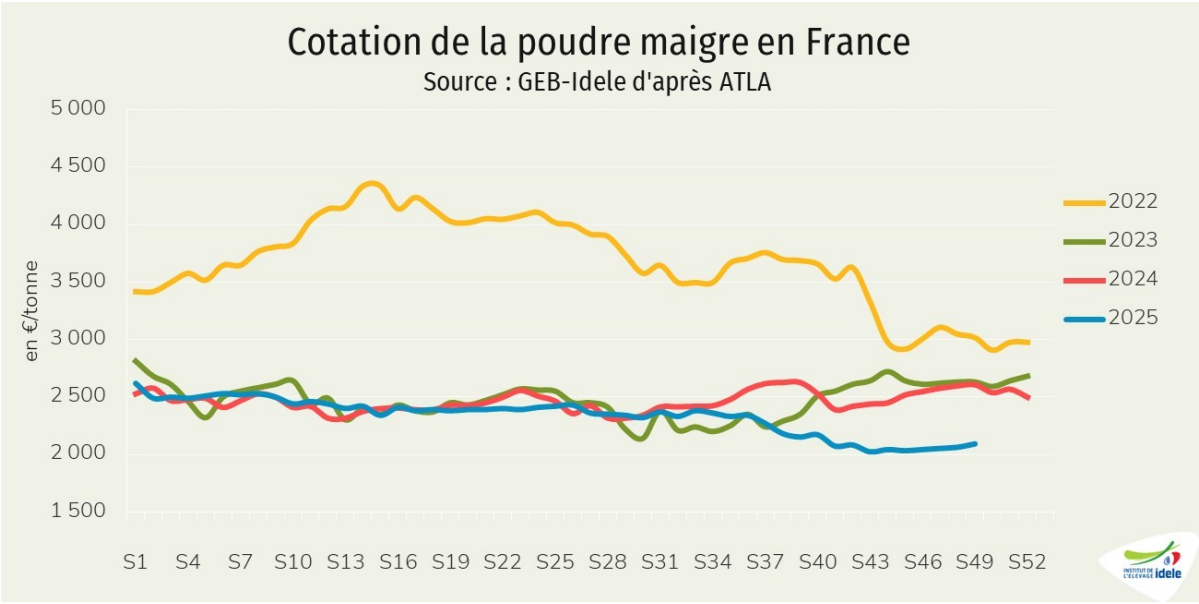


Les cours de la poudre maigre également en repli

L'afflux mondial de lait ne pèse pas que sur les matières grasses. **Les cours de la poudre maigre sont sous pression** depuis plusieurs mois. En novembre 2025, la cotation **départ Nouvelle-Zélande atteignait 2 228 €/t**, soit -1% en un mois et-17% /2024. Si la cotation **départ USA** s'est légèrement redressée en € comme en dollars étasuniens en novembre, elle n'atteignait que **2 181 €/t**, soit +1% en un mois mais -24% /2024.

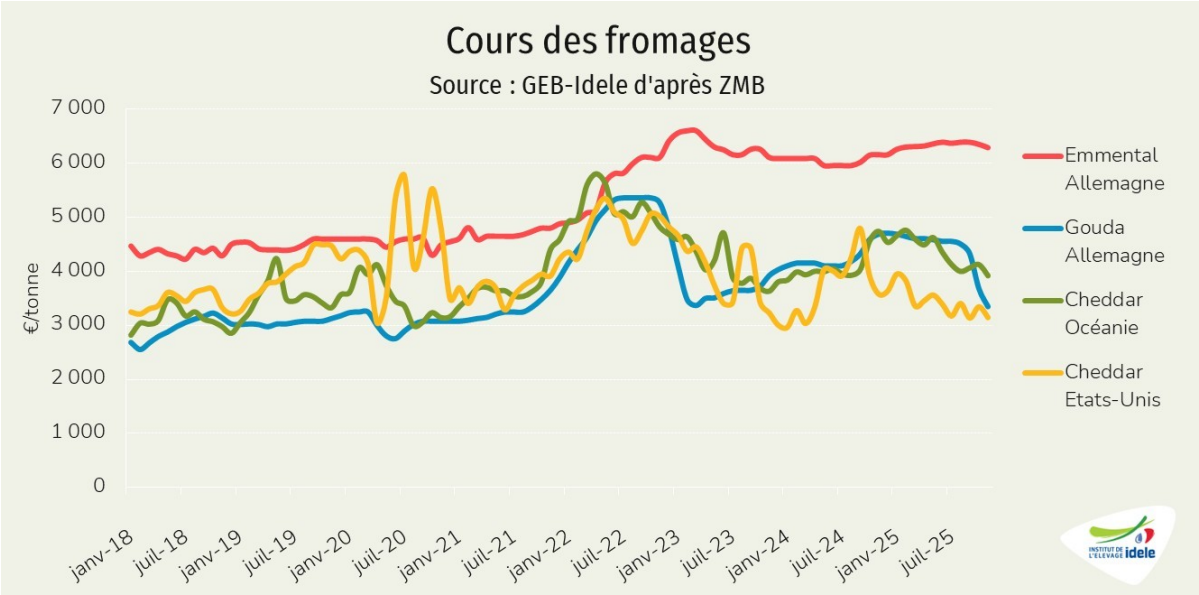


La cotation en UE est également à la peine, à 2 137 €/t, soit -3% en un mois et -16% /2024 alors qu'entre janvier et septembre 2025, les fabrications y ont approché 1,12 million de tonnes (+4% /2024).



Les prix des fromages baissent à des degrés divers

La tendance à la baisse affecte aussi les fromages, notamment les **fromages ingrédients**. Ainsi, avec des disponibilités laitières en hausse, la cotation du **cheddar étasunien a de nouveau reculé de 6% en un mois pour atteindre 3 139 €/t**, en novembre 2025 (-12% /2024). Même constat pour le **cheddar océanien qui s'est déprécié de 5% en un mois, à 3 914 €/t** en novembre (-17% /2024).

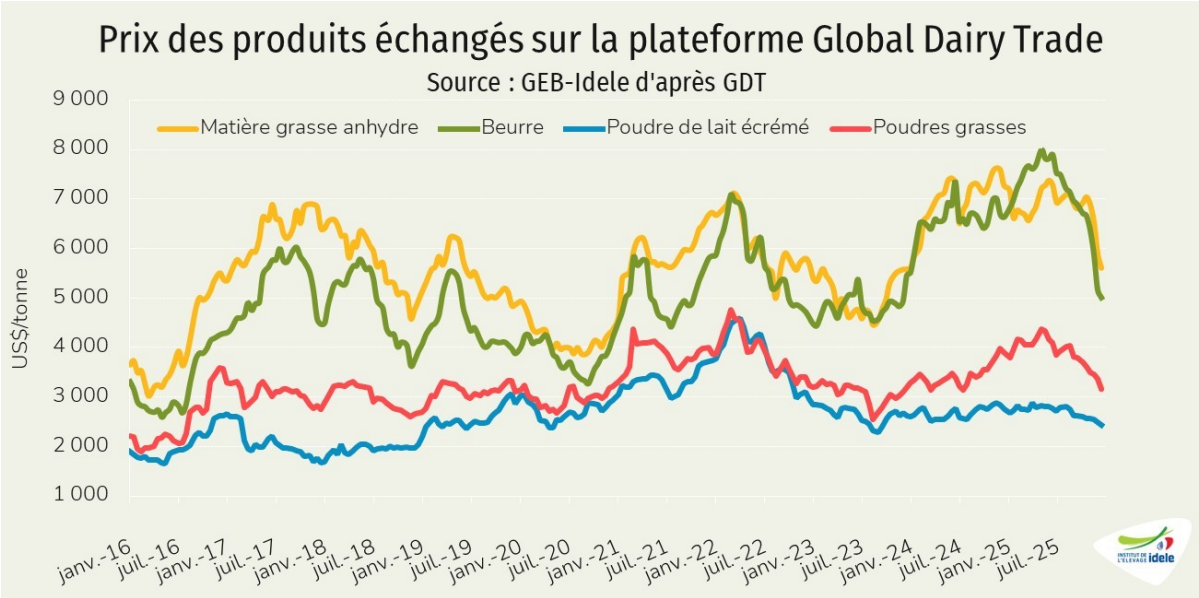


Les disponibilités à l'export pèsent aussi sur les cours en UE. Ainsi, **le gouda en Allemagne, destiné notamment au grand export, cotait 3 350 €/t en novembre**, soit -9% en un mois et -28% /2024. Le marché intra-européen est resté jusqu'ici plus calme. **L'emmental allemand, principalement destiné au marché européen, a mieux résisté**. Il cotait 6 280 €/t, soit une baisse de 1% en un mois mais une hausse de 2% / novembre 2024.

A quand le redressement des prix ?

La progression de la collecte dans les principaux bassins exportateurs influe sur les cours mondiaux. La dernière enchère de l'année, le 16 décembre 2025, au sein de la plateforme *Global Dairy Trade* a confirmé l'orientation à la baisse des prix :

- Le prix du beurre avait perdu 15% en un mois et 26% depuis le début de l'année, à 5 012 €/t ;
- Le prix de la poudre maigre avait perdu 4% en un mois et 9% depuis le début de l'année, à 2 431 €/t.



Il reste difficile d'anticiper l'évolution des prix à moyen terme. D'après la Rabobank, la croissance de la production mondiale de lait devrait bien se terminer en 2025. Si cette croissance semble avoir atteint son pic au 3ème trimestre 2025, le 4ème trimestre ne devrait pas être loin derrière.

Mais le marché laitier mondial pourrait connaître une période de prix des matières premières déprimés jusqu'en 2026 face à une offre abondante de lait et à des excédents exportables, d'autant que la demande resterait fragile. D'après la Rabobank, les prix plus faibles devraient finalement soutenir une reprise progressive de la demande et un rebond des prix au 2nd semestre de l'année 2026. Ces évolutions restent cependant très incertaines.

Viande ovine

Le cours de l'agneau espagnol atteint un niveau exceptionnel

Dernière révision le 18 décembre 2025

Viande ovine » France »

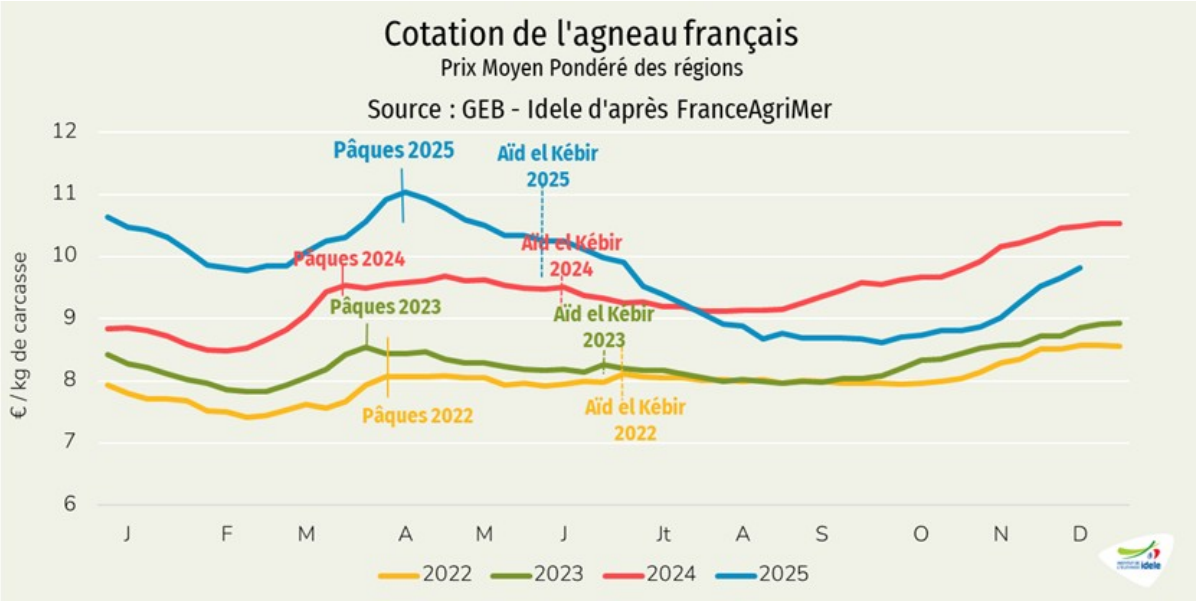
Reprise de la consommation en octobre

Dernière révision le 18 décembre 2025

La consommation de viande ovine repart à la hausse en octobre : le regain des volumes abattus a entraîné une détente des prix de vente. Suite à cela, la baisse saisonnière des abattages s'est accentuée et, avec la reprise très progressive de la demande de l'aval à l'approche des fêtes de fin d'année, le marché s'est allégé provoquant une nette hausse de la cotation entrée abattoir en novembre.

La cotation française décolle à l'approche des fêtes de fin d'année

En **semaine 50** de 2025 (se terminant le 14 décembre), la cotation entrée abattoir de l'agneau français a poursuivi sa hausse. Elle a atteint **9,82 €/kg,** soit +0,16 €/kg d'une semaine sur l'autre. Elle restait par ailleurs 0,64 €/kg sous son niveau de 2024. Après avoir augmenté d'une année sur l'autre en octobre, les abattages pourraient s'être tassés en novembre.



En octobre 2025, l'IPAMPA ovin viande était en léger recul d'un mois sur l'autre comme d'une année sur l'autre. Si on regarde dans le détail :
• L'indice énergie et lubrifiants a diminué de 1% d'un mois sur l'autre et de 6% /2024 ;
• L'indice engrais était en hausse de 1% d'un mois sur l'autre et de 10% d'une année sur l'autre ;
• L'indice aliments achetés s'est replié de 1% d'un mois sur l'autre et de 5% d'une année sur l'autre.

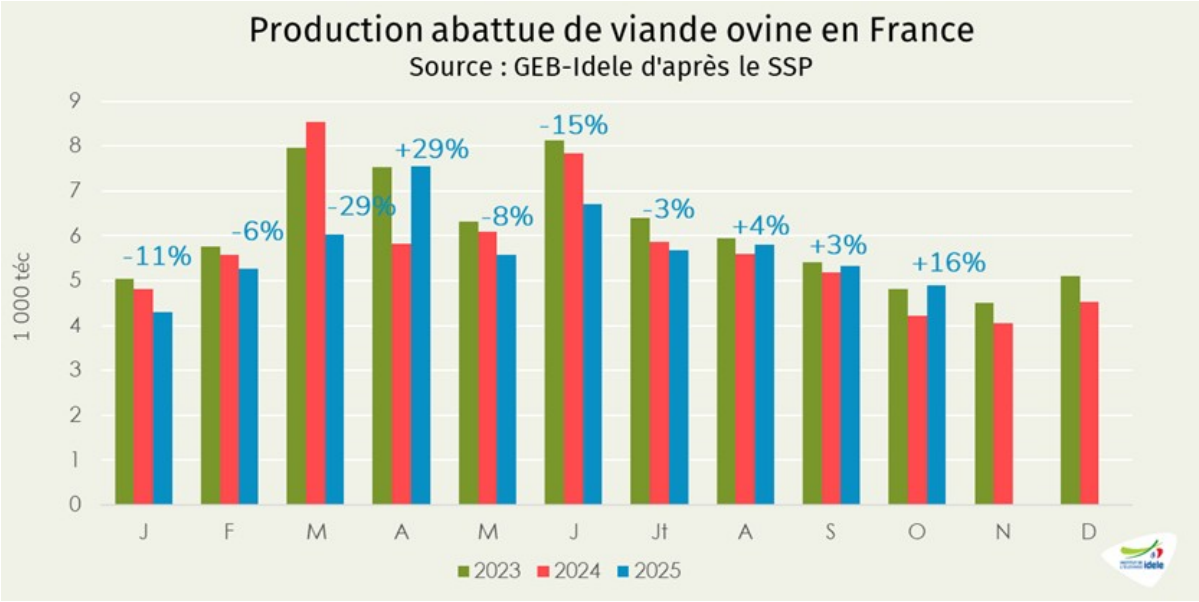
Attention, d'autres charges comme le travail effectué par un tiers ou le fermage, non incluses dans l'IPAMPA, continuent de croître.

Les abattages se redressent franchement d'une année sur l'autre en octobre

Selon *Agreste*, **la production abattue de viande ovine était en recul de 4% d'une année sur l'autre sur les dix premiers mois de 2025**, à 57 000 téc, et de 14% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).

Sur la période, les abattages d'agneaux comme de réformes ont diminué de 7 % en effectif et de 4 % en volume. Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de FCO. L'alourdissement des carcasses explique les évolutions en volume. Le poids moyen de carcasse des agneaux est passé de 18,5 à 19,5 kgéc et celui des réformes de 26,7 à 27 kgéc.

En octobre, la production abattue s'est redressée de 16%, frôlant les 5 000 téc.



Selon les données *d'Ovinfos*, fournies par Interbev, **les volumes abattus en novembre seraient au moins stables, ou plus élevés qu'en novembre 2024**.

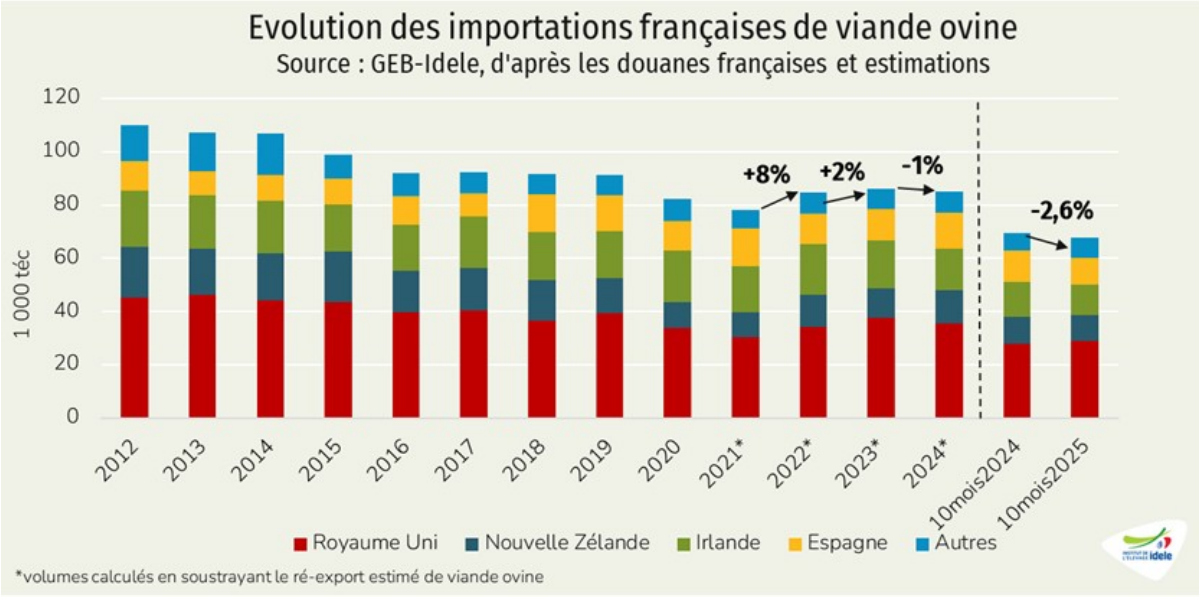
Les importations françaises d'agneaux vivants ont diminué sur les dix premiers mois de 2024, de 38% /2024, totalisant 70 000 têtes. Elles reculent de 36 000 têtes d'Espagne, notre principal fournisseur. Les imports de réformes, toutes espagnoles, ont baissé de 14% /2024, à 13 300 têtes. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

L**es exports français d'agneaux vivants ont reculé de 18% sur la période**, totalisant 198 000 têtes. Les envois vers l'Allemagne ont plus que quintuplé (+ 29 000 têtes), du fait d'une baisse de leurs approvisionnements espagnols. Mais cela n'a pas suffi à contrebalancer les fortes baisses vers l'Espagne (-38 000 têtes), l'Italie (-23 000 têtes) et la Grèce (-9 000 têtes). Les exports de réformes ont en revanche légèrement progressé, de 2%, à 45 000 têtes, principalement vers l'Italie. On enregistre en revanche un fort recul vers la Hongrie.

Recul des importations de viande ovine sur 10 mois

Attention, les données publiées par les douanes ont été révisées début décembre, notamment l'export de septembre 2025. Les volumes britanniques à destination du marché français se redressent donc en septembre comparés aux données précédemment publiées qui annonçaient une forte baisse (+9% après révision contre -55% avant). Finalement, cela rapporte le total des importations françaises de viande ovine destinées au marché français à une baisse plus modérée, de 2,4% sur 9 mois au lieu de 5,3%, avec des volumes britanniques passant de – 3% à +16% sur 9 mois cumulés.

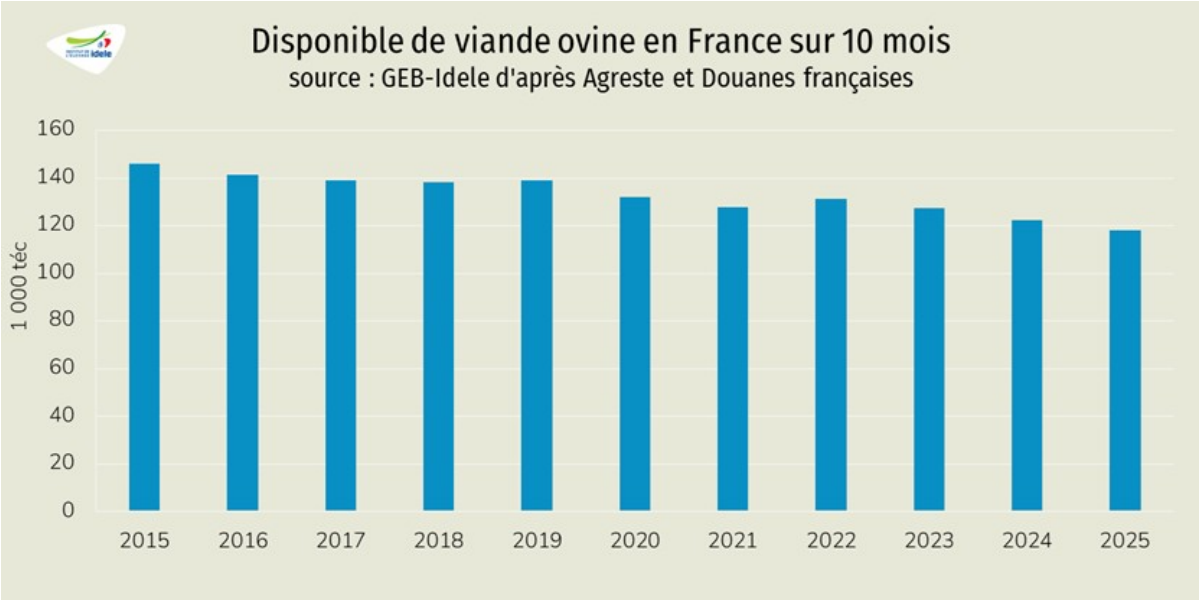
Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **voient leurs volumes baisser sur un cumul de 10 mois** en 2025 (-2,6 %), totalisant 68 000 téc. Elles augmentent de 4% depuis le Royaume-Uni mais baissent fortement en provenance des autres fournisseurs principaux : -13% depuis l'Irlande, -6% depuis la Nouvelle-Zélande et -14% depuis l'Espagne.



Les importations françaises de viande ovine reculeraient de 13 % comparées à la moyenne 2015-2019, sur 10 mois cumulés.

La détente du prix moyen semble relancer les achats en octobre

Sur les 10 premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 6% /2024 et même de 18 % comparé à la moyenne 2015-2019. **Il reprend des couleurs en octobre, en hausse de 4% /2025.**

Selon le panel *Kantar*, dont les données sont fournies par FranceAgriMer, les achats de viande ovine par les ménages français ont baissé de 12% sur 10 mois en 2025 comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 9% du prix moyen des achats (de 18,23 à 20,24 €/kg entre 2024 et 2025). On remarque toutefois un **regain des achats d'une année sur l'autre en octobre 2025, de 6%/2024**. Cela va de pair avec un prix moyen de vente en hausse de seulement 3% ce même mois.

Viande ovine » UE et monde »

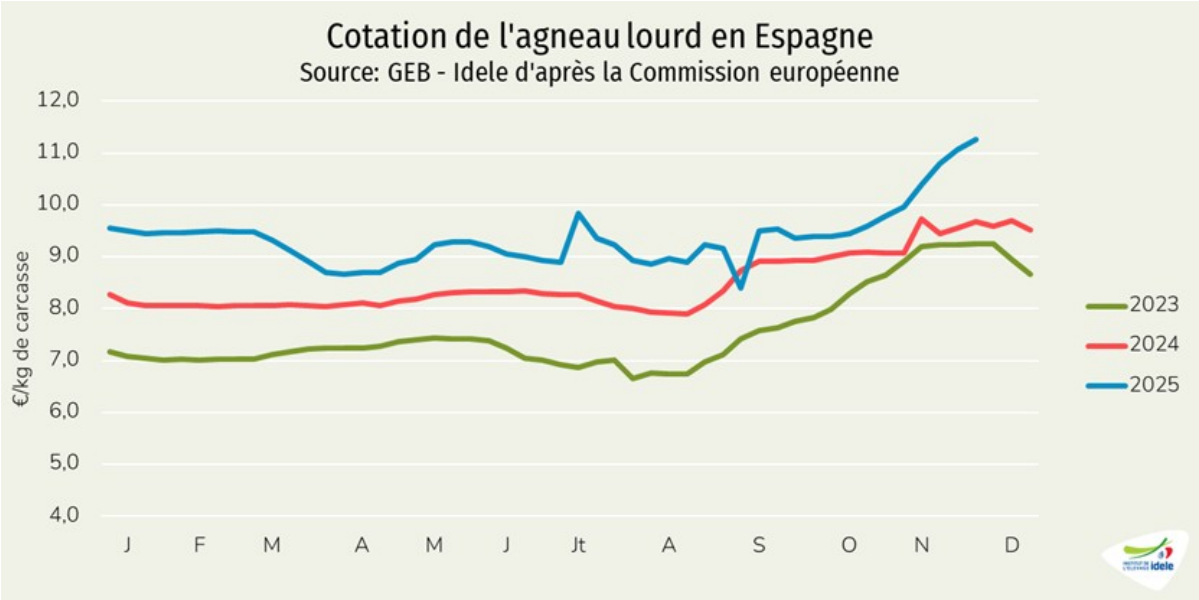
L'offre mondiale recule tandis que la demande se maintient

Dernière révision le 18 décembre 2025

En 2025, l'offre diminue au sein de l'UE, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande. Même l'Australie, qui a atteint des niveaux de production records en 2024, fléchit. Face à une demande mondiale qui semble rester dynamique, les prix de la viande ovine progressent ou restent a minima historiquement élevés.

Espagne : l'agneau espagnol est désormais très convoité et son prix explose

Le cours de l'agneau espagnol entrée abattoir était enregistré à 11,26 €/kg en semaine 49, il bondissait alors de 0,20 €/kg d'une semaine sur l'autre et restait 1,58 €/kg au-dessus de son niveau de 2024. La cotation augmente traditionnellement à l'approche des fêtes de fin d'année en Espagne et la hausse de novembre est particulièrement spectaculaire cette année : entre les semaines 45 et 48, elle a bondi de 1,10 €/kg. **Cela se répercute sur les consommateurs et les prix de la viande ovine s'envolent en Espagne.**

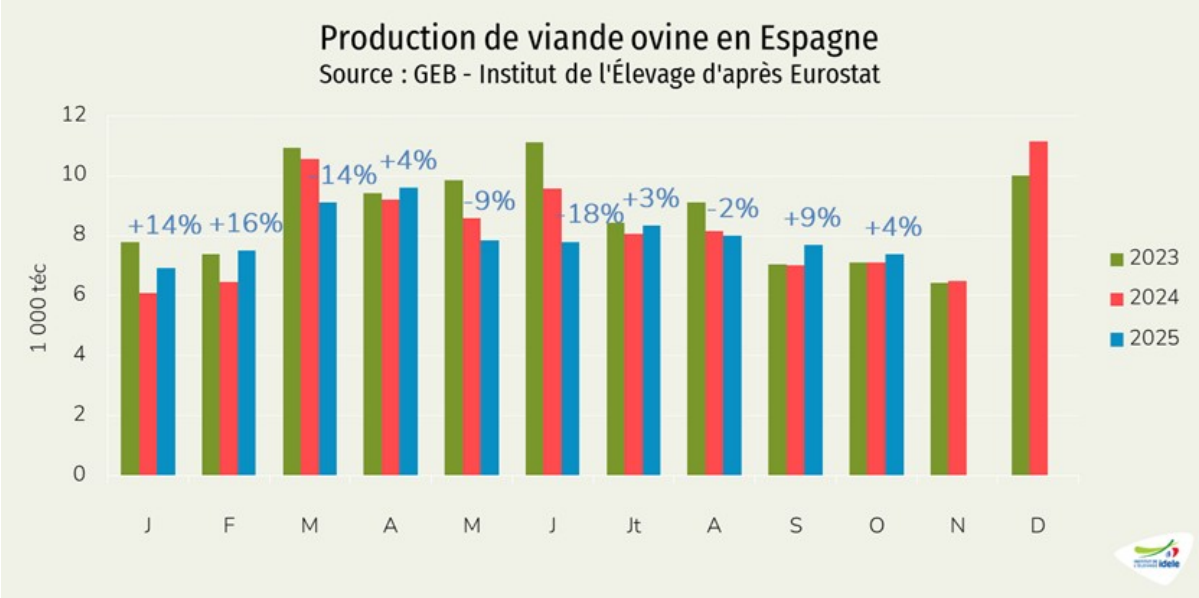


Mi-décembre 2025, **le cours des agneaux légers espagnols**, principalement destinés au marché intérieur, **a gagné 23% sur un an**, pour atteindre 12,39 €/kg.

La **forte demande sur les marchés internationaux pour la viande espagnole**, visiblement très appréciée, tire aussi les prix vers le haut : les acheteurs étrangers sont prêts à payer plus cher. Lors de nombreuses foires aux bestiaux, il serait désormais fréquent de voir des exploitants marocains ou des pays du Golfe acquérir une grande partie des ovins disponibles à des prix que les bouchers espagnols ne peuvent égaler. Il en résulte une pression accrue sur l'approvisionnement du marché intérieur en animaux.

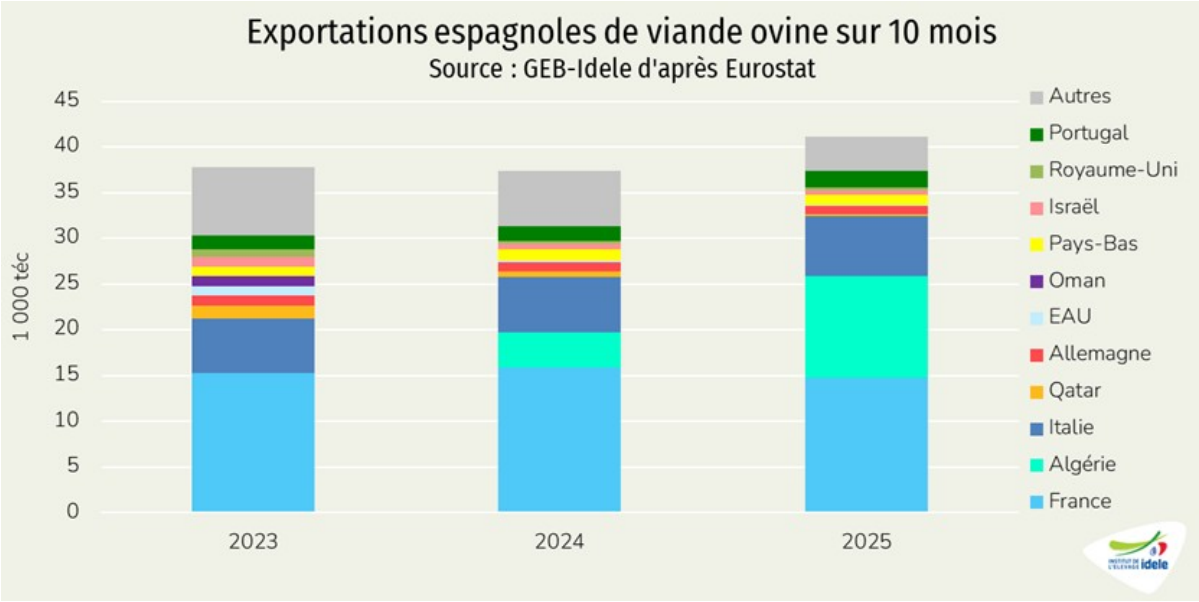
L'inquiétude s'intensifie à l'approche de **Noël**, période où la consommation d'agneau augmente fortement. L'an dernier, **l'agneau de lait** coûtait environ 18 ou 19 euros le kilo ; cette année, il pourrait atteindre 25 euros.

La production de viande ovine espagnole a baissé de 1% d'une année sur l'autre sur dix mois 2025, totalisant 80 200 t. Près de 600 000 réformes ont été abattues, soit -1% /2024 et la baisse est plus forte en volume (-2%), du fait d'un poids moyen de carcasse en baisse, à 24,2 kgéc.



A l'inverse, les carcasses d'agneaux se sont alourdies, de 0,7 kgéc en moyenne sur les dix premiers mois de l'année, à 12,3 kgéc. Cet alourdissement est probablement en lien avec l'annulation des envois au Maroc pour la Fête du Sacrifice, des agneaux qui ont finalement été abattus en Espagne puis exportés en carcasses. 5,4 M d'agneaux ont été abattus, soit -6% /2025, tandis que les volumes abattus étaient stables.

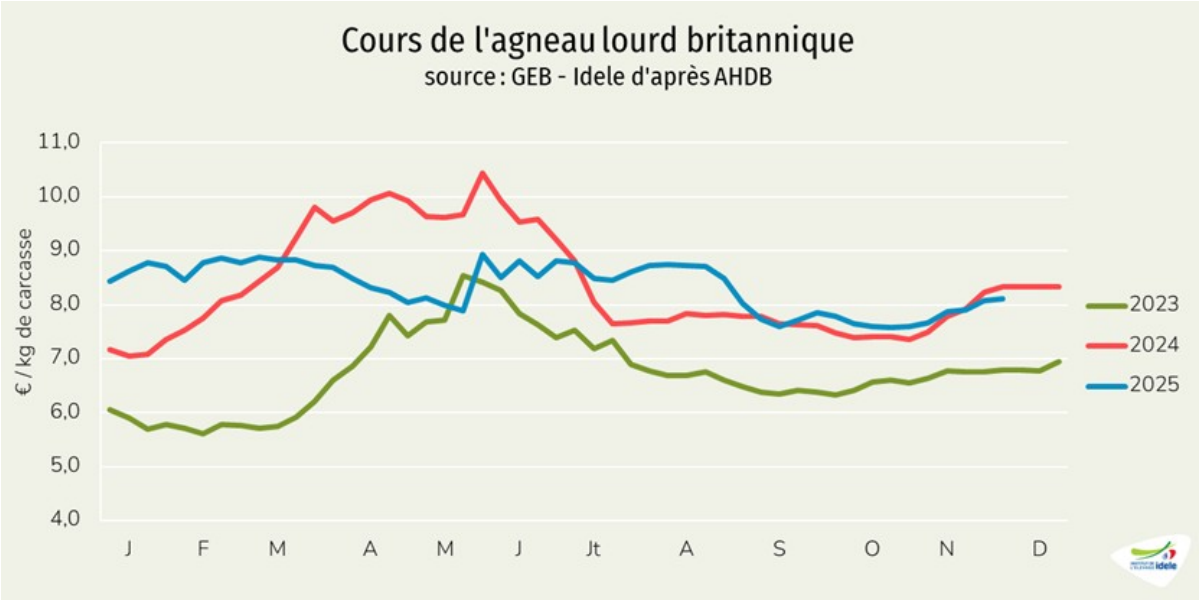
L**es exportations de viande ovine espagnole sont en hausse d'une année sur l'autre sur dix mois en 2025, de 10% /2024,** à 41 000 téc. C'est 5% de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment un bond des envois vers l'Algérie (qui ont quasiment triplé, de 4 000 à 11 000 téc).



Contrairement aux années précédentes, **les exportations d'ovins vivants ont enregistré un recul,** notamment une baisse notable des livraisons vers d'importants marchés comme le Maroc. Les envois d'agneaux espagnols ont reculé de 30% d'une année sur l'autre, totalisant près de 851 000 têtes sur dix mois et les envois de réformes ont chuté de 35% /2024, à 94 000 têtes.

Royaume-Uni : les abattages décrochent au 2nd semestre

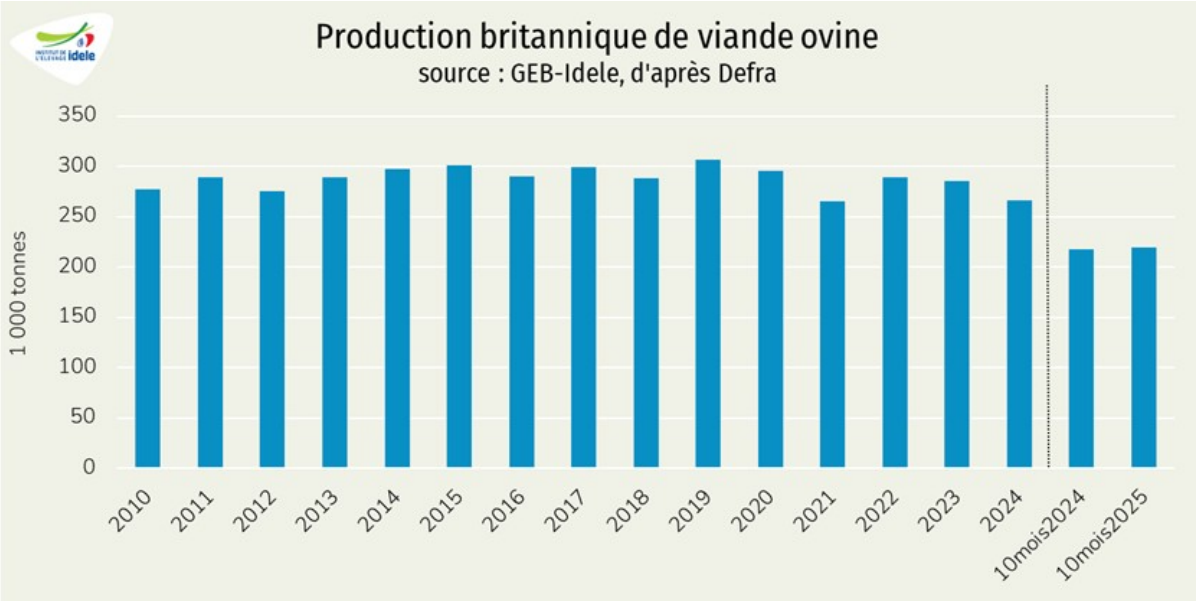
Après un creux en octobre, la cotation de **l'agneau** britannique s'est redressée et, en **semaine 49**, elle atteignait **8,11 €/kg** soit +0,04 €/kg d'une semaine sur l'autre. Elle restait toutefois en légère baisse par rapport à 2024 (-0,23 €/kg).



D'après le *Defra* (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales), après une hausse de 3% sur 7 mois, **les abattages d'agneaux ont décroché : ils n'ont cessé de reculer d'une année sur l'autre en août, septembre et octobre mais sont toutefois stables sur 10 mois cumulés**.

Les abattages de réformes ont baissé de 7% sur la période, et n'ont dépassé leur niveau de 2024 qu'au mois de juin.

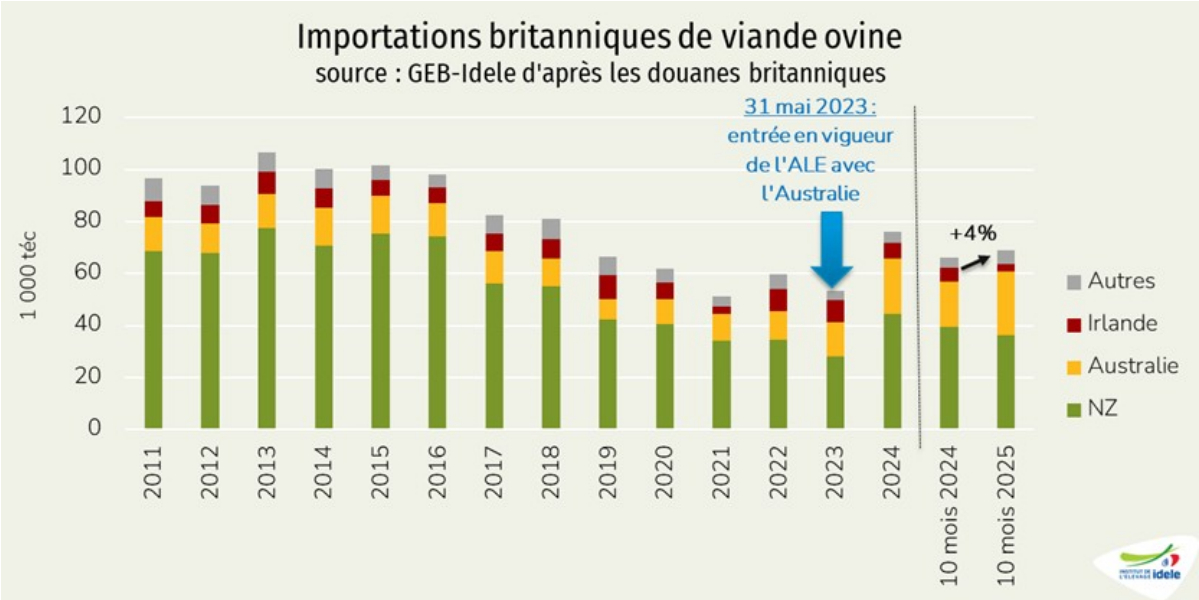
Avec des poids moyens de carcasse en hausse de +0,6 kg pour les agneaux, à 20,5 kg, et une baisse de 0,8 kg pour les réformes, à 26,6 kg, **la production britannique totale de viande ovine a atteint 220 000 t sur les dix premiers mois de 2025, soit +1% /2024** et -10% comparée à la moyenne 2015-2019.



Du côté de la consommation, le panel d'achat des ménages Kantar enregistre au Royaume-Uni une **baisse notable des ventes d'agneau au détail** : au 2 novembre, en cumul annuel mobile, elles reculaient de 10% d'une année sur l'autre, en parallèle d'une hausse de 4 % du prix moyen payé.

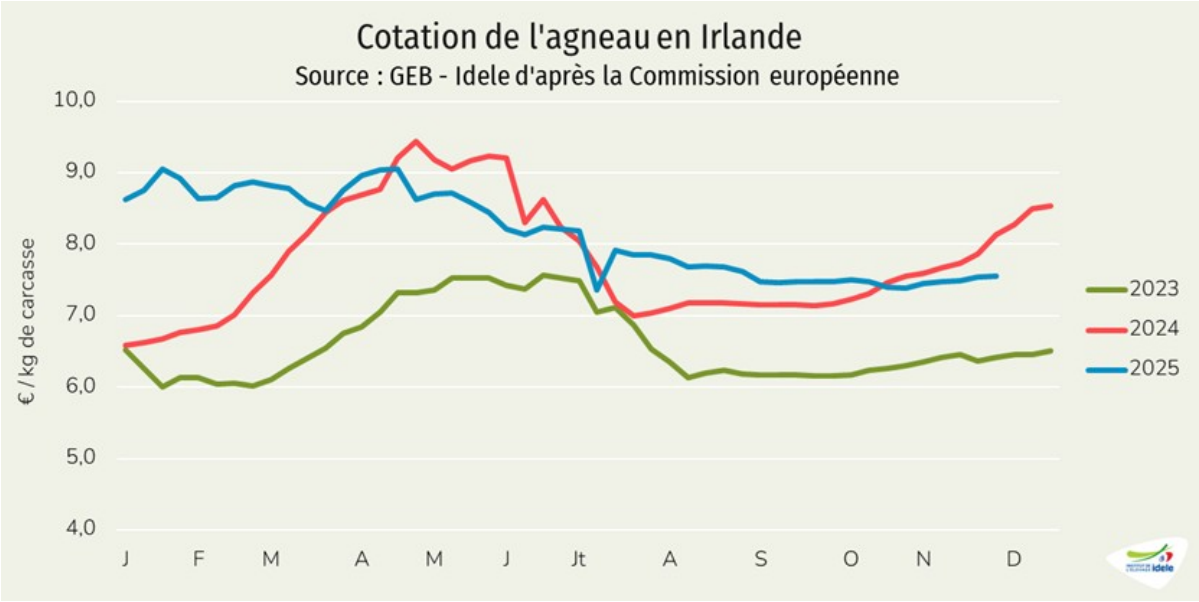
Cela libère des volumes à l'export. L**es exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 11% sur dix mois en 2025**, à 71 000 téc. Elles dépassaient de seulement 1% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine ont poursuivi leur croissance en 2025, augmentant de 4% /2024**, à 69 000 téc. En provenance d'Australie, la hausse est de 40% soit +7 000 téc.

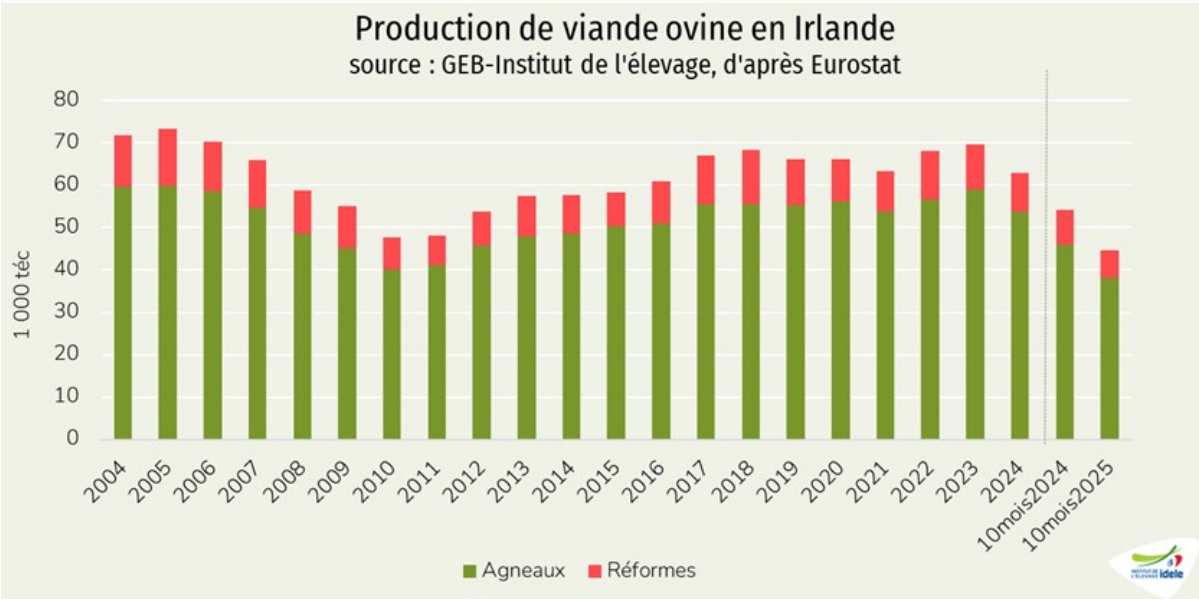


Irlande : les professionnels s'inquiètent de l'avenir de leur filière

En **semaine 49** de 2025, selon la Commission européenne, la cotation de l'agneau irlandais atteignait **7,56 €/kg**, en hausse de 0,03 €/kg d'une semaine sur l'autre et en baisse de 0,58 €/kg comparée à la même semaine en 2024. **Les abattages reculent nettement, mais la demande à l'export reste faible, à l'image de la consommation en France, 1er client de l'Irlande en viande ovine.**



Après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 18% /2024 sur dix mois en 2025**, totalisant 45 000 tonnes : c'est 19% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Les effectifs **d'agneaux** abattus ont diminué de 19% /2024 et les volumes de 17%, illustrant une hausse des poids moyen de carcasse, de 21,5 à 22,1 kg. Le nombre de **réformes** a aussi reculé, de 21% /2024, tout comme les volume, avec un poids moyen de carcasse en légère hausse, atteignant 26,0 kg.



Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce franc recul de la production, plutôt structurels comme un **renouvellement générationnel difficile**, ou plus conjoncturels comme la **baisse des abattages d'agneaux nord-irlandais** (plus intéressant d'abattre au Royaume-Uni où les agneaux sont pour le moment mieux valorisés, avec le label *Red Tractor*). Un autre élément devrait prolonger la tendance à l'œuvre : l'**apparition de la FCO-3 en Irlande du Nord fin novembre.**

Les **nettes baisses du cheptel ovin inquiètent les professionnels de la filière**, notamment l'*Irish Farmer Association*, qui demande au ministère irlandais d'« enrayer l'effondrement du secteur ovin en Irlande », en accordant notamment une aide ovine à hauteur de 30€/brebis dès l'année prochaine. **Depuis 2022, le cheptel de reproductrices ne cesse de baisser en Irlande** et le pays craint aujourd'hui de voir progressivement disparaître son 2ème secteur agricole le plus important.

Si le nombre d'ovins continue de diminuer au même rythme que les deux dernières années, **le secteur de la transformation ne sera plus compétitif** et ne pourra plus fidéliser des clients clés comme les grandes enseignes de distribution.

Malgré ce fort repli de l'offre, on ne constate qu'une **légère baisse des exportations de viande ovine de 1% /2024**, à 41 500 téc, avec notamment une hausse vers la France de 8% (en contradiction avec les douanes françaises) et une baisse de 37% vers le Royaume-Uni. *les données douanières irlandaises ont été modifiées depuis le dernier article, où elles indiquaient une forte hausse, mais les résultats semblent toujours quelques peu étonnants.*

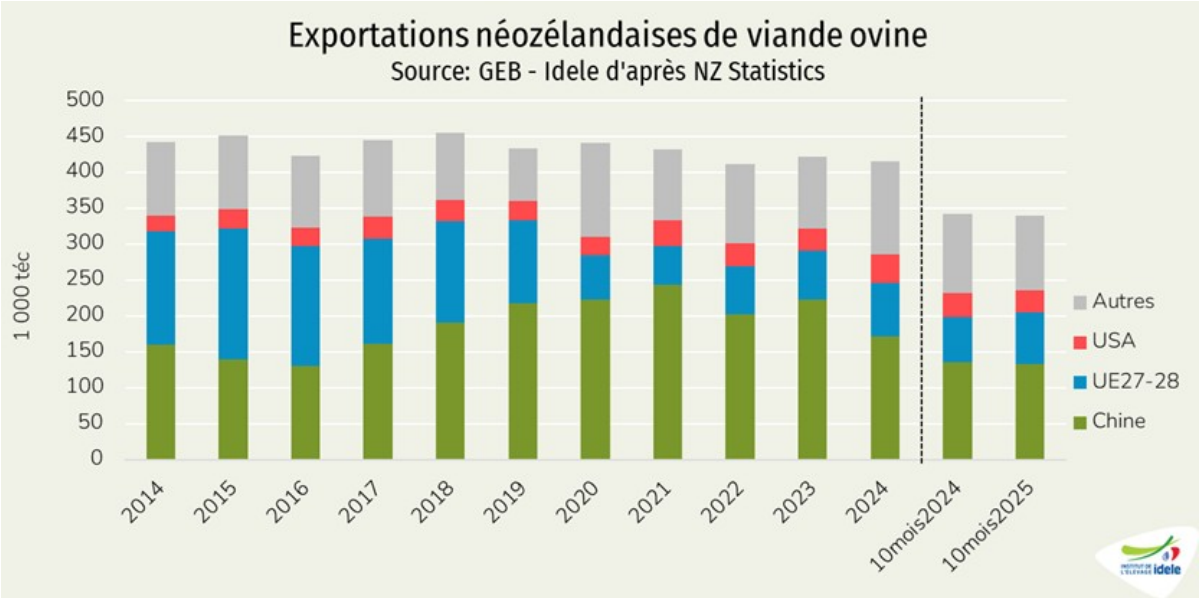
Nouvelle-Zélande : baisse de la production et hausse des prix

Sur les 10 premiers mois de 2025, la production a reculé de 2% /2024, totalisant 344 000 téc. Le nombre **d'agneaux** abattus a diminué de 6% /2024, à 14,5 M de têtes, tandis que celui des **réformes** a augmenté de 5%, à 2,2 M de têtes.

On observe une nouvelle phase de **décapitalisation**, à mettre en lien avec les difficultés structurelles auxquelles fait face la filière néozélandaise (compétition avec l'élevage bovin lait puis les plantations de pin, plus récemment, qui participent aux **difficultés de rentabilité des exploitations ovines**). Cela pèse sur le cheptel ovin en Nouvelle-Zélande et les éleveurs sont tentés de se concentrer uniquement sur l'élevage bovin, plus rentable.

En octobre 2025, les effectifs d'agneaux et de réformes abattus ont baissé d'une année sur l'autre.

Les exportations de viande ovine ont totalisé 340 000 téc sur 10 mois, en recul de 1% /2024. On observe notamment des baisses vers le Royaume-Uni, les États-Unis et la Chine et des hausses vers l'Allemagne et les Pays-Bas (plateforme de réexport), Taïwan et la Grèce. Les exportations sont dynamiques à l'approche des fêtes de fin d'année, possiblement en lien avec une demande européenne dynamique.



Le prix de la viande ovine néozélandaise poursuit sa hausse, sous l'effet d'une demande internationale dynamique, qui se heurte à une offre mondiale sous tension.

***Beef and Lamb New Zealand* prévoit que 16,7 millions d'agneaux devraient être abattus durant la saison 2025-2026 (septembre à août)**, pour une production de viande avec os en **baisse de 1,5 %** par rapport à la saison précédente. La production de réformes devrait quant à elle diminuer de 4 %.

Viande ovine » UE et monde »

Regain du prix de la laine au Royaume-Uni et en Irlande

Dernière révision le 18 décembre 2025

Les prix des laines britanniques et irlandaises ont bondi d'une année sur l'autre sur les neuf premiers mois de 2025. La hausse est plus modérée pour la laine française tandis que le prix de la laine australienne, bien mieux rémunérée à l'export, est en légère baisse.

Déclin progressif de l'industrie de la laine

Avec l'introduction de nombreux matériaux manufacturés et des fibres synthétiques pour l'habillement et l'ameublement, la valeur de la laine en France comme ailleurs (notamment au Royaume-Uni et en Irlande) a chuté dans les **années 70**. Depuis, **la plupart des laines françaises de qualité** (Mérinos) **sont exportées, comme l'étaient déjà celles de moindre qualité.**

Cette industrie, autrefois lucrative, a continué de décliner jusqu'à nos jours. En France, le prix de la laine récoltée ne permet pas de couvrir les coûts de la tonte, estimés autour de 2 €/brebis pour près de 2 kg de laine récoltés. La problématique se retrouve en Irlande et au Royaume-Uni et de nombreux éleveurs préfèrent alors stocker les toisons plutôt que de percevoir ces faibles montants.

Cette mauvaise valorisation de la laine **n'encourage pas les éleveurs** à faire l'effort de soigner les toisons ni même de les trier soigneusement lors de la tonte, ce qui fait encore baisser le prix des lots vendus, très hétérogènes. Cela créé un cercle vicieux.

De plus, la baisse de l'utilisation des infrastructures pour laver et traiter la laine a provoqué la **fermeture de la grande majorité d'entre elles**, rendant la valorisation de la laine d'autant plus complexe et coûteuse.

L'Australie domine le marché de la laine à l'export

L'Australie reste le pays dominant en matière d'export de la laine, et celle-ci est bien mieux valorisée vers la Chine, de loin le 1er acheteur mondial, que la laine française : les lots sont notamment plus **homogènes** et comportent moins de défauts. Mais la différence de prix s'explique aussi et surtout par le fait qu'une bien plus grosse part de la laine australienne est **fine** donc plus chère que la française, majoritairement grossière. Une bonne partie du cheptel australien, constituée de brebis de race **Mérinos**, est encore tournée vers la production de laine.



En 2024, la France se classe en 12ème position parmi les exportateurs mondiaux de laine, le Royaume-Uni est 6ème et l'Irlande 20ème. L'Australie est loin devant.

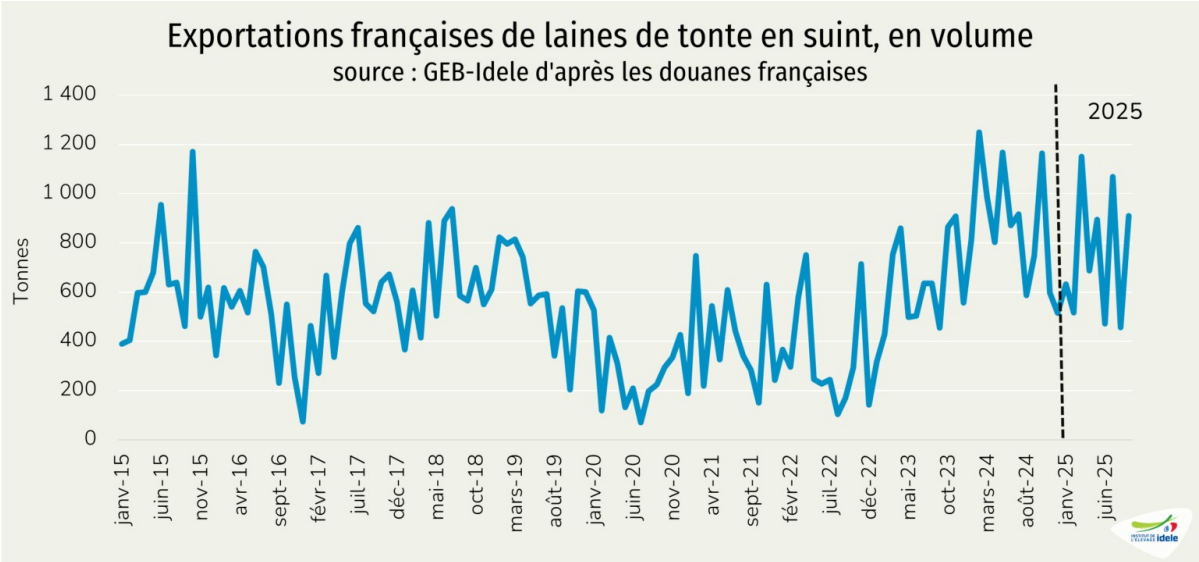
Une laine française surtout « grossière »

E**n France, les laines de qualité supérieure** (type Mérinos, 20 à 26 microns), **les plus adaptées à la filière textile, représentent moins de 5% de la production** (*Beudou et Desormeaux, 2024*). Une grosse partie du débouché de la laine française, qui a du « gonflant » est donc orientée vers le **rembourrage de matelas**. En France, nombre d'industriels continuent de travailler de la laine étrangère (notamment néozélandaise), dont les lots sont plus homogènes, et moins chers.

Les exports français de laine se replient en volume en 2025

Concernant l'export, 1er débouché de la laine française quand elle en trouve un, **la France exporte majoritairement de la laine de tonte en suint**, c'est-à-dire brute, non lavée. C'est aussi la catégorie de laine majoritairement exportée par l'Irlande et l'Australie, tandis que le Royaume-Uni exporte surtout des laines de tonte dégraissées.

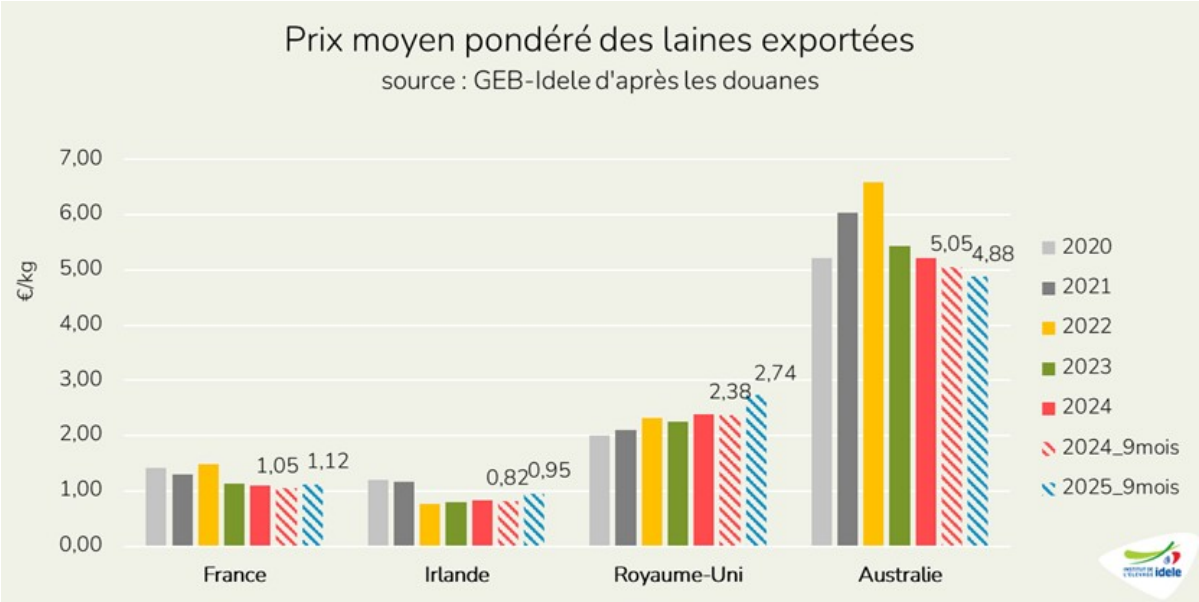
Les exports français de laine en suint (brute, non lavée, catégorie de laine très majoritairement exportée par la France, l'Irlande et l'Australie) ont **nettement progressé de 2021 à 2024 mais repartaient à la baisse en 2025**, de 17% en volume et de 15% en valeur (voir le graphique ci-dessous).



Mais le prix de la laine française exportée progresse légèrement

En septembre 2025, **la laine de tonte en suint australienne exportée valait en moyenne 5,05 €/kg contre 1,0 €/kg pour la laine française, 1,02 €/kg pour l'irlandaise et 1,42 €/kg pour la britannique**, selon les douanes.

Le **prix moyen pondéré (PMP) de la laine**, qui prend en compte le poids de chacune des différentes catégories de laine dans les volumes exportés et leur prix (ce qui permet de comparer le Royaume-Uni aux autres exportateurs) a dernièrement évolué favorablement en Europe. **Le PMP de la laine britannique exportée a bondi de 15% sur 9 mois en 2025 /2024. Côté Irlande, le bond est de 16%, contre +7% en France. Il était en légère baisse en Australie sur la même période (-3%) mais restait bien plus élevé qu'en Europe.**



Début octobre, le directeur des opérations de *British Wool*, au **Royaume-Uni**, a déclaré dans une interview accordée à la BBC que des fabricants du monde entier, notamment chinois, les sollicitent et que cette tendance à la hausse des prix se poursuit. **Le déclin mondial du cheptel ovin** associé à l'adoption de la laine par les consommateurs soucieux de l'environnement, expliquerait ce regain de demande à l'origine de la **reprise des prix**, à condition que la qualité de laine réponde aux attentes des acheteurs.

Nouvelle hausse de la collecte en octobre

Dernière révision le 18 décembre 2025

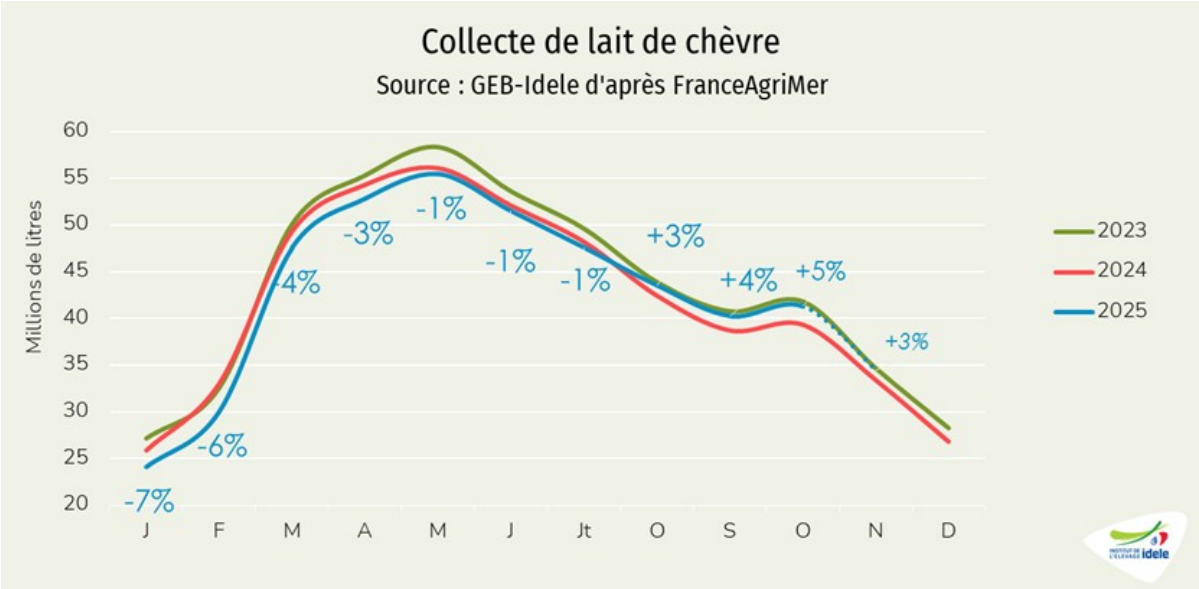
La consommation de fromages de chèvre au beau fixe en 2025

Dernière révision le 18 décembre 2025

Alors que la collecte poursuit son redressement en octobre, la consommation de produits au lait de chèvre tire toujours les fabrications, notamment de produits frais.

Un second semestre à la hausse pour les livraisons

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 41,3 millions de litres en octobre 2025, une hausse de 5% /2024.

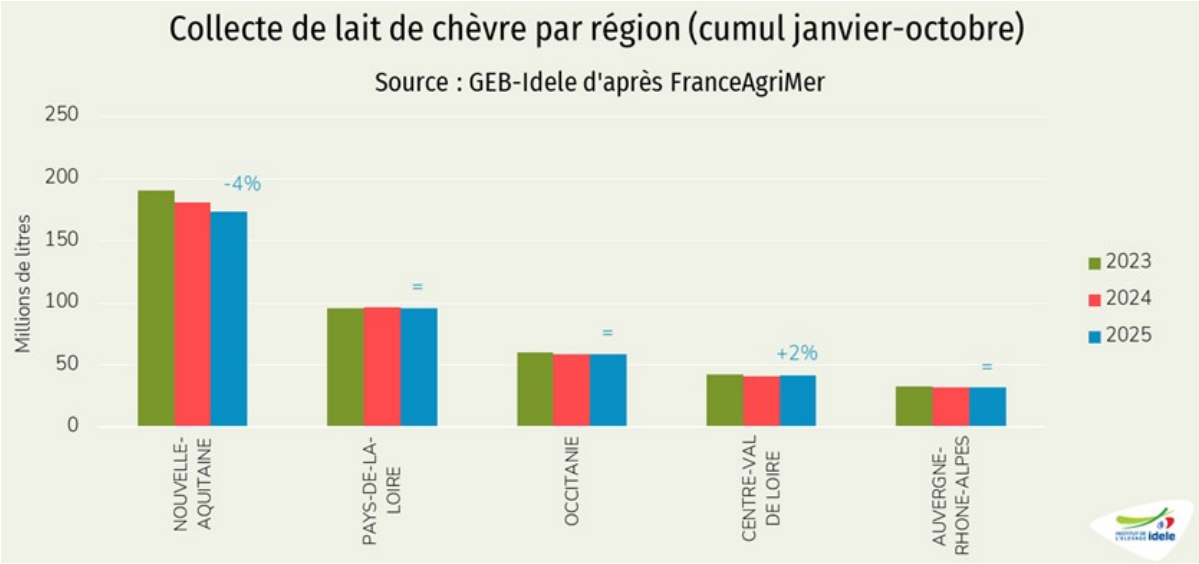


En cumul sur les dix premiers mois de l'année, 434 millions de litres ont été livrés, soit -1% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024). L'écart avec 2024 diminue à mesure que les livraisons progressent. D'après les données de l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, **la production a poursuivi sa bonne dynamique en novembre (en pointillés sur la courbe), avec des livraisons très supérieures à leur niveau de 2024 (+3%).**

Hausses spectaculaires en AURA et Pays de la Loire

En cumul sur les dix premiers mois de 2025, la collecte a évolué d'une année sur l'autre comme suit :

- +2% en Centre-Val de Loire,
- stable en Occitanie, Pays de la Loire et AURA,
- -4% en Nouvelle-Aquitaine.

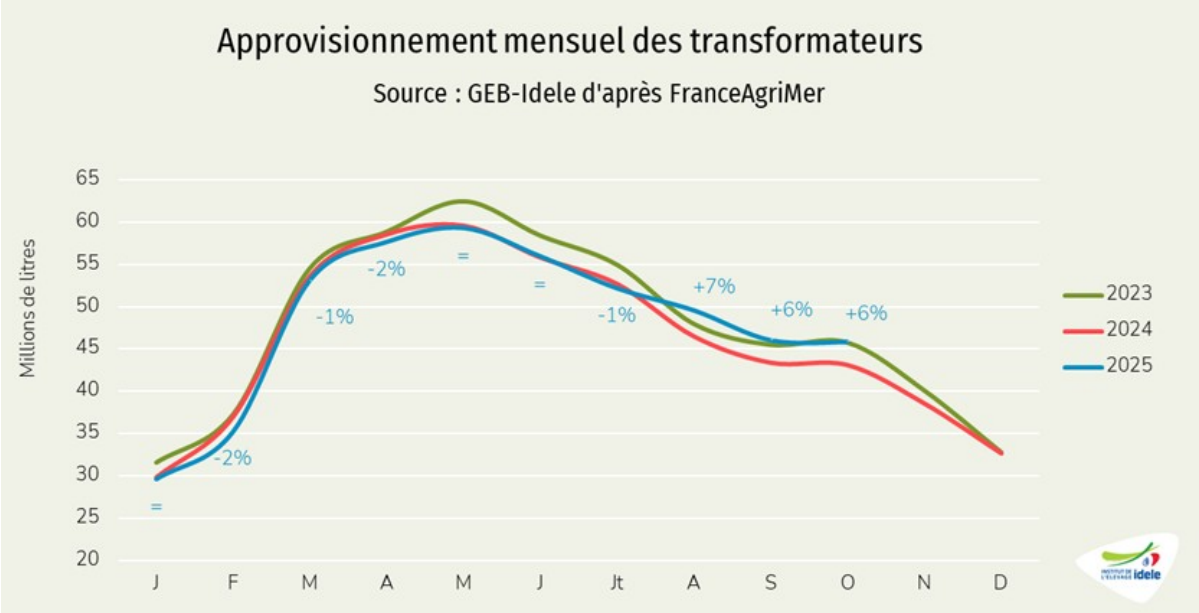


Sur le mois d'octobre, les livraisons sont en hausse de 10% en AURA, 6% en Centre-Val de Loire, 4% en Pays de la Loire et Nouvelle-Aquitaine et 3% en Occitanie.

Hausse des approvisionnements totaux

Les industriels français ont importé 4,5 millions de litres équivalent lait en septembre (+20% /2024 et -22% /septembre 2025).

Ainsi, les approvisionnements des transformateurs (collecte et importations de produits de report caprins) **sont en hausse par rapport à septembre 2024, à 45,8 millions de litres (+6% /2024).**

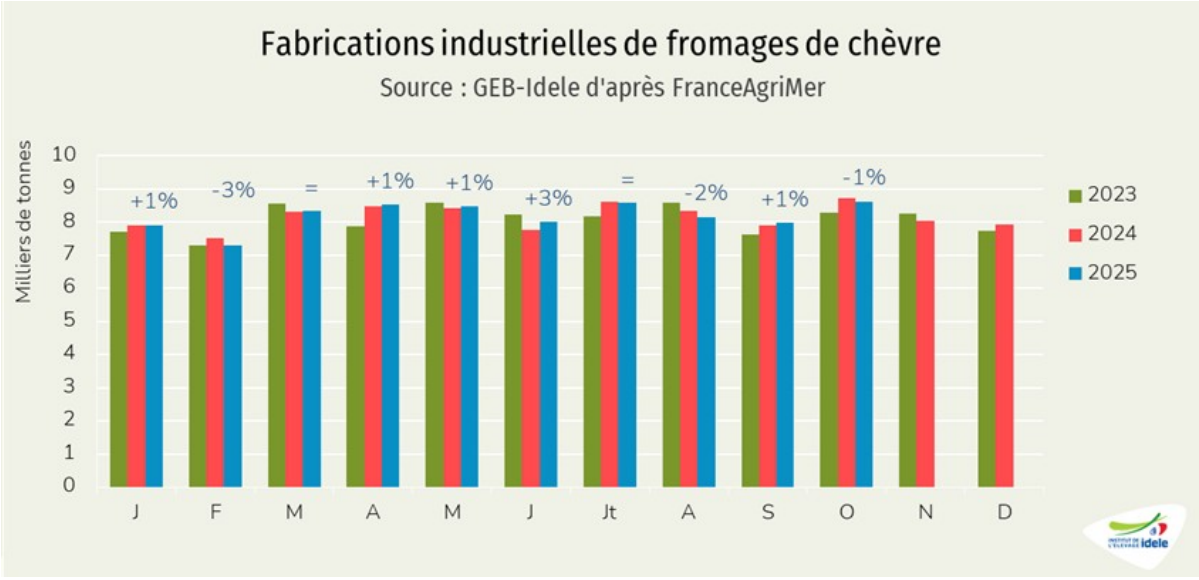


En cumul **sur dix mois, la filière a transformé 485 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations), un niveau légèrement supérieur à 2024 (+1% /2024)**. Le niveau des livraisons du premier semestre avait fortement fait reculer les approvisionnements de début d'année, à peine compensés par les importations.

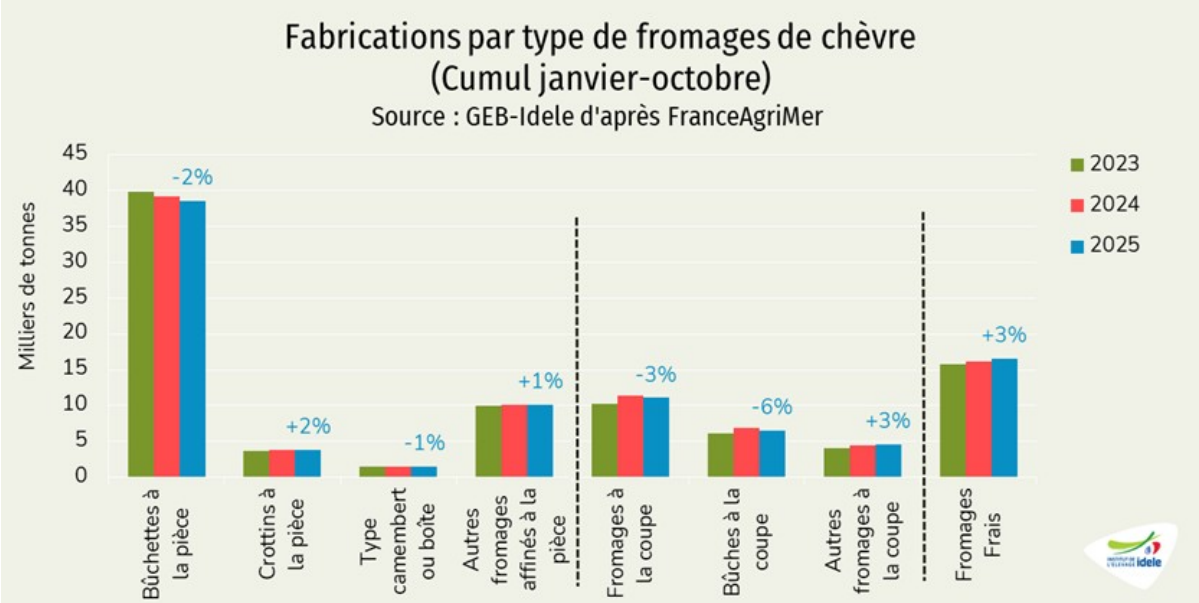
Les stocks de produits de report caprins sont en recul sur un an en octobre (-9% /2024) et en légère hausse par rapport au mois de septembre (+4%).

Stabilité des fabrications sur dix mois cumulés

Les fabrications de fromages de chèvre sont en recul de 1% d'une année sur l'autre en octobre, totalisant 8 615 tonnes. En cumul depuis janvier, les volumes atteignent 81 800 tonnes (= /2024).

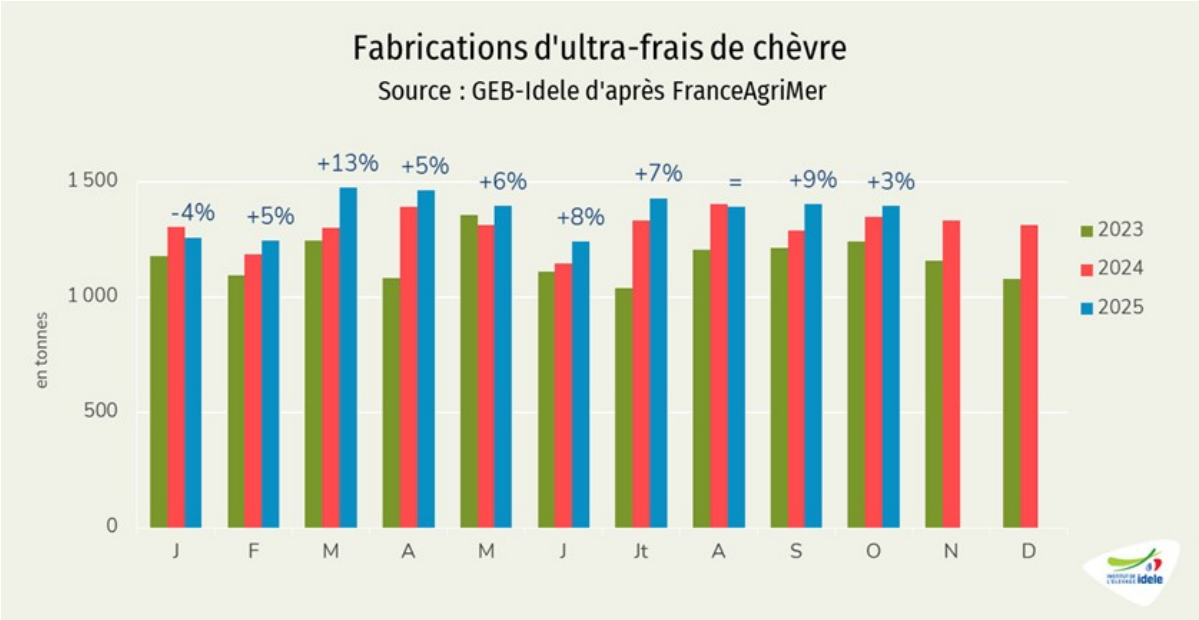


Si les ventes de fromages de chèvre en GMS se maintiennent, les difficultés économiques de la restauration hors domicile pénalisent ce débouché. Les fromages de chèvre sont en effet plus chers que leurs homologues au lait de vache. Les bûches de 1kg et autres fromages destinés à la restauration hors domicile ou aux industries agroalimentaires reculent (-3% en cumul sur dix mois) tandis que les fromages frais progressent significativement (+3% /2024).



En cumul, les fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail sont en recul de 1% /2024. La bûchette reste leader en volume mais ses fabrications reculent en cumul depuis le début de l'année (-2% /2024). Les crottins progressent légèrement (+2% /2024) ainsi que les autres fromages affinés à la pièce (+1% /2024), tandis que les pyramident décrochent (-12% /2024).

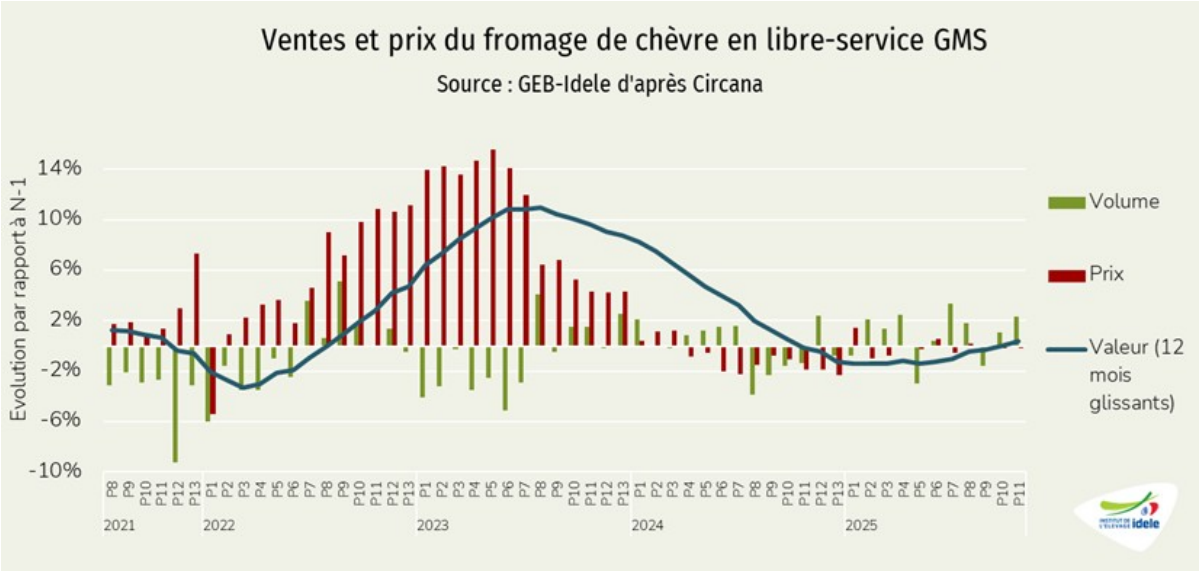
L'ultra-frais reste sur sa bonne dynamique, avec 1 400 tonnes fabriquées en octobre (+3% /2024).



En cumul sur dix mois, les fabrications d'ultra-frais sont en hausse de 5% /2024.

La consommation reste dynamique

Sur la dernière période disponible du panel Circana, la 11e, du 6/10 au 23/11, la consommation de fromages de chèvre est en hausse de plus de 2% /2024 en volume et en valeur. **Sur les 11 premières périodes de 2025 (jusqu'au 23/11), les achats des ménages au rayon libre-service des grandes surfaces sont en hausse de 1% par rapport à la même période en 2024. Dans le même temps, le prix moyen de vente est resté stable.**



Ce dynamisme des achats cache de fortes disparités. **Ainsi, les AOP sont en retrait de 3% en CAM** (cumul annuel mobile). Les ventes de Rocamadour ont diminué de 5%, et celles de Sainte-Maure de Touraine de 3%. **Les achats de fromages bio par les ménages ont reculé de 8% /2024.** Les marques nationales ont bien résisté en 2025, avec des volumes stables en CAM et en hausse de 1% en cumul courant, tandis que les marques de distributeurs ont poursuivi leur progression, à +1,5% en CAM et en cumul courant.

Quant aux produits frais, leur dynamisme se confirme dans les achats, en hausse de 5% en cumul courant et de 4% en CAM.

DNC : stratégie de gestion et impacts économiques

Dernière révision le 18 décembre 2025

Face à l'apparition et à la diffusion de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) sur le territoire national, les autorités sanitaires ont mis en œuvre une stratégie de gestion collective reposant sur des mesures strictes visant à l'éradication. L'Institut de l'Élevage a publié une note le 18 décembre, dont l'objectif est de fournir des éléments de compréhension partagés sur la nature de la maladie, ses impacts sanitaires et économiques, ainsi que sur les fondements scientifiques et réglementaires des décisions prises. Elle vise également à expliciter les choix stratégiques opérés en matière de dépeuplement, de zonage, de restrictions de mouvements et de vaccination, dans un contexte marqué par des enjeux sanitaires et commerciaux majeurs.

Ces mesures, bien que nécessaires à l'éradication de la maladie, entraînent des conséquences, notamment morales et économiques, pour les éleveurs dont les troupeaux ont été dépeuplés. La perte brutale du cheptel, l'interruption de production et les incertitudes liées à la reconstitution des troupeaux constituent des épreuves individuelles à prendre en compte.

Cette note présente l'état actuel de la situation en France, les dispositifs d'accompagnement mobilisés et les perspectives à court et moyen termes, afin de permettre une lecture éclairée, partagée et cohérente de la stratégie de gestion de la DNC.

Retrouvez l'ensemble de la note sur idele.fr !

Vous pouvez aussi accéder directement au chapitre sur les **impacts économiques de la DNC aujourd'hui**, ou à celui sur les **impacts économiques de la DNC en cas de perte du statut indemne**.